

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Mittwoch, 30. September 1992, Nachmittag
Mercredi 30 septembre 1992, après-midi

15.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker

92.038

Bundeshaushalt.
Sanierungsmassnahmen 1992
Finances fédérales.
Mesures d'assainissement 1992

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1848 hiervor – Voir page 1848 ci-devant

A. Bundesgesetz über den Abbau von Finanzhilfen und Abgeltungen (Fortsetzung)

A. Loi fédérale sur la réduction d'aides financières et d'indemnités (suite)

Ziff. 15

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Theubet, Bühler Simeon, Comby)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Schwab

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Eventualantrag Bundi

(falls der Antrag der Minderheit abgelehnt wird)

Art. 37

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Tschuppert Karl

Art. 38

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Eventualantrag Gobet

(falls der Antrag der Minderheit abgelehnt wird)

Art. 38 Abs. 2 Bst. e

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 15

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Theubet, Bühler Simeon, Comby)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Schwab

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition subsidiaire Bundi

(au cas où la proposition de la minorité serait rejetée)

Art. 37

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Tschuppert Karl

Art. 38

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition subsidiaire Gobet

(au cas où la proposition de la minorité serait rejetée)

Art. 38 al. 2 let. e

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Theubet, porte-parole de la minorité: Dans son programme d'assainissement, le Conseil fédéral propose diverses réductions de subventions forestières: une réduction linéaire de 10 pour cent, limitée dans le temps, des aides financières à la recherche et à la formation professionnelle, une réduction de 10 pour cent des taux de plusieurs indemnités et aides financières, en particulier celles qui concernent les dégâts aux forêts, les opérations de sylviculture, dont les soins aux jeunes peuplements et la construction de chemins, enfin la suppression des subventions aux remaniements parcellaires forestiers.

Si le premier type de réduction ne peut guère être contesté vu qu'il s'applique à pratiquement tous les secteurs soutenus par la Confédération, les deux autres réductions ne peuvent pas être acceptées. Il faut tout d'abord relever une certaine incohérence dans la politique du gouvernement en matière forestière: le Parlement a adopté sans opposition, il y a tout juste une année, une nouvelle loi sur les forêts; juste avant son entrée en vigueur, le Conseil fédéral propose des réductions de prestations. Cela est inquiétant du point de vue de la sécurité du droit.

L'arrêté fédéral urgent encore en application a permis aux propriétaires forestiers d'entreprendre plusieurs travaux indispensables au maintien de nos forêts. Or, aujourd'hui, la Confédération ne peut plus ou ne veut plus payer les montants engagés pour 1990 et 1991, ce qui aggrave les difficultés que rencontrent actuellement les propriétaires de forêts. Près de la moitié des entreprises forestières publiques ont bouclé l'année dernière avec des pertes qui ont atteint le chiffre record de 117 millions de francs. Ces pertes sont supportées principalement par les communes, selon la statistique forestière suisse. Elles ont augmenté de 50 pour cent en un an.

Mais il y a d'autres conséquences que financières à cet état de fait. Les restrictions budgétaires entraînent indirectement du chômage parmi les forestiers-bûcherons de plusieurs régions de notre pays. En conséquence, les cantons concernés organisent, d'entente avec les communes, des chantiers forestiers où les chômeurs sont payés par le canton, les communes et l'OFIAMT, par le biais de la loi sur le chômage. Cette situation paradoxale est difficilement admissible.

En ce qui concerne la suppression des aides financières au remaniement parcellaire forestier, nous tenons à rappeler quelques données. Les forêts privées représentent 26 pour cent de la surface forestière de la Suisse et sont très inégalement réparties. La grandeur moyenne et la forme des parcelles varient fortement d'une région à l'autre. Dans presque toutes les parties du pays, les propriétés forestières privées non remaniées présentent des surfaces petites, morcelées, mal conformées et dépourvues d'une desserte satisfaisante. Les soins ne peuvent leur être apportés et leur potentiel de production est sous-exploité. La seule réponse que l'on puisse donner à cette situation est le remaniement parcellaire, qui vise à regrouper les propriétés et à les doter d'une desserte rationnelle.

S'il est vrai que les propriétaires sont bénéficiaires au premier chef des opérations de remaniement, la collectivité l'est également à divers titres, en particulier par l'entretien rendu possible de forêts qui peuvent remplir leurs multiples fonctions; la production de bois, dont le bilan écologique est très favorable, et l'exploitation de la filière bois qui représente quelque 90 000 emplois situés surtout dans les régions rurales. Enfin, il faut signaler que les remaniements parcellaires forestiers sont souvent étroitement associés à d'autres travaux importants tels que les remaniements agricoles et la construction de routes nationales et de lignes de chemin de fer.

Contrairement aux arguments avancés par le Conseil fédéral, nous pensons que les remaniements forestiers ne se limitent pas aux régions de plaine, que la productivité des forêts privées ne permet pas de financer les frais nécessités par leur restructuration, et que les remaniements en cause répondent à un intérêt public. Nous admettons qu'il est impératif de redresser les finances de la Confédération, mais, dans le cas présent, reporter les effets sur d'autres, c'est-à-dire sur les cantons, les communes et les particuliers, ne résout rien à terme. De manière générale, les économies dans le secteur forestier concernent les régions de montagne faiblement structurées. Selon la Conférence des directeurs cantonaux des finances, on devrait renoncer à ces réductions en raison de l'état critique des forêts de montagne, des effets inégaux de cette mesure sur les cantons, et de la sécurité des voies de communication. La loi de 1991 a consacré clairement le rôle que remplit la forêt vis-à-vis de la collectivité. Nous ne pouvons pas demander aux propriétaires de celle-ci, qu'ils soient publics ou privés, de supporter seuls les charges que cela implique. Etant donné les engagements pris tout récemment dans ce domaine, il en va de la crédibilité des autorités fédérales. C'est pourquoi la forêt vis-à-vis de la commission vous demande de suivre le Conseil des Etats qui a décidé de maintenir le soutien de la Confédération à la forêt en bifant le chiffre 15 proposé.

Schwab: Es handelt sich um ein Geschäft, das uns alle etwas angeht. Wir haben es mit einem Geschäft zu tun, wo nicht nur Partikularinteressen in den Vordergrund gestellt werden, sondern es geht um den Wald. Es geht darum, den Wald gesund zu erhalten. Es geht darum, den Wald zu pflegen. Es geht darum, diejenigen Schäden, die durch ein Naturereignis angerichtet worden sind – denken Sie an die Riesenschäden, die der Sturm Vivian angerichtet hat –, und diese Arbeiten, die bereits ausgeführt worden sind, noch zu bezahlen.

Es geht auch um das neue Waldgesetz, das wir in diesem Saal eingehend diskutiert haben. Damals haben wir Waldbesitzer einige Konzessionen zugunsten der Subventionssätze gemacht; nun will man diese kürzen, noch ehe dieses Gesetz in Kraft ist. Es wurde allgemein darauf verzichtet, das Referendum zu ergreifen, eben deswegen, weil das Gesetz ausgewogen war. Nun will man es husch, husch abändern. Das dürfen wir uns nicht leisten.

Neu kommt hinzu, dass nach Behebung der Sturmschäden die Borkenkäferinvasion stattgefunden hat. Riesenschäden sind heute schon sichtbar. Man sollte diese nach bestem Wissen und besten Kenntnissen beheben. Dafür braucht es Mittel. Stellen wir diese nicht zur Verfügung, dann werden die Schäden grösser und irgend jemand muss die Suppe auslöffeln. Ich möchte den Rat bitten, dass er, wenn er bei einer Rubrik Zugeständnisse machen will, dies hier macht. Das wird nicht nur der Landwirtschaft, sondern uns allen zugute kommen.

Bundi: Mein Antrag ist ein Eventualantrag für den Fall, dass Sie den Antrag der Kommissionsminderheit ablehnen. Mein Antrag möchte mindestens Artikel 37 retten, d. h., er möchte mindestens den geltenden Text des Artikels 37 beibehalten, bei diesem also keine Reduzierung vornehmen.

Dieser Artikel 37 betrifft einen besonders sensiblen Bereich. Aus diesem Grunde gestatte ich mir, den Wortlaut dieses Artikels zu zitieren, da er nicht auf der Fahne steht. Es heisst, dass der Bund namentlich an die Kosten für die Verhütung von ausserordentlichen Waldschäden durch Feuer, Krankheiten, Schädlinge und Schadstoffe, welche die Erhaltung des Waldes gefährden, Beiträge leisten kann.

Es geht hier nicht etwa um den Bau weiterer Waldwege oder anderer Einrichtungen, sondern in erster Linie um die Erhaltung des Waldes und um die Verhütung von Krankheiten. Der Wortlaut dieses Artikels im neuen Waldgesetz entspricht ziemlich genau dem Inhalt der beiden Bundesbeschlüsse von 1985 und 1988, welche wir in einer Zeit erliessen, als die Öffentlichkeit in bezug auf das Waldsterben sehr stark alarmiert worden war. Es war eine Zeit, da wir in aller Eile diese ausserordentlichen Massnahmen beschlossen haben, weil auch wir über die sensible Situation, insbesondere der Bergwälder, damals besorgt waren.

Wie sieht die Situation heute aus? Sie ist nicht besser als damals, im Gegenteil: Wir haben uns von forstwissenschaftlicher Seite orientieren lassen, dass die Situation heute schlimmer ist als in den Jahren 1984/85. Ich selber hatte vor ungefähr drei Wochen die Gelegenheit, an einer Waldbesichtigung, die für die Öffentlichkeit veranstaltet wurde, an Ort und Stelle zu sehen, wie verheerend heute der Zustand ganzer Partien des Bergwaldes ist. Zum Teil ist das die Folge der schweren Sturmschäden des Jahres 1990, zum Teil ist es die Folge von drei trockenen Sommerperioden, und zum Teil ist es die Folge der heutigen Umweltverschmutzung, der Luftverschmutzung, die mit hineinwirkt. In dieser Situation geht es einfach nicht an, dass man den Waldbesitzern das nicht gibt, was man als Subvention versprochen hat, sondern auch noch Abstriche macht. In der Wirklichkeit ist es so, dass sich die Gemeinden – im Berggebiet sind meistens die Gemeinden die Waldbesitzer – entweder gewaltig verschulden müssen, wenn sie ihrer Aufgabe gemäss Waldgesetz nachkommen wollen, oder dass sie einfach die Aufgabe gemäss Waldgesetz vernachlässigen. Ich darf daran erinnern, dass in Artikel 20 Absatz 1 des Waldgesetzes geschrieben steht: «Der Wald ist so zu bewirtschaften, dass er seine Funktionen dauernd und uneingeschränkt erfüllen kann (Nachhaltigkeit).» Es ist auch das Prinzip der Nachhaltigkeit im Gesetz vorgeschrieben.

Ich bin der Auffassung, dass die Aufgabe der Erhaltung des Waldes eine nationale Aufgabe ist und nicht eine Aufgabe, die man einfach den Kantonen und den Gemeinden in die Schuhe schieben kann. Wenn wir uns hier unserer Verantwortung entziehen, sind die Folgen eben, dass der Wald in nächster Zeit in noch grösseren Räumen zusammenbrechen wird, dass Zerstörungen und Erosionen zunehmen werden und dass es nötig sein wird, zum Schutze der Siedlungen und zur Gewährleistung der Sicherheit entlang den Verkehrslinien Schutzbauten zu erstellen.

Ich bin der Auffassung, dass die Kosten für die Beseitigung der heutigen Waldschäden bedeutend geringer sind als diejenigen für die Verbauungen von morgen. Wir müssen heute die notwendigen Mittel zur Verfügung stellen.

Darum möchte ich Sie dringend bitten, mindestens den Artikel 37 so zu belassen, wie er ist.

Tschuppert Karl: Mein Antrag unterscheidet sich insofern vom Antrag der Minderheit Theubet sowie von den Anträgen Schwab und Bundi, als er sich vor allem gegen das Herausbrechen der Beiträge für Waldzusammenlegungen im Rahmen des Sanierungsprogramms wendet. Ich bestreite die grundsätzliche Notwendigkeit nicht, auch hier zu sparen; dagegen wehre ich mich vehement gegen undifferenzierte Massnahmen wie die vorgesehene Aenderung von Artikel 38 Absatz 2 Litera e Waldgesetz.

Im Kommentar zur Botschaft wird festgestellt, dass die Waldzusammenlegungen einen so hohen Stand erreicht hätten, dass sich eine Förderung kaum mehr rechtfertigen liesse. Dies trifft aber überall dort, wo der Anteil an Privatwald gross ist, nicht zu.

Gemäss neuem Waldgesetz können Forstbetriebe und Waldbesitzer für Leistungen mit ungenügender Kostendeckung mit Bewirtschaftungsbeiträgen unterstützt werden. Es ist deshalb unverständlich, weshalb ausgerechnet Waldzusammenlegungen im Privatwald nicht mehr subventioniert werden sollen, obwohl gerade diese Strukturverbesserung erwiesenermassen eines der wirksamsten Mittel zur sachgerechten, naturnahen und rationalen Pflege des Privatwaldes darstellt.

Die vorgeschlagene Aenderung dieses Gesetzes, das erst vor knapp einem Jahr in den beiden Räten mit grosser Mehrheit verabschiedet worden ist, grenzt meiner Meinung nach an Willkür. Im Rahmen von finanzpolitischen Massnahmen sind strukturpolitische Entscheide in der Art der vorgeschlagenen Gesetzesänderung völlig verfehlt. Die Tragweite dieser voreiligen Massnahme ist nicht durchdacht, und die Folgekosten wären weit grösser als der momentane Spareffekt.

Bei der Beratung des Waldgesetzes im letzten Jahr haben wir eine vernünftige Mischung zwischen Waldnutzung und Waldschutz gefunden. Jetzt, einige Monate später, kommt man und bricht einen wichtigen Pfeiler, die Waldzusammenlegungen,

aus dem abgestimmten Gebäude heraus. Das ist nicht fair und würde das Talgebiet und vor allem einzelne Kantone überproportional treffen. Es ist auch ein Verstoss gegen Treu und Glauben gegenüber all jenen Genossenschaften, die erst vor kurzem ein Verfahren für eine Zusammenlegung beschlossen haben.

Ich möchte deshalb den Bundesrat anfragen, wie er solchen Genossenschaften zu helfen gedenkt, die – gestützt auf das neue Gesetz – bereits Verpflichtungen eingegangen sind, mit den im Gesetz geltenden Beiträgen rechnen und beispielsweise Werkverträge abgeschlossen haben.

Im Hinblick auf eine langfristige und im öffentlichen Interesse liegende Sicherstellung der Pflege und Bewirtschaftung des Privatwaldes bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen, aber vor allem, dem Minderheitsantrag Theubet zuzustimmen.

M. Gobet: Notre conseil a engagé un exercice périlleux de réduction des dépenses fédérales. Les propositions du Conseil fédéral vont, en règle générale, dans le sens d'une diminution des subventions. On me permettra de faire remarquer au passage qu'il était possible de diminuer les taux octroyés et les crédits budgétaires, dans l'attente d'une amélioration de la situation financière, sans modifier les lois. On nous propose néanmoins de modifier les lois, en diminuant les taux de subvention qui y sont mentionnés.

Cependant, pour la loi sur les forêts du 4 octobre 1991, le Conseil fédéral va plus loin. Il nous propose une modification fondamentale qui consiste à supprimer les subventions pour remaniements parcellaires dans les forêts. La forêt privée représente environ le quart de la surface forestière totale en Suisse. Il n'y a pas de forêts qui permettent de réaliser des bénéfices. Leur entretien par les privés, en raison du rôle social dévolu à la forêt, peut donc être assimilé à un service public que les propriétaires rendent pratiquement gratuitement. Il convient donc d'améliorer la structure de nos forêts privées pour en faciliter l'entretien. Les remaniements parcellaires forestiers sont importants sous l'angle sanitaire: si les soins sont facilités, on freine et on évite souvent la propagation des maladies et des insectes nuisibles. Tels qu'on les conçoit actuellement, les remaniements parcellaires forestiers permettent de mieux distinguer les rôles divers de la forêt, le rôle de production, de protection sous l'angle hydrologique et climatique notamment; ils permettent aussi de délimiter et de protéger les biotopes qu'elle renferme. Les remaniements parcellaires forestiers ont donc une incidence écologique importante.

Enfin, le fait d'y renoncer, comme le propose subtilement le Conseil fédéral, ne permettrait même pas de réaliser des économies importantes. Ce que les pouvoirs publics ne paieraient pas au titre des remaniements parcellaires, ils devraient le financer dans le cadre de la nouvelle mensuration cadastrale qui doit se réaliser sur l'ensemble du territoire helvétique.

En conséquence, je vous demande d'appuyer massivement la proposition de minorité Theubet et les autres de même nature pour assurer la sauvegarde de nos forêts. Subsidairement, si contre toute attente, vous vouliez tout de même imposer des économies dans le domaine forestier, avec tous les inconvénients que cela provoquerait, je vous suggère d'accepter ma proposition en confirmant le choix éminemment objectif que vous aviez fait l'an dernier, lors de l'élaboration de la loi forestière, en assurant l'avenir de la forêt au travers des remaniements parcellaires et en maintenant le texte existant à l'article 38 alinéa 2 lettre e.

Bürgi: Nach langen und intensiven Verhandlungen haben wir – in Übereinstimmung mit dem Ständerat – am 4. Oktober 1991 das neue Waldgesetz ohne Gegenstimme verabschiedet. Wie Sie wissen, ist die Referendumsfrist am vergangenen 13. Januar abgelaufen, so dass das allseits als gut und ausgewogen beurteilte Gesetz vom Bundesrat in Kraft gesetzt werden kann.

Der Bundesrat beantragt nun, das Bundesgesetz über den Wald in bezug auf die festgelegten Beitragssätze abzuändern sowie Beiträge an Waldzusammenlegungen vollumfänglich zu streichen.

Der Ständerat und eine Minderheit der nationalrätlichen Kommission lehnen diese Aenderung ab. Diese Ablehnung erfolgt aus der Ueberzeugung, dass eine Gesetzesänderung zum heutigen Zeitpunkt verfehlt ist.

Der Vorschlag des Bundesrates, das neue Waldgesetz – nur ein Jahr nach dessen einstimmiger Verabschiedung – vor der Inkraftsetzung zu revidieren, stösst nicht nur bei den Waldbesitzern, sondern auch in der breiten Öffentlichkeit auf Unverständnis – dies um so mehr, als seit der Verabschiedung keine neuen Fakten aufgetaucht sind, die dem Bundesrat und dem Parlament nicht schon im Herbst 1991 bekannt gewesen wären.

Eine grosse Mehrheit der CVP-Fraktion lehnt die vom Bundesrat vorgeschlagene Revision klar ab. Zwar anerkennt sie die Bestrebungen des Bundesrates, mitunter durch den Abbau von Finanzhilfen und Abgeltungen das Sparziel zu erreichen. Indessen betrachten wir es als verfehlt, die vorliegenden Sparvorschläge über eine Gesetzesänderung zu realisieren; dies um so mehr, als es andere Möglichkeiten gibt, die als kurzfristige Massnahme ins Auge gefassten Subventionskürzungen zu realisieren.

Die CVP-Fraktion ist in dieser Beurteilung keineswegs allein. Auch die Konferenz der kantonalen Forstdirektoren hat im Mai dieses Jahres ihren Unmut über die bundesrätlichen Absichten zum Ausdruck gebracht und es als Verstoss gegen Treu und Glauben gewertet, dass sich der Bundesrat nun anschickt, das Waldgesetz angesichts leerer Bundeskassen bereits wieder abzuändern.

Was aber wäre die Folge, wenn Sie den vorgeschlagenen Aenderungen zustimmen? Es besteht zuerst das ernste Bedenken, dass wegen den vorgeschlagenen Kürzungen die mit dem Waldgesetz verfolgten und aus politischem Kompromiss erarbeiteten Ziele nicht mehr erreicht werden könnten. Die vom Bundesrat vorgeschlagenen Kürzungen der Beitragssätze um 10 Prozentpunkte haben in ihren Auswirkungen für einzelne Subventionstatbestände Kürzungen bis zu 17 Prozent zur Folge. Damit sähen sich die Waldbesitzer zu zusätzlichen Aufwendungen zur Deckung der Restkosten gezwungen.

Sie wissen um die Problematik der Preis-Kosten-Schere in der Waldwirtschaft. Zahlreiche Forstbetriebe befinden sich deswegen in arger Existenznot. Anzahl und Umfang der vom Wald bzw. von den Waldbesitzern geforderten gemeinwirtschaftlichen Leistungen sind beachtlich. Ist es Ihrer Meinung nach angebracht, in der heutigen Situation die Forstbetriebe und Waldbesitzer mit zusätzlichen Restkosten zu belasten und Waldzusammenlegungen zu gefährden? Man muss kein Prophet sein, um vorauszusagen, dass eine derartige Beitragskürzung die Forstbetriebe über Gebühr zusätzlich und in einzelnen Fällen wohl kaum verkraftbar belasten würde.

Die CVP-Fraktion ist der Ansicht, dass die vom Bundesrat ins Auge gefassten Massnahmen ihr Ziel verfehlen und dass mit folgenden Konsequenzen zu rechnen wäre: Dringende Massnahmen zum Schutz von Leib und Leben zahlreicher Bürgerinnen und Bürger und die Pflege eines Teils unserer wichtigen Schutzwälder würden unterbleiben. Wollen Sie dies?

Die Forstbetriebe benötigen die Beiträge für die Bezahlung ihres Personals und die Deckung ihrer Betriebskosten. Mit der Belassung der Beitragssätze riskieren wir keineswegs ein finanzielles Fiasko. Gemäss den im Gesetz enthaltenen Regelungen ist es dem Bundesrat ohnehin unbenommen, also auch ohne Gesetzesrevision, die maximalen Subventionsätze vorübergehend unter dem gesetzlichen Minimum anzusetzen.

Ferner ist es uns ein Anliegen, dass den Kantonsregierungen in bezug auf die Verwendung der Bundesmittel generell mehr Handlungsspielraum gewährt wird und die Regierungen unabhängig von der qualitativen Bindung an eine Projektkategorie über notwendige Umlagerungen frei entscheiden können. Damit wäre es zum Beispiel möglich, dringende Schutzmassnahmen einem Waldstrassenprojekt vorzuziehen.

Aus den dargestellten fachlichen und politischen Ueberlegungen bitte ich Sie, von einer Aenderung des Waldgesetzes Umgang zu nehmen und dem Minderheitsantrag Theubet, d. h. dem Ständerat, zuzustimmen.

Suter: Ich spreche für die Mehrheit der FDP-Fraktion, Herr Mamie spricht für die Minderheit.

Ich gestehe Ihnen ohne Umschweife, dass ich es auch un schön finde, wie wir nun kurz nach Inkrafttreten des Waldgesetzes mit den Sanierungsmassnahmen etwas mit der linken Hand zurücknehmen, was wir mit der rechten, aber immerhin bei besserer Finanzlage, gegeben haben.

Es handelt sich um einen typischen Fall, wo gehabte Freuden jetzt ausgestanden werden müssen. Mit dem Gesetz haben wir einen BMW bestellt, jetzt müssen wir mit einem VW auskommen. Der VW ist freilich ebenfalls und immer noch ein gutes Auto. Trotz der vorgesehenen, auch hier schrittweise zu vollziehenden Kürzungen wird das Waldgesetz nicht ausgehöhlt. Damit werden auch die ausgeweiteten Förderungsmassnahmen, namentlich die Bewirtschaftungsbeiträge und die Infrastrukturbeiträge, dem Grundsatz nach beibehalten. Hingegen – da gebe ich Ihnen recht – werden die Subventionsansätze generell von einem sehr hohen Niveau, von gegen 80 Prozent, auf ein Niveau von rund 70 Prozent zurückgenommen.

Herr Theubet hat auf das überaus grosse Ausgabenwachstum in diesem Bereich hingewiesen. Es gilt nun, uns in Anbetracht der schwierigen Finanzlage auch hier auf einem finanziell verkraftbaren Niveau zu bescheiden.

Ich bitte Sie daher, der Kommissionmehrheit und dem Bundesrat zu folgen und den Minderheitsantrag sowie die anderen Anträge abzulehnen.

M. Mamie: La loi fédérale sur les forêts était naturellement toute désignée pour être victime d'une coupe!

Afin de préconiser une approche plus écologique et une fonction d'accueil de la forêt, un certain nombre d'encouragements financiers pour les propriétaires ont été décidés, en dédommagement des restrictions qu'on leur impose. Il serait parfaitement injuste de maintenir les contraintes tout en diminuant des aides financières pourtant décidées. La loi n'a de sens que si l'on maintient l'équilibre entre ces deux données de base essentielles. Si ce dernier est rompu, les objectifs fixés ne seront pas atteints.

A terme, les types d'économies qui nous sont proposées ne peuvent conduire qu'à rompre la continuité des travaux rendus nécessaires par des phénomènes naturels, démotiver les propriétaires forestiers et les communes – notamment par un report de charges financières – reporter à plus tard ce qu'il est urgent d'entreprendre, décourager la main-d'oeuvre forestière étant donné cette hantise du chômage et abandonner une saine gestion des forêts. Il faut plusieurs années, sinon plusieurs décennies, pour orienter certaines options et une continuité dans les moyens mis à disposition pour les gérer. C'est cet investissement à long terme qu'il faut privilégier, en refusant les mesures d'économies qui nous sont proposées dans ce domaine particulier et qui sont en contradiction, je vous le rappelle, avec ce que le Parlement a décidé il y a moins d'une année.

Je vous invite ainsi à suivre la minorité Theubet et les propositions Schwab, Bundi, Tschuppert Karl et Gobet.

Binder: Bei diesem Geschäft geht es nicht mehr nur um landwirtschaftliche Anliegen, es geht hier tatsächlich um übergeordnete Anliegen im allgemeinen Interesse. Vor einigen Jahren hätte man in diesem Saal beim Zuhören meinen können, vom Wald würde unmittelbar die Existenz, das Ueberleben der Menschheit, abhängen. Weltuntergangsstimmung, düstere Bilder der Zukunft wurden gezeichnet und das Klagelied des Sterbens angestimmt. Grosse Summen wurden für Walduntersuchungen, Luftuntersuchungen usw. ausgegeben. Sicher gut gemeint, nur: Der Wald reagierte nicht aufgrund der Arztvisite – nein, er reagierte, wie er es immer tat und wie er es immer tun wird: mit und in der Natur.

Heute scheinen der Wald, seine Bewirtschaftung und damit auch seine Gesunderhaltung nicht mehr von allzu grossem Interesse zu sein. Ich frage Sie: Wie lassen sich sonst die Kürzungen im Bereich Forstwirtschaft erklären? Das Prozedere, das hier abläuft, ist noch viel trauriger als im Getreidegesetz. Am 4. Oktober 1991 – seither ist also kein Jahr vergangen –

haben Sie dem neuen Waldgesetz zugestimmt. Dabei haben Sie verbindliche Aussagen gemacht, indem Sie im Gesetz Prozentzahlen über die Beteiligung an verschiedenen Kosten des Waldes verankert haben. Herr Suter, heute, nachdem das Gesetz noch nicht in Kraft ist, soll es schon wieder geändert werden, so ganz im Eurolex-Stil, das heisst, ohne dass die betroffenen Kreise angehört werden.

Heute morgen hat Herr Bundesrat Koller in diesem Saal von Rechtssicherheit gesprochen. Ich frage Sie: Wo bleibt hier die Rechtssicherheit? Die Beiträge für Waldzusammenlegungen sollen ja total gestrichen werden. Die Waldzusammenlegungen wurden bisher immer als wichtigste Massnahme zur Verbesserung der Bewirtschaftungsbedingungen für den Privatwaldeigentümer verstanden, umfassen sie doch die Arrondierung des verstreuten Grundbesitzes und eine bessere Erschliessung. Dieses kombinierte Vorgehen verlangte sogar der Bund in Artikel 26 des Forstgesetzes. Künftig sollen zwar noch Erschliessungsanlagen vom Bund unterstützt werden, aber nicht mehr die Waldzusammenlegungen. Diese Aufteilung ist in der Realität jedoch kaum möglich, da im stark parzellierten Privatwald die Verbesserung der Erschliessung meist nur mit der gleichzeitigen Arrondierung und Anpassung der Grenzen gemäss neuem Waldgesetz vernünftig und sinnvoll ist.

Der Hinweis in der Botschaft, wonach die Waldzusammenlegungen fast ausschliesslich das Talgebiet betreffen und einen hohen Stand erreicht haben, ist in dieser Form nicht zutreffend. Tatsache ist, dass gewisse Kantone wie zum Beispiel Bern und Freiburg mit den Waldzusammenlegungen erst begonnen haben. Tatsache ist ferner, dass die Waldzusammenlegungen gegenwärtig vor allem noch im Hügel- und voralpinen Gebiet mit erschwerten Bewirtschaftungsbedingungen anstehen.

Die Waldzusammenlegungen bedeuten für den Privatwaldeigentümer eine Hilfe zur Selbsthilfe. Die Erfahrung bei den früher durchgeführten Zusammenlegungen zeigen, dass die meisten Privatwaldeigentümer nach der Neuzuteilung ihren Wald tatsächlich besser pflegen. Dieser Effekt wird durch die markant angestiegenen Holznutzungen dokumentiert. Dies gilt mindestens für Zeiten mit akzeptablen Preisen. Ohne Waldzusammenlegungen verharren die Holznutzungen weit unter dem waldbaulich erforderlichen Stand.

Wo spart denn die Verwaltung? Ich erinnere Sie an den Moorschutz: Da werden Millionen, vielleicht einmal Milliarden ausgegeben. Ich erinnere Sie an das Landschaftsschutzkonzept, das im Kanton Zürich neu eingeführt werden soll: Da werden Millionen mehr ausgegeben, nach meiner Meinung ohne einen realen Gegenwert. Man spricht in diesem Haus schon den ganzen Tag – gestern auch – von den Kompensationen bei den Direktzahlungen. Ich erinnere Sie dann beim Budget und in kommenden Verhandlungen an Ihre Aussagen. Dort wird es um weit höhere Beträge gehen, als Sie hier allenfalls einsparen können – um so schlimmer für die leere Bundeskasse, Herr Bundesrat Stich.

Im übrigen haben Sie gestern gesagt, Herr Bundesrat Stich, wir alle müssten sparen. Das Wort «alle» beinhaltet natürlich auch Sie. Ich stelle Ihnen eine persönliche Frage und erwarte eine klare Antwort von Ihnen: Wie werden Sie durch das Sanierungsprogramm betroffen? Wie hoch ist Ihr Einkommensausfall?

Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit der SVP-Fraktion, dem Minderheitsantrag Theubet und damit dem Ständerat zuzustimmen.

Bonny, Berichterstatter: Die Kommissionssprecher haben es nicht leicht, nachdem nun die «Interkantonale» der Waldbesitzer angetreten ist. Trotzdem gibt es sehr gute Gründe, weshalb die Kommissionmehrheit – übrigens eine sehr deutliche Mehrheit von 18 zu 3 Stimmen – dieser Aenderung zugestimmt hat.

Ich habe in meinem Eintretensvotum gesagt, dass wir über unsere Verhältnisse gelebt haben. Das Ueber-unsere-Verhältnisse-Leben hat auch im neuen Waldgesetz seinen Niederschlag gefunden. Damals hatten wir noch eine etwas andere Situation bei den Bundesfinanzen; die Zahlen, auf die man

sich bezog, stammten aus der Rechnung 1990, die bekanntlich noch mit einem Ueberschuss von 1 Milliarde Franken abgeschlossen hatte. Jetzt stehen wir vor einer neuen Situation. Es wäre unverantwortlich, wenn wir nicht gewisse neue Konsequenzen ziehen würden. Im übrigen kann man bei jedem Antrag – wir ändern ja immer Gesetze – kommen und sagen, jetzt ändere man dieses oder jenes Gesetz. Hier ist es vielleicht besonders störend, weil dieses Gesetz sehr neuen Datums ist – das gebe ich gerne zu –, aber die Wandlung in der Bundesfinanzsituation ist eben auch sehr rasch erfolgt.

Ich möchte hier klarstellen, dass man nicht etwa das Prinzip von Beiträgen an die Waldwirtschaft in Frage stellen will. Was man macht, das sind zwei Sachen: Man korrigiert die hohen Ansätze des neuen Waldgesetzes ganz leicht, generell immer um 10 Prozentpunkte, und zweitens wird ein Förderungstatbestand herausgenommen.

Es gibt im neuen Waldgesetz mindestens drei neue Subventionstatbestände – so wurde mir von den Fachstellen gemeldet –, die jetzt hineingekommen sind und die wir durch diese Regelung nicht etwa in Frage stellen, nämlich die Bewirtschaftungsbeiträge, die Absatzförderungsmassnahmen für Holz und die Ausbildungskurse. Man hat hier also keine dramatische Kehrtwende vollzogen, sondern mit Mass eine gewisse Reduktion vorgenommen, die allerdings – das ist der Sinn der Uebung – ein beträchtliches Sparpotential beinhaltet: Es geht, wenn ich richtigliege, um 35 Millionen Franken.

Ich finde übrigens einen Beitragssatz von 80 Prozent sehr gefährlich, weil man damit nahe bei 100 Prozent ist und die Möglichkeit besteht, dass man durch geschickte Absprache mit den Unternehmern eine Vollsubventionierung herbeiführen kann. Solche Beitragssätze von 80 Prozent sind nie von Gutem. Als ich noch in der Verwaltung tätig war, versuchte ich immer, eine deutliche Abstufung zu den 100 Prozent vorzunehmen, weil sonst die Versuchung relativ gross ist, etwas zu arrangieren.

Wir bleiben bei sehr hohen Subventionssätzen, auch nach dieser Korrektur: beim Wald zwischen 50 und 70 Prozent, bei den Gewässerkorrekturen bei 45 Prozent und bei den Meliorationen bei maximal 48 Prozent; das sind immer noch stolze Zahlen.

Zur Frage der Waldzusammenlegungen möchte ich mich nicht äussern. Herr Bundesrat Stich wird sich dazu vernehmen lassen. Die Unterlagen, die ich zur Verfügung habe, stehen allerdings im deutlichen Gegensatz zu dem, was wir von Herrn Tschuppert Karl und Herrn Binder gehört haben.

Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit und dem Bundesrat zuzustimmen.

M. Borel François, rapporteur: C'est à une très nette majorité de 18 voix contre 3 que notre commission s'est prononcée. Elle a décidé de ne pas suivre le Conseil des Etats et d'en rester à la proposition du Conseil fédéral. Nous étions conscients en commission que nous touchions là à un problème sensible. Nous aimons tous nos forêts – et on se rappelle encore, dans ce Parlement, le débat sur la mort des forêts.

Pour l'essentiel, il s'agit de redimensionner quelque peu les subventions. Dans un seul cas, celui qui est combattu par M. Gobet, il s'agit de la suppression d'une subvention. Nous avons peut-être vu un peu trop grand: les subventions qui seraient allouées, selon la nouvelle loi, seraient extrêmement élevées et, même si nous en restons aux propositions du Conseil fédéral, les subventions allouées – qui pourront donc varier entre 50 et 70 pour cent – sont notablement plus élevées que celles qui sont accordées dans d'autres secteurs: pour la correction des eaux par exemple, on ne va jamais au-delà de 45 pour cent et de 48 pour cent pour les améliorations foncières. Il est vrai que l'on peut se demander, à la relecture, s'il était véritablement sensé de prévoir des subventions allant jusqu'à 80 pour cent.

Rappelons d'autre part que la nouvelle loi prévoit de subventionner un certain nombre de secteurs qui ne l'étaient pas jusqu'alors. L'article 38, en particulier, qui traite des subventions à la gestion des forêts, est une nouveauté qui apporte beaucoup à l'économie forestière, et ce n'est pas le fait de ramener la subvention de 80 à 70 pour cent qui est bien grave.

L'essentiel est de maintenir cet article 38 et non pas le taux de subventionnement.

C'est la raison pour laquelle, afin de garantir cette économie qui sera de 10 millions la première année, de 20 millions la deuxième et de 30 millions à partir de la troisième année, je vous invite, au nom de la commission, à refuser la proposition de la minorité Theubet.

Pour la plupart des lois qui prévoient des subventions, nous avons décidé une diminution linéaire de 10 pour cent pour trois ans, ceci dans l'idée que, d'ici là, il faudrait revoir quelles sont les lois qui devront être modifiées de manière définitive. Ce serait, à mon avis, rendre un mauvais service à l'économie forestière que de voter la proposition Theubet. La loi sur les forêts serait considérée comme une loi parmi toutes les autres lois de subventionnement, la réduction linéaire de 10 pour cent s'appliquerait pendant trois ans, et lorsque, dans trois ans, on se demanderait où l'on est allé trop loin, on constaterait que c'est dans la loi sur les forêts que l'on va nettement plus loin que dans les autres secteurs. A ce moment-là, on reviendrait bien sûr avec des propositions peut-être encore plus rigoureuses. Ne faisons pas naître des espoirs pour deux ou trois ans alors que, de manière globale, nous pensons que nous sommes en effet allés trop loin.

Quant aux propositions de MM. Bundi et Tschuppert Karl, je crois qu'il faut les refuser; elles sont éventuelles au cas où la proposition de minorité Theubet serait refusée. Il faut les refuser pour le simple argument suivant: à partir du moment où nous estimons que toutes les subventions concernant les forêts doivent être quelque peu redimensionnées, à l'intérieur de ce secteur forestier, il n'y a pas de raison de privilégier un secteur plutôt qu'un autre.

De toute manière, en application de la loi sur les subventions, le budget précise encore le montant des subventions versées chaque année. Monsieur Bundi, par exemple, étant donné que pour une certaine somme le taux de subventionnement de 60 pour cent a été retenu, il pourrait en conséquence y avoir moins de projets soutenus par la Confédération que si un taux de 50 pour cent était adopté – ce que nous vous proposons – car la barre maximale fixée par le budget resterait la même.

C'est la raison pour laquelle, dans l'intérêt à long terme de l'économie forestière et aussi de nos forêts qui servent à la détente de notre population, nous vous invitons à suivre la majorité de votre commission et à refuser la proposition de la minorité Theubet ainsi que toutes les propositions de détail.

Bundesrat Stich: Es ist beklagt worden, dass wir Ihnen vorschlagen, ein Gesetz zu ändern, das noch gar nicht in Kraft getreten ist, und dass wir das Landwirtschaftsgesetz ändern; alles Gesetze, die erst 1991 beschlossen worden sind.

Ich kann Ihnen genau sagen, warum das so ist: Die Ausgaben des Bundes haben in den letzten beiden Rechnungsjahren (1990 und 1991) um gut 20 Prozent und die Ausgaben der Forstwirtschaft um 40 Prozent zugenommen. Glauben Sie, man könne die Staatsquote auf einem bestimmten Niveau halten, wenn man in einer solchen Ausgabeneuphorie lebt? Das ist nicht möglich; deshalb gilt es hier zu korrigieren.

Es ist auch nicht möglich, dass man Subventionen von 80 Prozent bezahlt und dauernd von «weniger Staat» spricht. 80 Prozent bedeuten, dass der Bund im Prinzip – abgesehen vom Gewinn, der entsteht – alles zahlt. Da kann man natürlich alles und jedes verwirklichen, unbekümmert darum, ob es notwendig ist oder nicht; deshalb muss man hier auf der ganzen Linie korrigieren, und deshalb lehnen wir den Minderheitsantrag Theubet und die weiteren Anträge, die in die gleiche Richtung gehen, ab.

Es ist selbstverständlich, dass der Bund zu dem steht, was er zugesagt hat. Was bereits verfügt ist, wird bezahlt; für anderes gilt neues Recht. Sie sollten sich auch keine Illusionen machen: Wenn Sie Subventionen haben – ob das nun 80 Prozent oder in anderen Fällen 60 Prozent sind –, wird der Betrag, der ausgegeben wird, durch die Verpflichtungskredite und die Zahlungskredite gesteuert. Die Aemter, auch das Buwal, dürfen diese Kredite nicht überschreiten. Wenn sie höhere Subventionen bezahlen müssen – 80 Prozent statt 70 Prozent –,

bedeutet das ganz konkret, dass sie weniger Projekte durchführen können.

Das heisst: Wir haben mit der Beitragssatz-Kürzung eine bessere Verteilung. Es bekommen mehr Leute Subventionen; es können mehr Projekte verwirklicht werden, wenn wir vernünftig sind und etwas reduzieren.

Deshalb bitte ich Sie, den Minderheitsantrag Theubet und die weiteren Anträge, die in die gleiche Richtung gehen, abzulehnen.

Präsident: Für die Abstimmung über Ziffer 15 (Bundesgesetz über den Wald) haben wir folgende Ausgangslage: Der Minderheitsantrag Theubet und der Antrag Schwab bezwecken dasselbe: Die vorgeschlagenen Aenderungen in den Artikeln 36 bis 38 sollen nicht vorgenommen werden. Beide Anträge werden in einer ersten Abstimmung dem Antrag der Kommissionmehrheit gegenübergestellt.

Falls die Mehrheit obsiegt, wird über die Anträge Bundi, Tschuppert Karl und Gobet einzeln abgestimmt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	98 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit/Schwab	42 Stimmen

Art. 37

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	84 Stimmen
Für den Eventualantrag Bundi	37 Stimmen

Art. 38

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Tschuppert Karl	Minderheit

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Eventualantrag Gobet	Minderheit

Ziff. 21–23, 31, 32; Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 21–23, 31, 32; ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes	127 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen

Präsident: Wie Sie während den bisherigen Beratungen gesehen haben, kommen wir beim jetzigen Tempo mit der Behandlung der gesamten Sparvorlage nicht innert nützlicher Zeit durch. Nach Rücksprache mit den Fraktionspräsidenten schlage ich Ihnen deshalb vor, dass wir ab Bundesbeschluss B die Behandlung grundsätzlich in Kategorie IV vornehmen, allerdings mit folgenden Modifikationen: Die Antragsteller haben das Wort zur Begründung ihrer Anträge, und bei wichtigen Entscheiden werde ich Fraktionserklärungen zulassen. – Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden.

B. Bundesbeschluss über den Abbau von Finanzhilfen und Abgeltungen

B. Arrêté fédéral sur la réduction d'aides financières et d'indemnités

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 11

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Bäumlin, Borel François, Comby, Hafner Rudolf, Leemann, Leuenberger Ernst, Weder Hansjürg)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Loeb François

....

1993 26 Millionen Franken

1994 29 Millionen Franken

1995 31 Millionen Franken

Ch. 11

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Bäumlin, Borel François, Comby, Hafner Rudolf, Leemann, Leuenberger Ernst, Weder Hansjürg)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Loeb François

....

1993 26 millions de francs

1994 29 millions de francs

1995 31 millions de francs

Frau **Bäumlin**, Sprecherin der Minderheit: Im Eintretensvotum habe ich den Grund für diesen Minderheitsantrag dargelegt, indem ich meine Ueberlegungen und Ueberzeugungen zum ganzen Sanierungsprogramm formulierte. Die Vorlagen A bis C sind nur von den beiden Extremen, Herrn Dreher und Herrn Spielmann, bestritten und abgelehnt worden. Sparen ist das Zauberwort in dieser Debatte, und es wird nur dort in Zweifel gezogen, wo eigene Interessen vom Sparen tangiert werden. Was die Stiftung Pro Helvetia anbelangt, kann ich ein reines Gewissen haben. Ich gehöre keinem ihrer Gremien an. Ich führe am Beispiel dieser Kürzung eine Grundsatzdiskussion. Die Pro Helvetia hat einen gesetzlichen Auftrag, und vor drei-viertel Jahren haben wir ihr die Mittel zugesprochen, um diesen Auftrag zu erfüllen. Diese Mittel sollen jetzt auf Antrag des Bundesrates wegen Finanznot gekürzt werden, und das massiv. Wenn das nicht als Go-and-stop-Politik bezeichnet werden kann, weiss ich nicht mehr, was das sein soll. Auf die Folgen einer solchen Wechselbäderpolitik komme ich später nochmals zurück.

Bundesrat Stich hat in der Finanzkommission das Pro-Helvetia-Gesetz als Grundlage für die Kulturförderung in Zweifel gezogen und ihm die fehlende Verfassungsgrundlage vorgeworfen. Damit hat er dem Stellenwert der Kulturförderung massiv eins ausgewischt. Das bedaure ich sehr. Bundesrat Stich macht sich stark für den Finanz- und Wirtschaftsplatz Schweiz, für den Kulturraum Schweiz hat er offenbar wenig Sinn. In der Finanzkommission habe ich deswegen von einem von oben verordneten Kulturkater nach der 700-Jahr-Feier gesprochen.

Katerstimmungen im kulturellen Bereich sind besonders schlimm, weil sie die Kulturschaffenden im schöpferischen Zentrum treffen.

Auf Seite 5 der Botschaft sagte der Bundesrat noch, ein Hausrück-Sanierungskonzept mit 20-Prozent-Sparsätzen würde «die gedeihliche Entwicklung unseres Landes beeinträchtigen». Er zählt im selben Abschnitt auch die davon betroffenen sensiblen Bereiche auf. Darunter figuriert die Kulturpolitik beziehungsweise nicht. Deshalb vermute ich, der Sparsatz von rund 24 Prozent bei der Pro Helvetia gehöre in die Kategorie Exempelstatuierung. Das kann ich nicht akzeptieren – um so weniger, als es vor allem Kleinkulturschaffende treffen wird, die die Schweiz im In- und Ausland vertreten, in diesem Hause sehr wenig Lobby haben und sich nur schlecht oder gar nicht wehren können.

Falls der Präsident der Auto-Partei hier seine unsäglichsten Ausfälle gegen die Pro Helvetia wiederholen könnte, würden Sie selber merken, was Geistes Kinder sich hier für eine Ohrfeige gerade an kritische Kulturschaffende stark machen.

Zum Abschluss meiner eigenen Überlegungen möchte ich darauf verweisen, dass der Minderheitsantrag nicht die ganze Rückgängigmachung der Kürzung verlangt. So geht es bei meinem Vermittlungsvorschlag um einen relativ kleinen Betrag von 14 Millionen über 4 Jahre. Das Sanierungsprogramm kann das meines Erachtens wirklich verkraften. Das ist ein guter Grund, diesem Antrag zuzustimmen, unter dem Motto «small is beautiful». Ein noch besserer Grund ist, dass dieser Antrag gar nicht aus meiner Küche stammt, sondern aus dem «Stöckli». Die Kantonsvertreter wissen, dass die Stände und Gemeinden finanziell ebenso am Anschlag sind wie der Bund, so dass sie die Kulturkosten nicht aufeinander abschieben können, sondern das Mäzenatentum redlich miteinander teilen müssen.

In dieser schwierigen Situation bitte ich Sie, mit den Pro-Helvetia-Projekten schonlich umzugehen, nicht zu viele mit dem Finanzhahn abzuwürgen und dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen.

Zum Schluss möchte ich noch kurz über die Landesgrenze hinausblicken. Beim Besuch der Botschaft in Paris mit der Subkommission der Finanzkommission wurde mir nachdrücklich bestätigt, dass der kulturelle Austausch nicht von den diplomatischen Vertretungen wahrgenommen, organisiert und arrangiert werden kann und auch nicht werden soll. Da spielt die Pro Helvetia als selbständige Institution eine ganz wichtige Rolle, und zwar über das Schweizer Kulturzentrum in Paris. Eben dieses ist durch die bundesrätlichen Kürzungen stark bedroht und in seiner Existenz gefährdet. Was für eine Reklame würden wir mit der Schliessung des Centre culturel suisse in Paris machen? Sie müssen wissen, dass unter anderem wegen dem lebendigen Centre culturel in Paris die Pro Helvetia ihre letztjährige Eingabe auf 168 Millionen (für 4 Jahre) ansetzen musste. 38 Millionen davon wurden der Stiftung sofort gestrichen. Eine weiter gehende Streichung ist unverantwortbar. Wenn Kultur im Ausland in Kostengrenzen gehalten werden soll, soll der Bundesrat bei den Horden von Weltausstellungen, die da kommen werden, den Rotstift ansetzen.

Ich bitte Sie sehr eindringlich, dem Minderheitsantrag, der dem Beschluss des Ständerates entspricht, zuzustimmen.

Loeb François: Zuerst möchte ich Ihnen, Herr Bundesrat, für Ihre Sparbemühungen danken, die Sie vorbildlich machen. Wenn ich jetzt beantrage, von diesen Sparbemühungen abzuweichen, dann vor allem darum, weil ich der Ansicht bin, dass hier übertrieben gespart wird, das heisst, bei Pro Helvetia wird das Messer überproportional angesetzt.

Ich bin mit Ihnen durchaus einverstanden: Wir müssen die Bundesfinanzen sanieren; wir müssen sparen, es gehört das Sparen dazu, und sparen tut weh; sparen tut auch in der Kultur weh. Wir haben aber auch die Pflicht, Schwerpunkte zu setzen, zu analysieren, wo und inwieweit wir das Messer ansetzen wollen und sollen, wo und inwieweit wir das tun können, ohne das Funktionieren von Institutionen zu gefährden.

Das Sparprogramm mit den linearen Kürzungen geht von Einsparungen in der Grössenordnung von 10 Prozent aus. Bei

der Position Pro Helvetia, die wir heute behandeln, wird Ihnen aber vorgeschlagen, ein Sparziel von bis zu einem Viertel Kürzung zu erreichen. Um fast einen Viertel der Mittel soll gekürzt werden. Der Ständerat hat gesagt, es sollten nur 10 Prozent gekürzt werden.

Diese Kürzung um fast einen Viertel soll vorgenommen werden, obwohl Pro Helvetia neue Aufgaben übernommen hat – Aufgaben, die für das Verständnis für unser Land in benachbarten europäischen Ländern von entscheidender Bedeutung sind und sein werden. Gerade die Annäherung an Europa, das Zusammenrücken innerhalb Europas bedingen, dass – mit oder ohne EWR – Verständnis für unser multikulturelles Land geschaffen wird: Verständnis für unsere Kulturen, Verständnis für die Besonderheiten unseres Landes.

Wenn wir nun fast einen Viertel der Mittel streichen – Mittel, die vor allem der neuen Aufgaben wegen gesprochen wurden –, verzichten wir auf die Möglichkeit, zum Beispiel im benachbarten Milano ein Centre culturel zu schaffen, verpassen wir es, die Kultur als Botschafterin, als Europabotschafterin einzusetzen. Wir werden das brauchen, wir brauchen Verständnis für die besondere Situation unseres Landes. Die Aufgaben und die gestiegenen Anforderungen vor allem im Ausland rechtfertigten es eigentlich, dem Ständerat zu folgen, wie es Ihnen meine Vorrednerin, Frau Bäumlin, beantragt hat.

Ich verstehe aber, dass rigoros gespart werden muss, und schlage Ihnen mit meinem Antrag deshalb vor, rigoros zu sparen, auch bei Pro Helvetia: nämlich 15 Prozent statt fast einen Viertel. Bitte stimmen Sie meinem Vermittlungsantrag zu oder stimmen Sie sogar dem Ständerat zu; Sie sparen damit wesentlich mehr als in allen anderen Bereichen, gehen aber nicht so weit, Existentielles aufs Spiel zu setzen, und Sie ermöglichen trotz sehr schmerzlichen Rotstiftaktionen – die bei Pro Helvetia auch mit meinem Antrag notwendig sind –, dass ein Minimalprogramm, besonders auch bei unseren europäischen Nachbarn, aufrechterhalten werden kann.

Sparen ist die Kunst, Mittel so zu kürzen, dass ein Weiterbestehen von bewährten Institutionen nicht gefährdet wird. Helfen Sie mit, dieses Ziel zu erreichen, stimmen Sie der Senkung um 15 Prozent zu! Dies ist das Maximum, wenn wir der Pro Helvetia nicht die Luft abschneiden wollen und wenn wir wollen, dass die Pro Helvetia weiterhin ihre Aufgabe als Botschafterin unserer Kulturen aufrechterhalten kann.

Dreher: Frau Bäumlin, Sie haben ausgiebig aus meiner Sachdarstellung in der Finanzkommission zitiert. Offensichtlich hat Sie meine Message beeindruckt, was ja der Zweck der Darlegung war. Ich halte unsere Position wie folgt fest: Für «Kulturschaffende», die sich dem Lande in seiner Feierstunde, dem 700-Jahr-Jubiläum, verweigern, gibt es von der Auto-Partei keinen Franken! Das können sich alle Gleichgesinnten merken!

Bonny, Berichterstatter: Es ist nicht sehr populär, bei der Pro Helvetia die Anträge der Mehrheit der Kommission zu verteidigen. Immerhin habe ich Ihnen zu sagen, dass der Entscheid in der Kommission mit 13 zu 7 Stimmen klar gefällt wurde. Die Frage der Kredite für die Pro Helvetia muss man über einen etwas grösseren Zeitraum betrachten. Es zeigt sich dabei, dass der Zuwachs dieser Kredite an die Pro Helvetia, angefangen im Jahre 1980 bis hin zum Jahr 1992, wirklich sehr eindrücklich ist.

Ich sage dies nicht mit einem ironischen Unterton, aber Tatsache ist, dass die Zuwachsrate in den Jahren 1980 bis 1985 jährlich sage und schreibe 22,7 Prozent betrug. Im Jahre 1980 waren es noch 5,5 Millionen Franken, die der Pro Helvetia zugesprochen wurden. Später, in der zweiten Hälfte der achtziger Jahre, gab es einmal in einem Jahr eine Zuwachsrate von 28,5 Prozent; in der Folge waren es noch 12,5 Prozent bzw. 11,1 Prozent. Dann gab es eine gewisse Dämpfung mit Zunahmen von 5 Prozent, 4,8 Prozent und 4,5 Prozent. Im letzten Jahr, also von 1991 auf 1992, gab es einen Sprung von 21,7 Prozent!

Mit diesen Raten lagen wir auch für die niedrigsten Zahlen im Bereich des Anstieges des Bruttosozialproduktes. Das ist nor-

mal. Das soll auch der Kultur zugute kommen. In Extremfällen aber betrogen die Zunahmen der Kredite an die Pro Helvetia ein Mehrfaches des nominellen Wachstums.

Zu den beiden Anträgen: Kollege François Loeb, ich möchte Ihnen fairerweise zugute halten, dass auch Sie etwas dämpfen, wie das bei Ihrem Beruf mit den Preisen ab und zu geschieht. Aber auch die Vorschläge, die Ihnen der Bundesrat und die Kommissionsmehrheit unterbreiten, beinhalten ab 1993 ein Wachstum, indem wir dort vorschlagen, dass wir jeweils 1 Million Franken hinaufgehen, und zwar von 25 Millionen Franken im Jahre 1993 auf 26 Millionen Franken im Jahre 1994 und auf 27 Millionen Franken im Jahre 1995. Eine gewisse Rückstufung findet hingegen von 1992 auf 1993 statt, und zwar von 28 Millionen auf 25 Millionen Franken.

Hier wird doch eine Haltung eingenommen, die zwar die Sparbremse etwas anzieht, aber nicht so, dass der kulturelle Karren nicht mehr vorwärts fahren kann.

Ich bitte Sie also, dem Antrag der Kommissionsmehrheit und damit dem Bundesrat zuzustimmen.

M. Borel François, rapporteur: En 1980, la Confédération versait à Pro Helvetia 5,5 millions de francs, en 1992, 12 ans après, 28 millions. Le montant versé est donc passé de 5,5 à 28 millions de francs et si nous continuons selon nos décisions antérieures, en 1995 le montant versé sera de 37 millions de francs.

J'ai beaucoup de sympathie pour les activités de Pro Helvetia, que j'estime très utiles. Et lorsque j'entends M. Dreher, j'aurais envie de voter non seulement pour la minorité de la commission, mais carrément d'en revenir à notre décision antérieure, car ce n'est pas ce genre d'arguments qui me ferait limiter nos dépenses en la matière. Mais on doit constater que tout le monde dans ce conseil est d'accord qu'il faut quelque peu réduire le rythme. Pour les trois années à venir, le Conseil fédéral nous propose une réduction de 25 pour cent, M. Loeb François de 15 pour cent, Mme Bäumlín et sa minorité, dont je fais partie, de 10 pour cent.

Au nom de la majorité je dois vous dire que l'on constate que si nous suivons les propositions du Conseil fédéral, pour la période 1992 à 1995, la croissance par rapport à la période précédente sera malgré tout de 23 pour cent, ce qui est loin d'être négligeable. Cela signifie clairement que l'objectif de Pro Helvetia est reconnu, qu'il faut qu'elle continue de vivre et d'être active, mais qu'il faut légèrement adapter son rythme de croissance aux difficultés conjoncturelles actuelles. Je vous invite donc au nom de la majorité à voter la proposition du Conseil fédéral.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag Bäumlín und den Antrag Loeb François ebenfalls abzulehnen.

Die Beiträge an die Pro Helvetia sind von 5,5 Millionen Franken im Jahre 1980 auf 23 Millionen Franken im Jahre 1991 gestiegen. Sie haben sich also in zehn Jahren vervierfacht.

1991/1992 sind sie um weitere 6 Millionen Franken gestiegen. Das ist der Ausdruck der Ausgabeneuphorie der letzten Jahre, weiter nichts.

Wenn wir nun vorschlagen, im Jahre 1993 auf 25 Millionen Franken zu gehen, haben wir gegenüber 1991 natürlich trotzdem eine Erhöhung von 2 Millionen Franken; das ist immer noch mehr, als – wie wir annehmen – die Teuerung ausmacht. Es ist also – verglichen mit 1991 – immer noch ein reales Wachstum. Mehr kann man meines Erachtens im heutigen Moment hier nicht verlangen; abgesehen davon, dass dies ein Gebiet ist, bei dem uns eine verfassungsmässige Grundlage immer noch fehlt. Das muss man berücksichtigen. Wir sind also nicht ganz frei, zu tun und zu lassen, was wir wollen, sondern wir haben uns hier eine gewisse Zurückhaltung aufzuerlegen.

Ich bitte Sie also, den Minderheitsantrag und den Antrag Loeb François abzulehnen. Das hat mit Kulturfeindlichkeit nichts zu tun, aber man muss sich überall nach der Decke strecken.

Loeb François: Wenn man den Vergleich von 1980 bis 1992 in finanzieller Hinsicht macht, dann sollte man auch über die Aufgaben der Pro Helvetia sprechen.

Die Pro Helvetia hat heute wesentlich mehr Aufgaben zu bewältigen als 1980, vor allem im Ausland. Das sollte man ebenfalls sagen und bei der Mittelzuteilung berücksichtigen.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag Loeb François	75 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	54 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	83 Stimmen
Für den Antrag Loeb François	58 Stimmen

Ziff. 21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Hegetschweiler

Art. 1 Abs. 1

.... ein Höchstbetrag von 48 Millionen Franken bewilligt.

Art. 1 Abs. 2

.... ein Höchstbetrag von 4,8 Millionen Franken bewilligt.

Art. 1 Abs. 3

.... ein Höchstbetrag von 4,8 Millionen Franken bewilligt.

Ch. 21

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Hegetschweiler

Art. 1 al. 1

.... un montant de 48 millions inclus.

Art. 1 al. 2

.... un montant de 4,8 millions inclus.

Art. 1 al. 3

.... un montant de 4,8 millions inclus.

Hegetschweiler: Der mit dem Bundesbeschluss vom 6. Oktober 1989 für die Jahre 1990 bis 1994 bewilligte Höchstbetrag der Finanzhilfe zugunsten der Exportförderung soll nun gemäss Antrag des Bundesrates von total 60 Millionen auf 54 Millionen Franken gekürzt werden. Vordergründig beträgt diese Kürzung somit 10 Prozent; in der Tat macht sie aber sehr viel mehr aus, nämlich 25 Prozent.

Die Finanzhilfe wurde, wie bereits gesagt, für die Jahre 1990 bis 1994 zugesichert und in den abgelaufenen drei Jahren sind die Tranchen von jeweils 12 Millionen Franken beansprucht worden. Es ist deshalb absolut unverhältnismässig, die Reduktion der ganzen Fünfjahresperiode auf die noch verbleibenden zwei Jahre zu konzentrieren und damit Kürzungen von 25 Prozent vorzunehmen.

Ein Land kann nicht mehr kaufen, als es bezahlen kann. Es kann nicht mehr importieren, als es durch Export von Gütern und Dienstleistungen verdient. Das Ausserhandelsdefizit der Schweiz betrug 1991 7 Milliarden Franken. Der Wert der Exporte deckte 92,5 Prozent des Importwertes. Nach einer wertmässigen Zunahme der Exporte in den Jahren 1988 und 1989 von 24 Prozent und nochmals 5 Prozent im Jahre 1990 waren die Exporte im Jahre 1991 rückläufig.

Der Export hat eine ausserordentliche Bedeutung für die schweizerische Volkswirtschaft. Fast jeder zweite Franken wird mit dem Export verdient. Die Arbeitslosenzahl hat in der Schweiz infolge der gegenwärtigen konjunkturellen Lage einen Höchststand von gegen 100 000 erreicht. Nur mit der Förderung der Exporte kann bei einer anhaltenden Schwäche des Inlandmarktes eine relative Stabilität des Arbeitsmarktes erreicht werden. Wenn ein Unternehmer im eigenen Land Absatzschwierigkeiten hat, muss er im Ausland neue Märkte erschliessen. Dazu benötigen gerade die kleineren und mittleren Unternehmen eine gewisse Hilfe – nicht in Form von Subventionen, sondern in Form von Unterstützung und Anleitung durch erfahrene Experten, Unterstützung im Bereich der Marktinformation, in der Vermittlung von Geschäftspartnern und -möglichkeiten, bei Veranstaltungen zur Exportförderung

im Ausland, insbesondere bei Messebeteiligungen, sowie bei der Imagewerbung und bei der Information über schweizerische Exportprodukte im Ausland.

Gerade in diesen Bereichen ist die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung tätig. Sie erfüllt diese Aufgabe in enger Zusammenarbeit mit den Handelsdiensten der schweizerischen Vertretungen im Ausland, gewissermassen als deren Verbindungsglied gegenüber der Grosszahl der kleinen und mittleren Unternehmen in der Schweiz.

Ganz besonders in Zeiten der konjunkturellen Abschwächung ist es wirklich nicht opportun, die im internationalen Vergleich ohnehin schon bescheidenen staatlichen Mittel zur Exportförderung unverhältnismässig zu kürzen. Ein Vergleich mit den umliegenden Ländern zeigt, dass die Schweiz für die Förderung ihrer lebenswichtigen Exportwirtschaft tatsächlich sehr bescheidene Mittel zur Verfügung stellt. Eine Exportförderungsstruktur, die während der guten Jahre vor allem für schlechtere Zeiten aufgebaut worden ist, sollte nicht ausgerechnet dann, wenn diese eintreffen, geschwächt werden. Gerade dies wollen wir nicht, denn auch den Bundesfinanzen geht es erst dann wieder besser, wenn es der Wirtschaft besser geht.

Die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung unterstützt mit ihren Dienstleistungen in erster Linie die grosse Zahl der kleinen und mittleren Unternehmen unseres Landes, die in einem ausgesprochen hohen Masse vom Export abhängig sind. Zur Kategorie der sogenannten kleinen und mittleren Unternehmen zählen 90 Prozent der am Export interessierten Schweizer Firmen. Diese Unternehmen sind wirtschaftlich nicht in der Lage, für den Bund einzuspringen und die vom Bundesrat beantragte Kürzung der Finanzhilfe durch eigene zusätzliche Mittel zu kompensieren.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, die Finanzhilfe für die Exportförderung im prozentualen Ausmass den Kürzungen in den anderen Bereichen gleichzusetzen und die Kürzungen nur auf 10 Prozent zu beschränken. Damit honorieren wir die in den letzten Jahren erbrachten grossen Anstrengungen der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung, die dank Kostenreduktionen und Ertragssteigerungen zu einer deutlich verbesserten Finanzsituation geführt haben. Ich beantrage Ihnen nicht, überhaupt keine Kürzungen vorzunehmen, sondern lediglich, auch bei der Exportförderung im Rahmen der für alle übrigen Bereiche vorgenommenen Kürzungen von 10 Prozent zu bleiben.

In diesem Sinne bitte ich Sie, die Herabsetzung des für die Jahre 1990 bis 1994 bewilligten Höchstbetrages der Finanzhilfe auf 48 Millionen statt 46 Millionen Franken für die Osec, auf 4,8 Millionen statt 4 Millionen Franken für Aktionen der Exportförderung in Zusammenarbeit mit den Schweizerischen Handelskammern und auf 4,8 Millionen Franken statt 4 Millionen Franken für Aktionen der Exportförderung von nichtgewinnorientierten Zusammenschlüssen ausserhalb der Osec festzulegen.

Damit bleiben wir bei einer Kürzung von 12 Millionen Franken auf 10,8 Millionen Franken jährlich, also lediglich um 1,2 Millionen Franken, was genau 10 Prozent entspricht. Diese Gröszenordnung ist wohl für beide Seiten zumutbar.

Ich danke Ihnen für die Zustimmung zu meinem Antrag.

Bonny, Berichterstatter: Ich glaube, dass sich Herr Hegetschweiler sehr um Mässigung bemüht hat, aber man muss sich wirklich fragen, wieviel Sinn es hat, Anträge zu stellen, die beispielsweise dann in den Absätzen 2 und 3 von Artikel 1 (Ziff. 21) nicht einmal um 1 Million Franken von den Anträgen des Bundesrates abweichen – nämlich 800 000 Franken –; bei Absatz 1 sind es 2 Millionen Franken Differenz zum Entwurf des Bundesrates. Immerhin ergibt das auch wieder einen Verlust an Sparpotential von total 3 Millionen Franken.

So wie ich die Exportförderung sehe, ist das ein Bereich, der primär Sache der Privatwirtschaft ist, so dass sich ein schrittweiser Rückzug des Staates, des Bundes, rechtfertigt.

Dieser Posten war in der Kommission überhaupt nicht bestritten, so dass wir Ihnen aus Ueberzeugung empfehlen können, sich hier der Linie des Bundesrates und der Kommission anzuschliessen. Gerade als einer, welcher der Privatwirtschaft na-

hesteht, muss ich sagen, dass der zur Diskussion stehende Betrag absolut zu verkraften ist. Wir erleben momentan eine Zeit, da in den Zeitungen und im Abstimmungskampf mit Blick auf den 6. Dezember 1992 von der Grossindustrie das Hohelied der kleineren und mittleren Betriebe gesungen wird. Ich finde, gerade hier ist für die Grossbetriebe eine gute Gelegenheit, ihre Solidarität darzutun.

M. Borel François, rapporteur: Votre commission a accepté tacitement les propositions du Conseil fédéral et, dans cette logique, je peux vous inviter, en son nom, à repousser la proposition dont nous parlons maintenant.

Le motif est toujours le même et je ne ferai qu'une seule remarque. Si elle n'émanait pas d'un groupe politique qui recommande, pour assainir les finances fédérales, de privatiser un certain nombre de secteurs, cette proposition serait peut-être moins incongrue. En outre, Monsieur Hegetschweiler, puisqu'il s'agit ici de l'Office suisse d'expansion commerciale, organisation privée, subventionnée par la Confédération, il est assez subtil de dire que vous ne demandez pas des subventions pour des entreprises privées, mais des subventions pour des organismes privés.

Bundesrat Stich: In der letzten Zeit werde ich immer wieder mit Schlagworten wie Deregulierung, Reprivatisierung, Ordnungspolitik usw. konfrontiert. Ich habe eigentlich ein schlechtes Gewissen, dass wir Ihnen nicht die vollständige Streichung dieses Beitrages vorgeschlagen haben; das läge eigentlich in der Zielrichtung. Bitte bedenken Sie: Mit der geforderten Umstellung auf die Mehrwertsteuer wird gerade die Exportindustrie mindestens um 1 Milliarde entlastet. Ich finde, das ist dann der letzte Moment, wo man einen solchen Beitrag total streichen muss. Aber es ist sehr wenig, was wir hier gestrichen haben, es ist bescheiden.

Ich bitte Sie, dem Bundesrat und der Kommission zuzustimmen und den Antrag Hegetschweiler abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Hegetschweiler	Minderheit

Ziff. 22

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Bezzola

Für Darlehen nach Artikel 16 Absatz 1bis des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über die Förderung des Hotel- und Kurortkredites wird ein Höchstbetrag von 72 Millionen Franken für die Dauer von 10 Jahren bewilligt.

Ch. 22

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Bezzola

Un crédit de 72 millions de francs au plus pour une durée de dix ans est ouvert pour des prêts selon l'article 16 alinéa 1bis de la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur l'encouragement du crédit à l'hôtellerie et aux stations de villégiature.

Bezzola: Ich spüre es: Die Zeit für die erste Ausnahme ist gekommen. (*Heiterkeit*) Der Bundeshaushalt kann nur saniert werden, wenn wirklich alle einen Beitrag leisten, in diesem Fall auf einen Beitrag verzichten. Es ist wieder einmal bezeichnend, dass man bei Darlehen, die der gesamten Tourismusbranche dienen würden, über das Mass der linearen Kürzung hinausgehen will. Diese für unser Land und vor allem für die Bergkantone bedeutungsvolle Branche wird aus unbegreiflichen Gründen wieder einmal übermässig stark zur Kasse gebeten. Ich stelle deshalb den Antrag, dass auch das Darlehen an die Schweizerische Gesellschaft für Hotelkredit (SGH) nicht um 22 Prozent (von 80 Millionen Franken auf 63 Millionen Franken), sondern ebenfalls um 10 Prozent (von 80 Millionen Franken auf 72 Millionen Franken) gekürzt wird.

Die SGH hat aufgrund der bereits erfolgten Zusicherungen ihre Dispositionen getroffen und ist für jährlich 8 Millionen Franken Verpflichtungen eingegangen. Ende 1991 bestanden Verpflichtungen für Darlehensauszahlungen in der Höhe von rund 11 Millionen Franken und eingegangene Bürgschaftsverpflichtungen in der Grössenordnung von über 103 Millionen Franken. Dazu kamen noch nicht eingegangene, aber bereits bewilligte Bürgschaften von rund 41 Millionen Franken.

Warum müssen der SGH genügend Mittel – die versprochenen Mittel – zur Verfügung stehen? Das mit SGH-Engagement ausgelöste Investitionsvolumen beläuft sich 1991 auf 462 Millionen Franken, vor allem in strukturschwachen Berg- und Randgebieten. Die Verpflichtungen mit Kostenfolge für die SGH betrugen Ende 1991 über 150 Millionen Franken. Warum soll die für unser Land, für unsere Wirtschaft so bedeutungsvolle Branche übermässig stark bestraft werden? Die nach wie vor schlechte Ertragslage vor allem bei der traditionellen Hotellerie und das hohe Zinsniveau hemmen generell die dringende notwendige Investitionstätigkeit, was nicht im Sinne des Erneuerungsgedankens der schweizerischen Hotellerie liegt. In den meisten Tourismuskantonen leistet die öffentliche Hand zusätzlich zur SGH Zinsbeiträge. Würde eine Beteiligung der SGH verweigert, so entfielen auch die kantonale Leistung. Die Streichung der zusätzlichen Darlehen für die SGH würde direkt die kantonalen Massnahmen tangieren, ja teilweise verunmöglichen. Der Zinsverbilligungsbeitrag der SGH und der Kantone kann in einer wirtschaftlich schwierigen Situation, wie wir sie heute kennen, ausgleichend wirken und sichert Arbeitsplätze.

Warum hätte die massive Kürzung des Darlehensbetrages noch weitere einschneidende Folgen? Die Beschlüsse der SGH bilden einen Bestandteil der mit den Banken und den Kunden ausgehandelten Finanzierung. Erfüllt die SGH ihre Verpflichtungen nicht, so stellt sie ein bereits getätigtes Rechtsgeschäft, also einen Kauf, einen Werkvertrag in Frage. Ja, sie verunmöglicht es sogar den Kunden, diese Verträge einzuhalten. Auch aus rechtspolitischer Sicht ist ein solches Verhalten ausserordentlich bedenklich. Es würde in der Wirtschaft auf wenig Verständnis stossen und der SGH ein äusserst schlechtes Zeugnis ausstellen.

Es ist auch eine widersprüchliche Politik: Einerseits stockt man die IHG-Darlehen um 800 Millionen Franken auf, andererseits will man die als flankierende Massnahme eingesetzten Hotel- und Kurortkredite abbauen.

Diese Stop-and-go-Politik hat auch Auswirkungen auf die Gewinn- und Verlustrechnung der Schweizerischen Gesellschaft für Hotelkredit. Ein ungenügender Cash-flow zur Erfüllung der Verpflichtungen der Gesellschaft bereits ab 1994 ist die Folge. Aufgrund des Beschlusses des Nationalrates und des Ständerates im Jahre 1987 passte die SGH ihre Geschäftspolitik den neuen Gegebenheiten an und konzipierte in enger Zusammenarbeit mit dem Biga eine langfristige Finanzplanung, der zusätzliche Bundesdarlehen von jährlich 8 Millionen Franken zugrunde lagen.

Selbstverständlich muss auch die SGH bereit sein, ihren Beitrag an die Sanierung der Bundesfinanzen zu leisten. Dieses Opfer muss jedoch so bemessen sein, dass die SGH die eingegangenen Verpflichtungen erfüllen und die bisherige Geschäftstätigkeit fortsetzen kann. Bleiben weitere Bundesdarlehen aus oder werden diese in einem unzumutbaren Masse reduziert, so ist die SGH nicht mehr in der Lage, ihre gesetzliche Aufgabe wahrzunehmen.

Die vorgeschlagene Kürzung gemäss Entwurf des Bundesrates würde für das Restdarlehen 1993–1997 – es verbleiben noch 37 Millionen – eine Kürzung von 17 Millionen Franken bedeuten, was einer Reduktion von sage und schreibe 46 Prozent gleichkommt. Eine derartige Kürzung der Bundesdarlehen bedeutet für die SGH Verschiedenes: dass sie ihre gesetzliche Aufgabe nicht mehr erfüllen kann; dass sie ihre Zusagen für Zinszuschüsse auf Bürgschaften widerrufen muss; dass sie bereits gesprochene, jedoch noch nicht ausbezahlte Darlehen nicht mehr in jedem Fall zur Verfügung stellen kann; dass sie in ihrer Gewinn- und Verlustrechnung in den nächsten Jahren mit markanten Fehlbeträgen rechnen muss; dass sie die auf Bürgschaften und Darlehen erlittenen Verluste auf

den Bund abwälzen muss. Es wird wieder einmal gespart, koste es, was es wolle.

Eine lineare Kürzung wäre verkraftbar, aber nicht eine Reduktion um 46 Prozent. Ich bitte Sie deshalb, meinem Antrag, das Darlehen um 10 Prozent (auf 72 Millionen Franken) für die Dauer von zehn Jahren zu kürzen, zuzustimmen.

Bonny, Berichterstatter: Ich muss gestehen: Es fällt mir nicht ganz leicht, hier Stellung zu nehmen, denn ich war längere Zeit als Vertreter des Bundesrates in der Verwaltung der SGH, der Schweizerischen Gesellschaft für Hotelkredit, und hatte von der Tätigkeit dieser Gesellschaft einen sehr guten Eindruck. Aber ich habe den Auftrag meiner Kommission zu erfüllen.

Ich muss meinem Kollegen Bezzola sagen, dass diese Frage in der Kommission sehr eingehend diskutiert und dass schliesslich ein sehr klarer Entscheid gefällt wurde. Es wurde ja nicht einmal ein Minderheitsantrag gestellt.

Herr Bezzola hat die Aufstockung auf 800 Millionen Franken beim IHG, beim Investitionshilfegesetz für das Berggebiet, erwähnt. Das ist eine Position, die wir dann ebenfalls zur Diskussion stellen und bei der wir mit Reduktionsanträgen kommen werden.

Nachdem der Rat ohne Ausnahme und diszipliniert den Anträgen der Kommissionsmehrheit und des Bundesrates zugestimmt hat – das ist ganz wesentlich für das Gelingen –, ist der Moment gekommen, wo man eine gewisse Opfersymmetrie beachten muss. Da wir beispielsweise gegenüber der Landwirtschaft eine nicht sehr weiche Linie eingeschlagen haben, würde ich es nicht ganz in Ordnung finden, wenn wir jetzt bei der Hotellerie eine Ausnahme machen würden.

Bei der Hotellerie ist noch folgendes zu sagen: Wir sind dort insofern in einer sehr schwierigen Lage, als wir aufpassen müssen, dass wirklich nur ganz gute Projekte zur Ausführung kommen. Projekte, die nicht hundertprozentig überzeugen, haben im internationalen Wettbewerb künftig keine Chance, mit oder ohne SGH.

Ich bin an sich der Meinung, dass die Tätigkeit der SGH, im Sinne der Anwendung von strengeren Kriterien, vielleicht helfen wird, diese harte Massnahme, die wir der SGH jetzt zumuten, zu überbrücken. Wir sind auch hier in einem Gebiet der Ordnungspolitik. Die SGH ist an der Schnittstelle zwischen Privatwirtschaft und öffentlicher Hand. Eine gewisse Zurückhaltung ist daher zu verantworten. Der Staat muss dort, wo er bloss mithilft, seine Jalons nun etwas zurückstecken.

Deshalb sollten Sie dem Antrag der Kommission, dem Beschluss des Ständerates bzw. dem Entwurf des Bundesrates zustimmen.

M. Borel François, rapporteur: Cette proposition du Conseil fédéral a suscité un débat nourri en commission, car il y avait un certain nombre de sceptiques, mais, après discussion, c'est par 18 voix sans opposition – les deux membres de la commission qui voulaient voter contre se sont finalement abstenus – que la commission vous recommande d'entrer en matière et d'accepter la proposition du Conseil fédéral. Les arguments que j'ai exposés tout à l'heure pour la proposition précédente sont les mêmes, les deux cas devraient être traités de la même manière.

Je vous demande par conséquent de repousser la proposition de M. Bezzola.

Bundesrat Stich: Herr Bezzola hat dem Bundesrat vorgeworfen, dass es widersprüchlich sei, weil der Hotel- und Kurortkredit gekürzt wird und gleichzeitig 800 Millionen Franken im Zusammenhang mit dem Investitionshilfegesetz bewilligt werden. Ich bedaure diesen Widerspruch und bedaure vor allem, dass wir die Beiträge im Zusammenhang mit dem Investitionshilfegesetz nicht mehr gekürzt haben, dass es also nur der zehnprozentigen Kürzung unterliegt. Aber ich nehme Ihre Anregung zuhänden des nächsten Sparprogrammes gerne auf. Zur Sache, Herr Kommissionspräsident, sollte ich auch etwas sagen. Zur Sache selber gilt natürlich das gleiche wie beim vorherigen Entscheid: Man spricht immer von weniger Staat, von Deregulierung – und erwartet dauernd Staatshilfen. Diese Staatshilfen müssen reduziert werden.

Beim Hotelgewerbe müssen Sie zudem die Volksabstimmung vom 2. Juni 1991 über die Mehrwertsteuer bedenken. Da haben wir für das Hotel- und Gastgewerbe einen reduzierten Satz vorgeschlagen; nicht aus eigenem Antrieb, das gestehe ich. Aber das ist jedenfalls durchgegangen. Am Schluss hat man uns noch vorgeworfen, dass wir das Gast- und Hotelgewerbe besonders gut und damit die anderen ungerecht behandeln – das Gastgewerbe und das Hotelgewerbe haben die Vorlage trotzdem abgelehnt. Also, wenn man schon nicht dafür sorgt, dass der Bund Mittel hat, dann soll man vom Staat auch nicht zuviel fordern.
Ich bitte Sie, den Antrag Bezzola abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Bezzola	Minderheit

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes	105 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------	---------------------------------

C. Bundesbeschluss über die lineare Beitragskürzung in den Jahren 1993–1995

C. Arrêté fédéral sur la réduction linéaire des subventions durant les années 1993–1995

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 Abs. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1 al. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1 Abs. 3

Antrag der Kommission

Bst. a

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Bst. b

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit I

Minderheit I

(Comby, Bäumlín, Cotti, Leemann, Theubet)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Bst. c

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit II

Minderheit II

(Comby, Bühler Simeon, Leemann, Theubet)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Bst. d (neu)

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit III

Minderheit III

(Leuenberger Ernst, Bäumlín, Borel François, Hafner Rudolf, Leemann, Marti Werner, Weder Hansjürg, Züger)

d. für Kredite unter Budgetrubriken 318.3600.001 bis 004 betreffend die Leistungen an die AHV/IV und Ergänzungsleistungen AHV/IV;

Bst. e (neu)

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit IV

Minderheit IV

(Leuenberger Ernst, Bäumlín, Borel François, Comby, Hafner Rudolf, Leemann, Marti Werner, Weder Hansjürg, Züger)

e. für Kredite unter Budgetrubriken 705.3600.001/3600.004/4600.001 betreffend die Beiträge an laufende Ausgaben und Investitionsbeiträge an das berufliche Bildungswesen;

Bst. f (neu)

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit V

Minderheit V

(Weder Hansjürg, Bäumlín, Hafner Rudolf, Leemann)

f. für Kredite für Entwicklungszusammenarbeit unter Budgetrubriken 202.3600.002. Beiträge an schweizerische und internationale Organisationen, 202.3600.003, eigene Projekte des Bundes, und 202.3600.401, Umweltprogramme, sowie 703.3600.301, Finanzhilfeschenkungen, und 703.3600.310, Entschuldungsmassnahmen;

Bst. g (neu)

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit VI

Minderheit VI

(Weder Hansjürg, Bäumlín, Hafner Rudolf, Leemann)

g. für Kredite unter Budgetrubrik 310.4600.201, Natur- und Landschaftsschutz.

Eventualantrag Darbellay

(falls der Antrag der Minderheit V abgelehnt wird)

Bst. f (neu)

f. und 202.3600.401, Umweltprogramme, und 703.3600.310, Entschuldungsmassnahmen.

Antrag Zisyadis

Bst. h (neu)

h. für Kredite unter den Budgetrubriken 318.3600.051 betreffend Bundesbeiträge an die Krankenkassen und 318.3600.101 betreffend Familienzulagen in der Landwirtschaft;

Bst. i (neu)

i. für Kredite zur Wohnbauförderung unter den Rubriken 725.3600.001 und 725.3600.011.

Eventualantrag Allenspach

(falls der Antrag der Mehrheit zu Bst. d angenommen wird)

Art. 3 Abs. 4 (neu)

Der Gesamtbetrag, um den die Bundesbeiträge an AHV und IV in den Jahren 1993 bis 1995 gekürzt worden sind, wird beiden Sozialwerken in den Jahren 1996 bis 2000 zusätzlich zu den gesetzlich festgelegten Bundesbeiträgen ausgerichtet.

Eventualantrag Robert

(falls der Antrag der Minderheit V zu Bst. f abgelehnt wird)

Art. 3 Abs. 4 (neu)

a. Der Gesamtbetrag, der im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit in den Jahren 1993 bis 1995 gekürzt worden ist, wird der Entwicklungszusammenarbeit in den Jahren 1996 bis 2000 zusätzlich zu den ordentlichen Bundesbeiträgen ausgerichtet.

b. Die ordentlichen Bundesbeiträge an die Entwicklungszusammenarbeit werden bis spätestens im Jahr 2000 auf mindestens 0,4 Prozent des Bruttosozialprodukts erhöht.

Art. 1 al. 3

Proposition de la commission

Let. a

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Let. b**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité I

Minorité I

(Comby, Bäumlín, Cotti, Leemann, Theubet)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Let. c**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité II

Minorité II

(Comby, Bühler Simeon, Leemann, Theubet)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Let. d (nouvelle)**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité III

Minorité III

(Leuenberger Ernst, Bäumlín, Borel François, Hafner Rudolf, Leemann, Marti Werner, Weder Hansjürg, Züger)

d. aux crédits inscrits sous les positions budgétaires 318.3600.001 à 004 concernant les versements de la Confédération à l'AVS et à l'AI ainsi que les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI;

*Let. e (nouvelle)**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité IV

Minorité IV

(Leuenberger Ernst, Bäumlín, Borel François, Comby, Hafner Rudolf, Leemann, Marti Werner, Weder Hansjürg, Züger)

e. aux crédits inscrits sous les positions budgétaires 705.3600.001/3600.004/4600.001 concernant les contributions aux dépenses courantes et les contributions aux investissements de la formation professionnelle;

*Let. f (nouvelle)**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité V

Minorité V

(Weder Hansjürg, Bäumlín, Hafner Rudolf, Leemann)

f. pour les crédits en faveur de la coopération au développement et de l'aide humanitaire sous les rubriques 202.3600.002, contributions à des organisations suisses et internationales, 202.3600.003, projets de la Confédération, et 202.3600.401, programmes en matière d'environnement, ainsi que 703.3600.301, dons d'aide financière, et 703.3600.310, mesures de désendettement;

*Let. g (nouvelle)**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité VI

Minorité VI

(Weder Hansjürg, Bäumlín, Hafner Rudolf, Leemann)

g. pour les crédits sous la rubrique 310.4600.201, protection de la nature et du paysage.

Proposition subsidiaire Darbellay

(en cas de rejet de la proposition de la minorité V)

Let. f (nouvelle)

f. pour les crédits 202.3600.401, programmes en matière d'environnement, et 703.3600.310, mesures de désendettement.

*Proposition Zisyadis**Let. h (nouvelle)*

h. aux crédits inscrits sous les postes budgétaires 318.3600.051 concernant les subventions aux caisses-maladie et 318.3600.101 concernant les allocations familiales dans l'agriculture.

Let. i (nouvelle)

i. aux crédits en faveur de l'encouragement à la construction de logements sous les rubriques 725.3600.001 et 725.3600.011.

Proposition subsidiaire Allenspach

(au cas où la proposition de la majorité à la let. d serait adoptée)

Art. 3 al. 4 (nouveau)

La somme totale des réductions des contributions fédérales à l'AVS et à l'AI durant les années 1993 à 1995 sera restituée aux deux oeuvres sociales dans les années 1996 à 2000 en plus des contributions fixées par la loi.

Proposition subsidiaire Robert

(en cas de rejet de la proposition de la minorité V à la let. f)

Art. 3 al. 4 (nouveau)

a. Le montant global des réductions opérées au cours des années 1993 à 1995 au titre de la coopération au développement sera versé à ce même titre au cours des années 1996 à 2000, en sus des subventions habituelles.

b. Les subventions habituelles allouées au titre de la coopération au développement seront portées d'ici à l'an 2000 au plus tard à 0,4 pour cent au moins du produit national brut.

Bst. a – Let. a

Angenommen – Adopté

Bst. b – Let. b

M. Cotti, porte-parole de la minorité I: Au nom de M. Comby, je vous exposerai quelques-unes des raisons pour lesquelles je vous propose d'accepter la version du Conseil des Etats plutôt que celle du Conseil fédéral à cet article de l'arrêté fédéral sur la réduction linéaire des subventions durant les années 1993 à 1995. Je parle de l'accroissement des exigences qualitatives des universités et des hautes écoles et de la diminution des subventions fédérales de base, alors que le nombre des étudiants universitaires a doublé en vingt ans et se monte aujourd'hui à environ 90 000.

Les dépenses publiques totales en faveur de l'enseignement, de la science et de la recherche s'élèvent chaque année à environ 14,5 milliards de francs. La plus grande partie de ce montant, 80 pour cent environ, est à la charge des cantons et des communes. Quant au subventionnement fédéral des dépenses d'exploitation des universités, il n'a pas cessé de diminuer depuis 1979, passant de 18,8 pour cent à 15,6 pour cent en dix ans, la moyenne, au cours de cette période, étant de 15,7 pour cent. Le taux de subventionnement est donc resté bien inférieur à celui de 25 pour cent que les autorités fédérales avaient elles-mêmes jugé équitable, car, ne l'oublions pas, les cantons universitaires remplissent une fonction éminemment nationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Le 10 décembre 1991, les Chambres fédérales ont d'ailleurs approuvé, pour la période 1992–1995, des subventions de base d'un montant équivalent à la proposition du Conseil fédéral, soit 1,793 milliard de francs, ainsi que le crédit demandé dans le même message, en vertu de l'article 12 de la nouvelle loi sur l'aide aux universités, soit 103 millions de francs, pour des mesures spéciales visant à promouvoir la relève universitaire.

Dans son message du 3 juin 1991 concernant les crédits selon la loi sur l'aide aux universités pour la période 1992 à 1995 et les mesures spéciales en faveur de l'encouragement de la relève universitaire, le Conseil fédéral a reconnu que les universités sont confrontées à une double tâche: celle de maîtriser une forte croissance quantitative et celle de répondre aux exigences qualitatives sans cesse croissantes.

Par rapport aux décisions prises par le Parlement le 10 décembre 1991, les subventions de la Confédération aux universités seraient donc réduites de 12 pour cent en moyenne et non, comme on le croit souvent à tort, de 5 pour cent seulement. Les réductions financières envisagées causeront aux universités suisses, à longue échéance, des dommages qu'il ne sera pas facile de réparer. Il est grave surtout et même consternant que les autorités fédérales veuillent abandonner abruptement une politique définie pourtant tout récemment par le Conseil fédéral et le Parlement. Ces réductions touchent les universités d'autant plus durement que les

cantons universitaires se trouvent eux aussi, dans certains cas, dans une situation encore plus difficile que la Confédération et qu'ils ne sont plus à même de combler les lacunes financières à venir. Ils ne sont pas à même de prendre le relais. Si la Confédération réduit ses prestations dans ce domaine, elle diminue ainsi la compétitivité intellectuelle et économique de notre pays. Les universités doivent pouvoir maintenir leur faculté d'innover et d'être capable de relever les défis de l'avenir. Il faut leur en donner les moyens.

Les cantons dits non universitaires ont dû suppléer à la carence de la Confédération dans ce domaine, pourtant capital pour l'avenir et passer à la caisse. En effet, depuis 1981 le montant par étudiant et par année payé par les cantons non universitaires n'a pas cessé d'augmenter: 3000 francs en 1981, 8000 francs en 1992, 8500 francs plus le renchérissement à partir de 1993. Grâce aux 120 millions de francs versés en 1991, les cantons non universitaires ont couvert le 5 pour cent en chiffres ronds des dépenses d'exploitation des universités cantonales. Ces prestations n'ont pas représenté une aide supplémentaire et ont seulement permis de couvrir la perte des subventions fédérales. Mais à l'avenir il sera impossible de solliciter davantage encore les cantons non universitaires dans un domaine qui devrait relever en priorité de l'engagement financier de la Confédération.

Enfin, investir dans la matière grise, matière première du futur, c'est le slogan. Nous vivons dans une société en pleine mutation sur les plans national et international. Dès lors, il faut avoir le courage de fixer les priorités pour l'avenir en investissant dans le capital humain, dans la formation supérieure et la recherche et en soutenant plus activement les efforts des cantons et des communes dans ce domaine, en recherchant aussi une meilleure rationalité économique par une meilleure coopération interuniversitaire et une meilleure complémentarité. La formation et la recherche doivent rester un axe prioritaire si nous voulons relever avec succès le défi du futur. Je rappelle le fait que la subvention de la Confédération n'est pas accordée uniquement à titre subsidiaire et qu'elle ne couvre qu'une petite partie de la dépense totale assumée par les cantons et par les communes. Croire que la Suisse pourra maintenir la qualité de sa place universitaire sans ressources supplémentaires est une pure illusion.

Je vous invite chaleureusement à voter en faveur de la proposition de la minorité I (Comby) à l'article premier chiffre 3 lettre b et à souscrire à la décision prise au mois de juin de cette année par le Conseil des Etats. En conclusion, je vous soumets une réflexion qui m'a été proposée par M. Comby au moment où il quittait la salle il y a un instant: «Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance.»

M. Ziegler Jean: Je partage le temps imparti avec Mme Bäumlín. Je serai donc très bref. Mme Bäumlín parlera des assistants et moi d'un autre problème.

Si vous opérez des réductions linéaires de 10 pour cent et si vous n'acceptez pas la proposition de la minorité I (Comby), défendue par M. Cotti, c'est la fin de l'université publique en Suisse. Vous ignorez ce qui se passe. Il s'installe dans les universités cantonales des universités privées. A Genève, avec la complicité du Conseil d'Etat, on vient d'installer un certificat de MBA (Master of business administration) qui coûte à l'étudiant, suisse ou étranger, 12 000 francs par année. A Lausanne, pour un même programme spécial, l'étudiant suisse ou étranger paie 8500 francs.

Que font les professeurs, en majorité évidemment de droite? Ils laissent aller à la dérive les cours, les séminaires de l'université publique et créent, à l'intérieur de celle-ci, des programmes privés qu'ils font payer à la mode américaine, donc très cher. Ainsi, ils gagnent beaucoup d'argent, disposent des meilleurs assistants, s'offrent des voyages, etc.

Tout le combat mené par les forces démocratiques de ce pays pour permettre à toutes les personnes capables d'accéder à une université publique et gratuite, tout le combat pour la démocratisation de l'enseignement supérieur, mené à Genève par le grand Chavanne et ailleurs par d'autres, n'aurait servi à rien si maintenant vous réduisez encore les crédits octroyés à l'université publique.

Une perversion et un démantèlement sont en cours avec, je le répète, la complicité silencieuse des autorités cantonales, ce qui signifie, à terme, la fin de l'université publique en Suisse. Par conséquent, je vous demande d'accepter la proposition de la minorité I (Comby).

Frau Bäumlín: Die Mehrheit der SP-Fraktion unterstützt die Minderheit I (Comby), die von Herrn Cotti vertreten wird. Dafür gibt es ganz verschiedene gute Gründe. Ich möchte nur auf einen zu sprechen kommen; er ist für mich sehr wichtig: Er beinhaltet, dass diese Kürzung in die universitäre Grundausbildung einschneidet, vor allem was die Betreuung der zunehmenden Zahl an Studienanfängern anbelangt. Diese Betreuung wird vom Mittelbau geleistet, von den Assistenten. Assistenten «malochen» da für ein Hungerlöhnchen – was sie dann im Post-graduate-Studium behindert. Das ist für diese jungen Akademiker nicht sehr motivierend.

Die fehlende Betreuung der Studienanfänger hat ganz fatale Folgen. Sparen ist da einfach am falschen Platz.

Der Numerus clausus kommt zwar und wird vielleicht in ein paar Jahren eine gewisse finanzielle Erleichterung bringen, aber eindeutig zu spät für die Leute, die jetzt an den Universitäten sind und sich in dieser Klemme befinden. Es dauert bis zu diesem Lösungsvorschlag ganz einfach zu lange.

Ich möchte Sie daran erinnern, dass Studentengenerationen etwa zwei Jahre dauern: Jeder Eingriff bedroht deswegen ganze Generationen von Studenten, ja, produziert verlorene Studentengenerationen. Das können wir uns nicht leisten!

Ich bitte Sie sehr, dem Antrag der Minderheit I (Comby) zuzustimmen.

Oehler: Die CVP-Fraktion stimmt trotz gewissen Vorbehalten grossmehrheitlich den Kürzungsanträgen auch auf diesem Gebiete zu. Wenn es so wäre, Herr Ziegler Jean, dass bei Annahme dieser Kürzung das schweizerische Hochschulwesen und die Hochschulausbildung «im Eimer» wären, müssten wir in diesem Saal uns ein sehr schlechtes Zeugnis, aber ein noch viel schlechteres Zeugnis Ihren Kollegen an den Hochschulen ausstellen.

Wenn wir den Antrag der Kommissionsmehrheit zu Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe b unterstützen, dann auch vor dem Hintergrund kantonaler Abstimmungen. Beispielsweise hat das St. Galler Stimmvolk in Volksabstimmungen zur Erhöhung von Hochschulbeiträgen, zum Ausbau der Hochschule St. Gallen mehr als nur einmal nein gesagt. Dazu kommt, dass wir die Meinung vertreten, dass auch auf diesem Gebiet ein gewisses Masshalten notwendig ist.

Wenn wir masshalten sagen, dann mit Blick auf die anderen Beitragserhöhungen, welche wir in den vergangenen Jahren in diesem Rat mehr als nur grosszügig bewilligt haben. Wenn wir im weiteren die Hochschulausgaben und die Ausgaben auf kantonaler Ebene beispielsweise mit denen für die Berufsbildung vergleichen und in die Überlegungen einbeziehen, stellen wir bald einmal fest, dass auf diesem Gebiet der einzelne Student aus uns bekannten Gründen grundsätzlich nichts zu bezahlen hat – wir finden das richtig –, dass aber im Berufsschulwesen der Lehrmeister Lehrschulbeiträge zu entrichten hat.

Wenn wir hier einen Ausgleich, eine Gerechtigkeit und eine Gleichbehandlung herstellen möchten, sollten wir mindestens gleich vorgehen und auch im Berufsschulwesen die Berufsschüler zum Nulltarif ausbilden lassen. Weil wir das nicht machen können, nicht machen werden, halten wir diese Minimal Kürzung angesichts der zu sanierenden Bundesfinanzen für mehr als angebracht.

Es kommt ein Weiteres dazu: Wenn ich an die Ausbildung der Aerzte und an die Kosten der Ausbildung der Medizinalpersonen denke, glaube ich, dass wir nicht allzu weit vom Ziel entfernt lägen, wenn wir uns angesichts der Aerzteflut einmal die Frage stellen, ob jene, die sich nachher auf diesem Gebiet betätigen und an der Kostenexplosion im Krankenkassenwesen nicht unschuldig sind, nicht auch einen Beitrag an ihre Ausbildung zurückzuerstatten hätten.

Aus diesem Grunde glauben wir, dass wir nicht real zurückstufen, sondern auf ein normales Niveau zurückkommen. Wir ma-

chen das um so eher, als wir auch bei der Landwirtschaft den Tribut gefordert haben.

In diesem Sinne beantragt Ihnen die grosse Mehrheit der CVP-Fraktion, auf den Kürzungsantrag gemäss Kommissionsmehrheit einzutreten.

Suter: In der Tat ist dies wiederum ein sehr sensibler Bereich, in dem wir sparen müssen. Es führt aber kein Weg an der Opfersymmetrie vorbei. Wir haben, wie bereits gesagt wurde, diesen Tribut auch bei der Landwirtschaft gefordert. Das war sehr hart. Auch hier können wir nicht zurückbuchstabieren, sonst wären wir nicht glaub- und vertrauenswürdig gegenüber all jenen, denen wir auch Opfer abverlangten.

Immerhin ist diese Sparanstrengung in verschiedene Richtungen zu relativieren:

1. Die Universitäten betreiben Forschung und werden das auch weiterhin ungeschmälert tun können. Die Aufwendungen des Bundes im Bereich der Forschung, sowohl für die Grundlagenforschung wie für die Schwerpunktprogramme, wie die Beiträge an den Nationalfonds, werden nicht geschnitten. Die Ausgaben wachsen weiterhin, und zwar real. Man kann feststellen, dass der Forschungsplatz Schweiz gesichert ist und weiterhin attraktiv bleibt. Ich verweise auf die Botschaft, Seiten 43ff., wo Sie die Zahlen nachlesen können.

2. Herr Ziegler Jean, es ist nicht richtig, dass hier um 10 Prozent gekürzt werden soll, sondern es wird um 5 Prozent gekürzt, und zwar im Bereiche der Bundesbeiträge. Es wäre falsch, davon auszugehen, dass diese Kürzung um 5 Prozent voll auf die Universitäten überwälzt werden muss. Sie wissen, dass die Universitäten vorerst durch die Kantone getragen werden, und die Budgets der Universitäten werden durch die Kantone festgelegt. Die Kantone haben einen gewissen Spielraum, diese Kürzung abzumildern. Das Sanierungsprogramm, Herr Ziegler, bietet auch Handlungsspielraum für die Kantone.

Unter dem Strich fahren die Kantone mit den Nationalbankgewinnanteilen sogar besser. Sie können, wenn sie in ihrem Bereich die Vordringlichkeit so erkennen, die Mittel den Universitäten zuführen, die notwendig sind, um diese Kürzung in den Ausgaben abzufedern. Die Nicht-Universitätskantone profitieren ebenfalls von diesem Ausgleich der Finanzströme. Auch ihnen ist zuzumuten, dass sie vermehrt Anstrengungen unternehmen, um die Universitäten zu unterstützen.

3. Was für die anderen Bereiche gilt, wo wir Kürzungen angeordnet haben, gilt auch für die Universitäten. Auch bei ihnen besteht ein Sparpotential. Auch dort können Anstrengungen zusammengelegt werden; nicht jede Uni muss alles tun, mittelfristig besteht ein erhebliches Koordinationspotential. Auch dort kann man auf die Pflege von Spezialitäten verzichten, gerade im medizinischen Bereich und andern Forschungszweigen. Auch dort kann man zusammenarbeiten – interuniversitär. Und auch dort kann man versuchen, einen Kostenbeitrag zu leisten, damit wir die Finanzen als Ganzes in den Griff bekommen.

Unsere Fraktion ist daher – faute de mieux und der Not gehorchend – der Meinung, dass wir dem Bundesrat und der Mehrheit der Finanzkommission folgen müssen.

Fischer-Hägglingen: Ich möchte Sie ebenfalls bitten, den Anträgen der Mehrheit der Finanzkommission zuzustimmen. Wenn von Kürzungen die Rede ist, müssen wir uns immer bewusst sein, dass es an und für sich nur darum geht, das Wachstum etwas zu verringern.

Auf Seite 40 der Botschaft ist unter der Rubrik «Bildung und Grundlagenforschung» ersichtlich, dass die Hochschulen im Voranschlag 1991 auf einem Betrag von 1,56 Milliarden Franken gewesen sind, und im Jahre 1995 sind es 1,938 Milliarden Franken. Das entspricht einem durchschnittlichen Wachstum von 5,6 Prozent in der Periode 1991–1995. Das ist bedeutend mehr als das Wirtschaftswachstum, das wir in den nächsten Jahren erwarten können. Bei der Grundlagenforschung ist für die genannte Periode ein Wachstum von durchschnittlich 8,7 Prozent angegeben.

Wir sind auch der Auffassung, dass von diesem Bereich her ein Beitrag zur Sanierung der Bundeskasse geleistet werden

muss, dass Sparmöglichkeiten in Hochschulen vorhanden sind. Es ist dringend notwendig, dass in der Schweiz, wo wir doch recht viele Hochschulen haben, die zum Teil sämtliche Fakultäten und Spezialabteilungen abdecken, eine vermehrte Zusammenarbeit erfolgt. Man muss nicht an jeder Universität jedes Studium machen können, sondern man sollte sich bei den einzelnen Hochschulen auf ganz bestimmte Fakultäten konzentrieren. Hier würde, glaube ich, noch einiges drin liegen – und erst mit dem gewissen finanziellen Druck wird man in diese Richtung gehen.

Ich bitte Sie also, hier keine Ausnahme zu machen und ebenfalls den Anträgen der Mehrheit der Finanzkommission und damit dem Bundesrat zuzustimmen.

M. Narbel: Le groupe libéral a approuvé avec quelques hésitations la mesure de réduction linéaire des subventions en matière d'aide aux universités. Pourquoi ces hésitations?

Le groupe libéral reconnaît le rôle essentiel en matière de formation et de recherche assumé par nos universités. La compétitivité de demain de notre pays dépend très largement d'une bonne formation que nous devons assurer aujourd'hui. Nous avons pensé que diminuer les moyens à l'université, c'était écorner la compétitivité de demain. Cependant, nous avons considéré la situation catastrophique des finances fédérales, constaté les sacrifices et les économies que nous demandions à d'autres secteurs et, dans cette pesée d'intérêts, nous avons estimé, pour la grande majorité d'entre nous, que nous devons accepter les mesures d'économies proposées, partant de l'idée que le Conseil fédéral pourrait examiner quelques allègements dans des secteurs douloureusement frappés par des mesures que nous avons déjà qualifiées de brutales et d'injustes parfois.

Nous attendons du Conseil fédéral que, par rapport au rôle prioritaire de la formation, il examine, au cas où les finances fédérales reviendraient rapidement à bonne fortune, l'allègement le plus rapide de ces mesures.

Frau Robert: Die Bildung ist verbal schon immer das Hätschelkind aller Politikerinnen und Politiker gewesen – als «der einzige Rohstoff, den die Schweiz hat», oder: «das Fundament, auf dem jede gedeihliche Entwicklung der Gesellschaft beruht» usw. Die Bildung war aber auch schon immer das erste Opfer, wenn es ums Sparen ging.

Mit einer Kürzung der Grundbeiträge des Bundes an die Hochschulen – darum geht es jetzt und nicht um Koordination usw., wo natürlich noch sehr viel zu tun ist – schlachten wir nun wirklich das Huhn, das die goldenen Eier legt. Bei den Kantonen ist die Zitrone ausgepresst. Die Hochschulkantone können die Ausfälle nicht kompensieren. Es gibt auch keine Kompensationsmöglichkeiten via Nichthochschulkantone, die wenn möglich noch mehr an die Hochschulkantone zahlen sollten; das geht nicht.

Es ist auch nicht so, dass der Bund bis jetzt für die Hochschulkantone ein guter Partner gewesen wäre. Es ist seit vielen Jahren ein erklärtes gemeinsames Ziel, dass der Bund 25 Prozent Grundbeiträge an die kantonalen Hochschulen zahlen sollte. Er hat es aber sogar in den fettesten Jahren nie auf über 16 Prozent gebracht. Und jetzt soll bei diesen 16 Prozent gekürzt werden; das ist die Realität.

Bund und Kantone sind gemeinsam verantwortlich für die Förderung der Hochschulen. Der Bund ist aber ein unverlässlicher Partner für die Kantone. Das hat zur Folge, dass eine langfristige Hochschulplanung seit Jahren ein Ding der Unmöglichkeit ist und es immer mehr wird. Es wird nicht einmal, wie hier gesagt wurde, eine Stop-and-go-Politik betrieben, sondern eine Stop-and-not-go-Politik. Das ist ja das Schlimme!

Das wirkt auf die Hochschulen ausserordentlich demotivierend. Und es wirkt, was noch viel schlimmer ist, als «Innovationskiller»: keine neuen Mittel, keine neuen Aufgaben!

Sie provozieren mit dieser Art Sparübung nicht eine Umlagerung auf neue, nötige Gebiete, sondern Sie «killen» die Innovation. Die Universitäten können ihre Rolle als Vordenkerinnen, als Frühwarnsysteme für die ganze Gesellschaft nicht mehr wahrnehmen, weil man in einer solchen Situation nichts

Neues schafft, sondern alle sich an den Besitzstand klammern.

Diese Sparübung wird auch nicht auf dem Buckel der Professoren ausgetragen – diese sind lebenslänglich angestellt –, sondern auf dem Buckel von allen anderen: der Studenten, des Mittelbaus, des akademischen Nachwuchses. Diesen Nachwuchs müssen wir heute zu zwei Dritteln aus dem Ausland «importieren»: Unsere hochqualifizierten Leute an den Hochschulen kommen zu zwei Dritteln aus dem Ausland, weil wir nicht mehr imstande sind, genügend Plätze für den Mittelbau, für Assistenten und Assistentinnen, zu schaffen und unseren eigenen Nachwuchs zu fördern. Das ist die Realität! Und wo wird jetzt abgebaut? Nicht etwa bei der Medizin, wo es – wie gesagt wurde – Sparmöglichkeiten gäbe.

Nur ein Beispiel für den Abbau: An der Universität Bern wird die Ozonforschung eingestellt! Gestern hörten wir am Radio, das Ozonloch sei einmal mehr gewachsen, es werde immer grösser. Ich sage Ihnen eines: Das Ozonloch ist eine grössere Bedrohung für uns als das Loch in der Bundeskasse. Aber in diesem Bereich wird abgebaut, weil dies keiner der etablierten Bereiche ist!

Abgebaut wird bei der Weiterbildung, im Nachdiplombereich, wo in den letzten Jahren mit viel Müh und Not einiges angelaufen ist. Das wird jetzt wieder abgebaut, dort, wo dringender Nachholbedarf, wo dringende neue Probleme bestehen! Abgebaut wird bei der Frauenforschung und bei der Frauenförderung, Bereiche, die jetzt langsam daran sind, den Rückstand aufzuholen: das ist die Wahrheit.

Wir sind im Bereich der öffentlichen Forschungsförderung am Schwanz sämtlicher Industrienationen. Wir waren es bis jetzt zusammen mit Japan. Aber Japan verdoppelt in den nächsten Jahren die Anstrengungen der öffentlichen Hand im Forschungsbereich. Wir sind von der privatwirtschaftlichen Forschung stark abhängig, und diese reduziert heute auch. Das ist die Realität.

Darum: Sparen Sie hier nicht! Wir verlieren damit längerfristig unendlich viel: Wir zerstören unsere eigene Grundlage für eine gute weitere Entwicklung. Das lohnt sich nicht.

Bonny, Berichterstatter: Wir kommen jetzt beim Bundesbeschluss C zur Substanz der Sparvorlage. Bis jetzt, bei den Vorlagen A und B, haben wir über wichtige Positionen gesprochen, aber die Substanz der Sparvorschläge liegt eindeutig bei der linearen Kürzung, wobei wir uns in der Kommission absolut bewusst waren, dass eine Massnahme wie eine lineare Kürzung stets eine sehr grobschlächtige Massnahme ist. Sie ist auch das Zeichen, dass wir alle – ich möchte da das Parlament miteinbeziehen – offenbar nicht in der Lage sind, Prioritäten zu setzen. Aber es ist eine Ultima ratio in einem Moment, wo wir genau wissen: Wenn wir jetzt nicht den Mut haben, eben durch dieses Instrument der linearen Kürzung Zeichen zu setzen, dann werden wir in eine Verschuldungswirtschaft abgleiten: eine Verschuldungswirtschaft, die letzten Endes zur Folge hat, dass die Zinsen hinaufgehen und schliesslich der Schweizerfranken seine starke Position verliert und dass wir alle – vor allem auch die kleinen Leute – darunter zu leiden hätten.

Zum Generellen möchte ich sagen, dass wir dem Bundesrat, in Erwägung aller Umstände, nicht eine allzu lange konkrete Ausnahmeliste aufbürden sollten. Das Ziel ist in Artikel 3 klar umrissen. Dort gibt es Ausnahmemöglichkeiten; es wird auch auf ausgesprochene Härtefälle hingewiesen. Je mehr wir jetzt die Ausnahmen ausbauen, desto kleiner wird dann der Spielraum des Bundesrates im Bereich dieser Ausnahmen, weil nämlich als Sparziel der Gesamtbetrag – vorausgesetzt, Sie stimmen dem zu – klar gesetzt ist: 630 Millionen Franken im Jahre 1993, 690 Millionen Franken im Jahre 1994 und 790 Millionen Franken im Jahre 1995.

Ich bitte Sie also, bei den kommenden Anträgen – ich werde das nicht immer wiederholen – diesen Zusammenhang zu beachten.

Beim Minderheitsantrag I (Comby), vertreten durch Herrn Cotti, geht es um eine sehr wichtige Frage: die Reduktion der Grundbeiträge um 5 Prozent. Es wurde richtig korrigiert, dass es hier nicht um eine Reduktion von 10 Prozent geht, sondern

dass der Bundesrat im Sinne einer verbindlichen Absichtserklärung in der Botschaft bereits signalisiert hat, dass er auf diese 5 Prozent hinuntergehen will und nicht auf 0 Prozent. Diese 5 Prozent machen 21 Millionen Franken aus.

Bei den Hochschulen – darüber haben wir uns in der Kommission intensiv unterhalten, nicht nur beim Sanierungspaket, sondern auch schon beim Budget – müssen wir uns einfach bewusst werden, dass wir bezüglich Strukturen an eine Limite kommen.

Ich glaube, das an sich schöne traditionelle System mit den beiden Eidgenössischen Technischen Hochschulen in Zürich und Lausanne und den verschiedenen kantonalen Universitäten wird langsam, aber sicher durch die finanzielle Ueberbeanspruchung der Kantone überholt.

Heute dürfen wir aber nicht den falschen Schluss daraus ziehen, dass wir für alles grünes Licht geben. Sonst helfen wir nämlich mit, dass diese überholten und sanierungsbedürftigen Strukturen zementiert werden.

Wir waren uns in der Finanzkommission im klaren darüber, dass es vermehrt Schwerpunkte braucht. Wir wollen nicht die kantonalen Universitäten aufheben; aber eine Koordination, beispielsweise zwischen den drei Universitäten Bern, Fribourg und Neuchâtel, die kaum eine Autostunde auseinanderliegen, ist dringend erforderlich. Hier lässt sich punkto Rationalisierung auch etwas herausholen. Als gutes Beispiel möchte ich die Fusion erwähnen, die mit Bezug auf die Abteilungen für Architektur zwischen Genf und Lausanne stattgefunden hat.

Ich möchte noch darauf hinweisen, dass es nicht etwa so ist, dass die Beiträge des Bundes an das Hochschulwesen zurückgegangen sind: Im Voranschlag 1991 hatten wir 1,5 Milliarden Franken, im Jahre 1992 sind 1,641 Milliarden Franken vorgesehen; nach Finanzplan steigert sich das bis 1995 auf beinahe 1,95 Milliarden Franken.

Die Kommissionsmehrheit hat dieser Vorlage mit einem sehr deutlichen Mehr von 18 zu 3 Stimmen in der Version des Bundesrates zugestimmt und den Antrag der Minderheit I (Comby) abgelehnt. Ich empfehle Ihnen: Folgen Sie der Kommissionsmehrheit.

An Herrn Ziegler Jean habe ich noch eine persönliche, indiscrete Frage. Sie haben Ihre bürgerlichen Kollegen angegriffen, die sich die Reisen durch Privatsponsoren zahlen lassen. Sie sind ja auch viel unterwegs, Herr Ziegler. Ich würde mich – die Antwort können Sie mir auch ausserhalb dieses Saales geben – dafür interessieren, wie Sie Ihre Reisen finanzieren.

M. Borel François, rapporteur: Pour l'ensemble de ces propositions, la majorité de votre commission vous demande d'en rester aux suggestions du Conseil fédéral et de ne pas en ajouter dans la liste des exceptions.

Je vous rappelle que le Conseil fédéral propose d'exclure de la réduction linéaire de 10 pour cent les subventions aux caisses-maladie, les paiements directs à l'agriculture, les dépenses pour les routes et les versements au Fonds national, ainsi que différents postes du compte laitier. De plus, un certain nombre de postes ne seront réduits que de 5 pour cent, en particulier celui dont nous parlons maintenant: l'aide aux universités. Par conséquent, Monsieur Ziegler Jean, il ne s'agit pas d'une réduction de 10 pour cent, mais bien de 5 pour cent, et non du budget des universités, mais de l'aide fédérale aux universités, ce qui en réalité représente pour ces dernières une diminution de 0,8 pour cent. Comme les temps sont devenus un peu plus difficiles qu'il y a quelques années, votre commission vous suggère d'accepter la proposition du Conseil fédéral et d'admettre que les universités peuvent imaginer de réduire de 0,8 pour cent leur budget.

Quant aux inquiétudes exprimées par Mme Bäumlins Ursula, je dirai que les universités sont cantonales et que les répercussions des mesures de réduction de subventions sont évidemment réglées de manière autonome par les cantons. Même si nous ne réduisons pas, nous n'aurions pas pour autant la garantie que ces universités soient mieux gérées. C'est une décision de principe de décentralisation. Nous savons que nous n'avons pas plus d'influence quant à l'utilisation positive de l'argent, même si nous en donnons davantage aux universités.

J'en viens maintenant au développement de M. Cotti. Nous parlons ici d'une économie de 21 millions. Or, M. Cotti a été très clair. Il ne défend pas les cantons universitaires. Il a peur que ces 21 millions doivent être payés par les cantons non universitaires et il indique que, pour l'instant, ceux-ci acquittent une somme d'environ 8000 francs par étudiant. J'estime que les cantons non universitaires s'en tirent bien, car cette somme représente à peine plus que le prix coûtant d'un élève dans une école maternelle. M. Cotti a rappelé que les cantons non universitaires financent pour 5 pour cent l'effort de formation à l'échelon universitaire. Si la conséquence de cette décision était de pousser à un peu plus de solidarité les cantons non universitaires, ce serait un effet positif de plus. Je vous invite, au nom de la majorité de la commission, à refuser la proposition de la minorité I (Comby).

Bundesrat Stich: Zuerst grundsätzlich zu den linearen Kürzungen von 10 Prozent: Es ist nie der Weisheit letzter Schluss, wenn man linear kürzt; das wissen wir. Es wäre viel besser, wenn man gezielt kürzen würde, beispielsweise beim Investitionshilfegesetz oder bei ähnlichen Gesetzen. Aber am Schluss muss man doch darauf achten, dass alle von den Kürzungen betroffen werden. Dann ist eine solche Massnahme zweifellos richtig.

Wenn man linear kürzen will, gilt es drei Grundsätze zu beachten. Das Parlament sollte:

1. den maximalen Kürzungssatz festlegen; das sind hier die 10 Prozent;

2. den Umfang festlegen; das sind die Ausgabengruppen;

3. das Kürzungsziel betragsmässig festlegen, damit man eine gewisse Grundlage hat. Damit der Bundesrat nicht zuviel Spielraum hat, sollten Sie ihm das Ziel vorgeben.

Diese drei Punkte sind hier festgelegt. Alles, was Sie darüber hinaus vorschreiben, ist von Uebel. Denn dann werden Sie leicht ungerecht. Wenn Sie beispielsweise sehen, dass man in einer bestimmten Region etwas für die Sprachförderung tun will, in einer anderen aber nicht, so ist das nicht sehr sinnvoll. Deshalb sollten Sie das dem Bundesrat überlassen.

Beim ganzen Artikel 1 sollten Sie dem Bundesrat und der Kommissionsmehrheit zustimmen und alle übrigen Anträge ablehnen.

Ganz konkret zu den Grundbeiträgen an die Hochschulen: Der Bundesbeitrag macht im Durchschnitt aller Hochschulen 15 Prozent aus. Wenn Sie davon eine lineare Kürzung – wie wir sie vorgesehen haben – von 15 Prozent annehmen, gibt das für das Hochschulbudget eines Kantons im Durchschnitt Einsparungen von 0,8 Prozent. Es soll mir bitte niemand sagen, 0,8 Prozent könne man nicht bei jeder Universität einsparen; das glaube ich nicht.

Daneben muss man vielleicht die Hochschulkantone und die Universitäten dazu bringen, dass sie selber auch überlegen, wie sie effizienter werden und möglicherweise besser zusammenarbeiten könnten. Aber mit Einsparungen von 0,8 Prozent geht die Zukunft der Schweiz nicht verloren. Darüber muss man sich im klaren sein.

Wahrscheinlich sind jene Leute, die von den Ausmerzaktionen betroffen sind, wirtschaftlich stärker betroffen als sämtliche Professoren, Assistenten und Studenten an den schweizerischen Hochschulen. Deshalb kann man diese Kürzung ruhig vornehmen, ohne dass etwas passiert.

Wir bitten Sie also, dem Bundesrat zuzustimmen und für die Hochschulen keine Ausnahme zu machen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	92 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I	63 Stimmen

Bst. c – Let. c

On. **Cotti**, relatore della minoranza II: Dopo avere consultato la «Lia Rumantscha» vi informo che ritiro la proposta di minoranza, sperando che il Consiglio federale abbia a portare quell'aiuto che ha promesso al Grigione sulla base della clausola ai rigore.

Präsident: Herr Cotti hat den Antrag der Minderheit II (Comby) zurückgezogen.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

Bst. d, Art. 3 Abs. 4 – Let. d, art. 3 al. 4

Marti Werner, Sprecher der Minderheit III: Im Sinne der Straffung der Debatte spreche ich sowohl für die Minderheit Leuenberger Ernst als auch im Namen der einstimmigen SP-Fraktion.

Wie Sie aus der Botschaft, Seite 22, und nicht etwa aus dem Entwurf entnehmen können, beabsichtigt der Bundesrat auch, seine Beiträge an die AHV um 5 Prozent zu kürzen. Diese 5prozentige Kürzung würde bei einem Beitrag im Ausmass von 6 Milliarden Franken etwa 300 Millionen Franken umfassen.

Bis jetzt habe ich zähneknirschend und mit schmerzverzerrtem Gesicht allen Anträgen zugestimmt, die gegen das Sparen gingen. Nein, ich ziehe den Minderheitsantrag nicht zurück, Herr Bundesrat, denn dies geht zu weit! Man kann zwar überall sparen, aber in diesem Punkt hat das Sparen keinen Sinn. Die Kürzung der Beiträge an die AHV kann zwei Auswirkungen haben:

1. Sie kann die Auswirkung haben – das ist der Fall, wenn wir dem Antrag von Herrn Allenspach zustimmen –, dass gar nicht gespart wird. Wenn nämlich die Beiträge an die AHV später nachgezahlt werden sollen, dann ist das kein Sparen, sondern dann ist das ein Sparen auf Kredit, ein Sparen auf Pump. Ich ersuche Herrn Allenspach, in diesem Sinne seinen Antrag zugunsten dieses Minderheitsantrages zurückzuziehen und auf die Sparübung ganz zu verzichten. Sonst machen wir lediglich einen buchhalterischen Trick: Schliesslich gibt es gar keine Entlastung, und es darf hier auch keine Entlastung geben, weil das Sparen in diesem Punkte keinen Sinn hat.

2. Wenn wir dem Antrag der Kommissionsmehrheit bzw. dem Bundesrat zustimmen, werden der AHV innerhalb dreier Jahre 900 Millionen bis 1 Milliarde Franken entzogen. Diese Beiträge werden der AHV fehlen; sie werden für die Finanzierung der Renten fehlen, auch wenn sich dieser Fehlbetrag heute und morgen noch nicht direkt in den Renten niederschlägt. Dieser Fehlbetrag wird aber mittelbar Auswirkungen auf die AHV-Renten haben; dies in einer Zeit, in welcher die AHV ihrem verfassungsmässigen Auftrag, nämlich demjenigen der Existenzsicherung, schon nicht mehr nachkommen kann; dies in einer Zeit, in der die demographischen Perspektiven auf eine Ueberalterung unserer Bevölkerung hinweisen und auf Mehrkosten für die AHV; dies in einer Zeit, in welcher die AHV-Ergänzungsleistungen der Kantone sprunghaft angestiegen sind.

Die Ausgaben für die AHV-Ergänzungsleistungen sind nicht etwa angestiegen, weil man nicht sparen kann, sondern sie sind angestiegen, weil mehr Leute als bisher am Rande des Existenzminimums oder unter dem Existenzminimum leben, weil die Wohnungskosten angestiegen sind, weil die Gesundheitskosten massiv angestiegen sind.

Wenn wir die Beiträge für die AHV kürzen, hat dies zur Folge, dass zeitverschoben die Ergänzungsleistungen zur AHV noch weiter ansteigen werden, weil derjenige Beitrag, welcher von der AHV abgedeckt werden wird, noch kleiner wird; damit machen wir indirekt wiederum eine Kostenverlagerung auf die Kantone.

Eine Kürzung der AHV ist deshalb heute undiskutabel. Die AHV ist einer der Grundpfeiler unseres Sozialstaates, vielleicht vergleichbar mit der Eigentumsgarantie für viele von Ihnen im Rahmen der Eigentumsordnung. Wenn Sie das übersetzen, heisst das, dass Sparen in diesem Punkt nicht in Frage kommt. Wir dürfen an diesem Pfeiler unseres Sozialstaates nicht rütteln; er ist bereits schwach genug.

Ich ersuche Sie deshalb, dem Minderheitsantrag III (Leuenberger Ernst) zuzustimmen.

Allenspach: In den letzten zwölf Monaten haben Bundesrat und Parlament der AHV neue und zusätzliche Aufgaben übertragen, die Hunderte von Millionen Franken kosten.

1. Ich erinnere an die erleichterte Anpassung der AHV-Renten an die Lohn- und Preisentwicklung, beantragt von Bundesrat Cotti. Je nach Verlauf der relevanten Indizes kostet dieser Beschluss die AHV im langfristigen Durchschnitt jährlich zwischen 50 Millionen und 150 Millionen Franken.

2. Ich erinnere an den vorgezogenen Bundesbeschluss über die sozialpolitisch dringend notwendige Verbesserung der AHV-Renten im Rahmen der 10. AHV-Revision, den wir vor sechs Monaten in diesem Rat verabschiedet haben und der auf den 1. Januar des nächsten Jahres Auswirkungen haben wird. Dieser vorgezogene Bundesbeschluss wird der AHV ab nächstem Jahr einige hundert Millionen Franken Mehraufwendungen verursachen.

3. Ich erinnere an die vor wenigen Tagen verabschiedeten Eurolex-Vorlagen im Bereich der AHV/IV und der Ergänzungsleistungen, die der AHV/IV erneut Mehraufwendungen von 50 Millionen bis 100 Millionen Franken bescheren wird. Ich hatte als Kommissionspräsident alle drei genannten Eurolex-Vorlagen vor diesem Rat zu vertreten. Ich vertrat sie, überzeugt von der sozialen Notwendigkeit. Aber gerade deshalb fühle ich eine erhöhte Verantwortung für das Gedeihen der Sozialwerke, und ich stelle die Frage: Können wir es verantworten, der AHV und der IV neue Aufgaben zu überbinden und gleichzeitig die Bundesbeiträge an diese Sozialwerke zu kürzen? Darf der Sozialminister im Namen des Bundesrates höhere Sozialleistungen beantragen und sich der Finanzminister daraufhin unter dem Titel «Einsparungen» weigern, die ausgestellten Wechsel zu bezahlen?

Wenn wir anderswo Beitragskürzungen beschliessen, kann der Beitragsempfänger seinerseits Einsparungen vornehmen. Er kann Dienstleistungen weglassen lassen, Personalbestände reduzieren, Einschränkungen vornehmen. Die AHV und die IV können, wenn der Bund seine Beiträge reduziert, keine Einsparungen vornehmen. Sie können die Zahl der Rentner nicht senken, sie können die Renten nicht reduzieren, sie können die Renten auch nicht einfrieren. Sie verfügen auf der Ausgabe Seite über keinen Gestaltungsspielraum, denn ihre Ausgaben sind gesetzlich gebunden und vorgeschrieben.

Die Reduktion der Bundesbeiträge an die AHV/IV führt in diesen Sozialwerken zu Defiziten, denn AHV und IV haben keine freien Reserven. Die IV dürfte schon 1992 wieder mit Defiziten abschliessen. Können wir es unter solchen Umständen verantworten, einer defizitären IV die Bundesbeiträge zu kürzen? Auch der AHV stehen Finanzierungsprobleme bevor. Sie kennen alle die Kosten infolge der demographischen Entwicklung. Der AHV-Fonds wird noch in diesem Jahrzehnt aufgebraucht sein.

Wir haben der AHV und der IV zusätzliche Lasten auferlegt. Im Februar dieses Jahres wurde bei den vorgezogenen Bundesbeschlüssen über die Erhöhung der Renten auf Antrag des Bundesrates vom Parlament beschlossen, den Beitrag des Bundes an die Finanzierung der AHV von 17 Prozent auf 17,5 Prozent zu erhöhen. Damit sollte zum Ausdruck gebracht werden, dass sich der Bund bei der Erfüllung dieser sozialen Aufgabe mitengagiert.

Wir haben die Rentenerhöhung beschlossen im Wissen, dass ein Teil der erhöhten Renten durch erhöhte Bundesbeiträge finanziert wird. Aber noch bevor die im Frühjahr beschlossene Erhöhung der Bundesbeiträge in Kraft tritt, soll sie schon wieder rückgängig gemacht werden, und weitere Kürzungen sollen in Aussicht genommen werden.

Ich weiss, es wäre eine Unterstellung anzunehmen, man habe im Frühjahr der Erhöhung der Bundesbeiträge zugestimmt, um die Rentenerhöhungen reibungsloser über die Bühne zu bringen, im Bewusstsein und mit dem Willen, dann über Sanierungsbeschlüsse diese Erhöhungen wieder rückgängig zu machen. Aber weil wir höhere Ausgaben für die AHV und die IV beschlossen haben, dürfen wir uns nicht um die Bezahlung drücken.

Ich habe auf der anderen Seite Verständnis für die defizitäre Bundesfinanzlage. Ich weiss, wie sehr man sich bemüht, die Finanzdefizite zu verringern, und ich unterstütze diese Bemühungen. Ich möchte den Bund aber trotzdem nicht aus seiner Verpflichtung gegenüber der AHV/IV entlassen.

Wenn die Bundeskasse derzeit und vorübergehend ihren ge-

setzlichen Verpflichtungen gegenüber AHV/IV nicht nachkommen kann, dann kann man diese Verpflichtungen stunden, aber nicht erlassen. Sobald der Bund seine Finanzen wieder stabilisiert hat, soll der Bund neben den gesetzlich gebundenen Ausgaben der AHV auch die gestundeten Beiträge wieder zurückerstatten. Das wäre eine mittlere Linie. Die Bundeskasse würde vorübergehend entlastet. Der Bund würde den Sozialwerken gegenüber nicht wortbrüchig. Die AHV/IV-Rentner würden nicht benachteiligt.

Das ist der Sinn und Zweck meines Eventualantrages (Art. 3 Abs. 4 neu). Ich bitte um Zustimmung.

Präsident: Die grüne Fraktion teilt mit, dass sie geschlossen der Minderheit III (Leuenberger Ernst) zustimmt. Die SVP-Fraktion lässt mitteilen, dass sie der Mehrheit zustimmt.

Oehler: Unsere Fraktion lehnt es ab, als Mittäter beim Sozialabbau qualifiziert zu werden, wenn wir dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmen. Und zwar lehnen wir es deshalb ab, weil wir am 21. Juni des vergangenen Jahres ihm Rahmen der 10. AHV-Revision für die Zeit bis 1995 ein Finanzierungspaket von mehr als 700 Millionen Franken bewilligt haben. Diese 700 Millionen Franken, Herr Marti Werner, sind in diesem Zusammenhang zu berücksichtigen. Jener Antrag wurde in diesem Rat nicht zuletzt auch von uns eingebracht.

Wir lehnen es ab, vor den AHV- und IV-Rentenbezüglern mitangeklagt und als Mitverursacher bei der Verunsicherung über die Zahlungsfähigkeit der Sozialwerke abqualifiziert zu werden. Das aus dem einfachen Grund, weil wir aufgrund der finanziellen Lage der AHV für die nächsten Jahre keinen Grund sehen, in Schwarzmalerei und vor allem in Angstmacherei zu machen. Dazu kommt, dass unseres Erachtens und gemäss unseren Berechnungen die Spezialfonds in unserem Land genügend Mittel zur Verfügung haben, um die nächsten Jahre zu überbrücken.

Im weiteren glauben wir, dass die Mittellösung, die nun von Herrn Allenspach aufgezeigt worden ist, eine Möglichkeit ist, um die Sozialwerke auch in Zukunft abzusichern, falls das notwendig ist.

Ein letzter Punkt: Wir glauben – ich sage das zuhänden des Verwaltungsapparats der AHV, namentlich auch der Zentralkasse in Genf –, dass es unnötig ist, administrative Ausbauten, also die Aufstockung des Personals, in der Grössenordnung von 140 bis 200 Personen zu bewilligen.

Aus diesem Grunde wird die CVP-Fraktion der Mehrheit zustimmen; wir sympathisieren mit dem Eventualantrag von Herrn Allenspach, um damit auch eine Möglichkeit zu schaffen, nach dem Jahre 1995 für den Ausgleich zu sorgen. Wir lehnen es ab – ich sage das nochmals, Herr Marti Werner –, hier als Sozialabbauer abqualifiziert zu werden.

M. Narbel: Le groupe libéral soutient la proposition de la majorité de la commission. Nous avons souhaité nous exprimer avant tout sur la proposition Allenspach, car elle nous étonne. Nous sommes conscients des difficultés que la réduction peut causer à l'AVS, mais il nous semble que l'on fait des promesses qui toucheront le Parlement de la prochaine législature, en prenant des engagements par rapport aux années 1996 à 2000. Si d'aventure – ce que nous ne souhaitons pas – la situation économique se péjorait encore et que celle de la Confédération soit encore plus difficile, nous mettrions une responsabilité et une charge sur le dos de collègues ou de nous-mêmes lors de la prochaine législature.

Cette proposition nous rappelle furieusement un vieil aphorisme: «Les belles promesses rendent les fous joyeux», aussi nous vous invitons à la repousser.

Suter: Wir sind mit Herrn Oehler der Meinung, dass es falsch und auch etwas unverantwortlich ist, hier den Teufel an die Wand zu malen und so zu tun, als wären die Sozialwerke durch die vorgeschlagene Kürzung gefährdet. Ich traue dem Bundesrat im übrigen nicht zu, dass er hier unverantwortliche Schritte vorschlagen würde, die nicht verkraftbar wären.

Nun die Zahlen: Selbst bei Berücksichtigung der fünfprozentigen Kürzung der Bundesbeiträge an AHV und IV werden die Beiträge an die AHV weiterhin jährlich um 6,8 Prozent und diejenigen an die IV um 6,4 Prozent anwachsen.

Wir sind aber auch der Meinung, dass eine Bevorzugung der Sozialwerke sachlich nicht gerechtfertigt ist, wenn wir den Blick auf das Ganze richten und sehen, wie wir in allen Bereichen Kürzungen des Ausgabenwachstums in Kauf nehmen müssen. Der Kürzungssatz beträgt nur 5 Prozent. Zudem sind die Kürzungen zeitlich auf drei Jahre begrenzt.

Wie wollen wir die entstehenden Einnahmeherausfälle decken? Wir sind der Meinung, dass ein Teil der Einnahmeherausfälle über den Ausgleichsfonds der AHV/IV aufgefangen werden kann, der per Ende 1991 einen Stand von immerhin 23,7 Milliarden Franken aufweist. Ein anderer Teil dieser Einnahmeherausfälle wird durch echte Sparanstrengungen im Bereiche der Sozialwerke aufzufangen sein, mit möglichen Prioritätensetzungen bei den Leistungen. Wir haben im Eurolex-Bereich beispielsweise die Ausgaben für die freiwillige Versicherung reduziert – das nur im Sinne eines Ausblickes auf die Zukunft. Zusammenfassend sind wir der Meinung, dass diese Kürzungen verkraftbar und überschaubar sind.

Herr Allenspach, woher wollen Sie die Milliarde nehmen, die das kosten wird, wenn Sie diesen Rückzahlungsmechanismus heute festschreiben wollen? Sie können die Milliarde heute nirgends stehlen. Sie ist nicht vorhanden. Wir wissen alle, dass die Bundesfinanzen auch mit der Verabschiedung dieses Sanierungsprogramms nicht saniert sind. Anschlussprogramme liegen auf. Es wird weiter gespart werden müssen, und die Mittel, um diese «Rückzahlung» vorzunehmen, stehen nicht zur Verfügung.

Es wäre falsch und eine Art Augenwischerei, wenn wir jetzt beschliessen würden, es sei für die Zeit von 1995 bis ins Jahr 2000 eine solche «Rückzahlung» vorzunehmen. Wir müssen ehrlich sein und sagen: Ueber dieses Problem ist zu befinden, wenn es soweit ist, also im Jahr 1995, dann werden wir sehen, wie sich die Bundesfinanzen entwickelt haben, und wissen, zu welchen Erfolgen unsere Sparanstrengungen geführt haben.

Ich bitte Sie, dem Bundesrat und der Mehrheit der Finanzkommission zuzustimmen und die anderen Anträge abzulehnen.

On. **Maspoli:** A nome della frazione dei Democratici svizzeri/Lega dei Ticinesi devo dire anzitutto che noi ammiriamo il coraggio di questo Consiglio federale. Da una misura impopolare all'altra alziamo il prezzo della benzina, tagliamo i crediti per il soccorso del latte e adesso addirittura ce la prendiamo coi vecchietti. Penso che veramente ci voglia un grande coraggio per proporre delle misure del genere. D'altro canto però non possiamo essere d'accordo perché noi non siamo così coraggiosi. E dunque io dico: è praticamente impossibile pensare che uno Stato di diritto, uno Stato civile, come è il nostro, possa permettersi ma anche solo di proporre di tagliare 1 miliardo di franchi all'AVS e all'Al.

Io credo che, se fuori da questo palazzo le cittadine e i cittadini sapessero cosa si sta discutendo all'interno di queste mura sacre, sono convinto che sarebbero in tanti che ci verrebbero a prendere per portarci fuori da qui e per portarci a spasso, perché è impossibile – e lo ripeto – pensare di poter far passare una misura di questo tipo.

E' vero: le casse dello Stato sono vuote, ma non dovranno essere certo gli anelli più deboli della nostra società a farne le spese, le persone che già oggi fanno fatica ad arrivare alla fine del mese. Io non vorrei ricordare ancora una volta la storia della signora che ogni settimana è contenta perché può permettersi di mangiare una banana; e questo, signora Misteli, non accade nel Burundi, ma qui da noi, in Svizzera, e cosa costa una banana, lo sappiamo tutti. Dunque, risparmiare sulle pensioni della vecchiaia e dei superstiti è veramente – mi scusi, on. Consigliere federale – una misura iniqua. Piuttosto guardi, preferisco sapere che il mio Paese ha un po' di debiti, ma che comunque ha rispetto per i suoi vecchi.

Bonny, Berichterstatter: Wir haben durch den Minderheitsantrag III (Leuenberger Ernst) – vertreten durch Kollege Marti

Werner – eine heikle Frage zu entscheiden. Die Kommissionsmehrheit hat sich (mit 14 zu 8 Stimmen) für die Fassung des Bundesrates und des Ständerates entschieden.

Ich glaube, die Schwierigkeit besteht darin, dass keiner genau weiss, welches die Entwicklung im Bereich des AHV-Fonds sein wird. In meinen Augen, Herr Marti oder auch Herr Maspoli, geht es nicht primär um eine Frage der Renten, sondern um eine Frage der AHV-Tresorerie. Das ist der Ausgangspunkt.

Wir wissen, dass wir zurzeit, Stand Ende 1991, über einen Ausgleichsfonds für AHV und IV von 23,7 Milliarden Franken verfügen. Ich bin natürlich nicht in der Lage, zu sagen, dass das absolut genügend ist. Aber ich vertraue den Fachleuten, die diesen Sparvorschlag sicher «en connaissance de cause» gemacht haben. Und die Schwierigkeit einer Vorhersage für die Zeit nach 1995 ist noch grösser – Herr Allenspach schien allerdings von seinen Voraussagen zur Situation zwischen 1996 und 2000 sehr überzeugt zu sein –; ich habe Hemmungen, jetzt bereits Engagements einzugehen, ohne zu wissen, wie sich die Situation in vier Jahren präsentieren wird. Danach wissen wir dann besser, wie wir weiter operieren müssen.

Tatsache ist, dass wir sowohl bei der AHV als auch bei der IV – auch unter Berücksichtigung der 5 Prozent Kürzung der Bundesleistungen – doch noch eine wesentliche Zunahme haben werden, nämlich bei der AHV um 6,8 Prozent im Jahresdurchschnitt und bei der IV um 6,4 Prozent. Das macht bei der AHV immerhin eine weitere Aufstockung um 1 Milliarde Franken aus und bei der IV um 500 Millionen Franken.

Ich bitte Sie daher, den Anträgen der Kommissionsmehrheit zuzustimmen und von einem Entscheid zugunsten des Antrages Allenspach abzusehen.

Präsident: Die Fraktion der Auto-Partei lässt mitteilen, dass sie der Kommissionsmehrheit zustimmt und dass sie Sympathien für den Eventualantrag Allenspach hegt.

M. **Borel François, rapporteur:** A titre personnel, je voterai avec la minorité III, car je pense que l'on ne peut pas couper un milliard dans l'AVS sans qu'un jour ou l'autre les rentiers AVS n'en subissent les conséquences. Je vais toutefois très clairement et le plus honnêtement possible défendre le point de vue de la majorité de la commission.

Tout d'abord, si vous acceptez cette mesure qui affecte l'AVS, cela représente une économie de 338 millions par an. C'est donc le gros morceau de ces réductions linéaires. Si vous y renoncez, vous renoncez donc à un bon tiers de l'effort d'économie qui est demandé. C'est l'argument principal.

Le second argument consiste à dire qu'en votant cette réduction linéaire de 5 pour cent, la majorité de la commission n'entend pas pour autant réduire les prestations aux rentiers. Le fonds de l'AVS contient à l'heure actuelle près de 24 milliards, en extraire un milliard ne rendrait pas la situation intenable au niveau de la gestion. L'augmentation des contributions de la Confédération, malgré cette diminution linéaire de 5 pour cent, représentera quand même une croissance de 6,8 pour cent par an pour l'AVS et de 6,4 pour cent pour l'Al. Ce n'est donc pas un stop définitif de la Confédération en la matière, la progression est malgré tout notable.

Votre commission a en revanche eu sous les yeux la proposition de M. Allenspach qui avait eu l'amabilité de la transmettre par écrit. Personne n'en a pris la défense en commission. Quant à moi, je la combats pour les deux raisons suivantes. La première c'est qu'il ne s'agit peut-être que de belles promesses. On promet de rembourser le fonds AVS d'ici trois ans, et à ce moment-là on constatera que l'on n'en a pas les moyens. On en a un exemple historique. Lorsque, au milieu des années septante, ce Parlement a décidé d'économiser sur les subventions à l'assurance-maladie, il a dit que ce n'était que provisoire et que dès que la situation s'améliorerait les subventions à l'assurance-maladie reprendraient le rythme normal. Or, elles n'ont jamais repris de rythme normal et ce n'est que très tardivement que l'on a quelque peu corrigé le tir. Par conséquent, si ce ne sont que de vaines promesses, je dis non. C'est peut-être ce genre de promesses vaines qui suscitent une certaine sympathie dans les rangs du Parti des automobilistes. Tant mieux ou tant pis!

Il y a cependant un autre problème. Nous sommes en train de tenter de résoudre, à court et moyen termes, mais aussi à long terme, le problème des finances fédérales. Dire que nous essayons d'assainir la situation d'ici 1995, c'est très bien, mais programmer une péjoration de cette situation de 1 milliard pour 1996, ce n'est pas nécessairement l'idéal. A ce moment-là, si nous votons la proposition Allenspach, ce n'est pas une mesure d'assainissement des finances fédérales que nous prenons, c'est un report des problèmes de trois ans que nous acceptons.

C'est pourquoi je vous invite, au nom de la majorité de la commission, à refuser la proposition de la minorité III (Leuenberger Ernst) et celle de M. Allenspach.

Bundesrat Stich: Ihre Diskussion hat mich einigermaßen überrascht. Ich habe in der Botschaft nochmals nachgelesen, was wir dort geschrieben haben. Naturgemäss, weil wir das nicht als sehr bedeutend angesehen haben, haben wir nicht sehr viel gesagt. Aber letztlich sind diese Fragen in den Kommissionen behandelt worden, und Sie haben das in den Fraktionen diskutieren können.

Es hat mich erstaunt, dass man hier von Sozialabbau gesprochen hat. Davon kann im Ernst keine Rede sein! Es fällt weder dem Finanzminister noch den übrigen Bundesräten ein, auch nur daran zu denken, dass man eine AHV-Rente, eine IV-Rente oder die Ergänzungsleistungen kürzen könnte. Davon kann nicht die Rede sein! Ich habe immer geglaubt, das sei nur die Bösartigkeit gewisser Zeitungen, die Sensationen machen wollen, die dem Finanzminister – natürlich schon vor den Wahlen – vorwerfen, er wolle die AHV kürzen. Das macht natürlich politisch Eindruck, das ist klar. Aber es ist nicht so; es wird keine Rente gekürzt.

Was hier vorgesehen ist, ist im Prinzip eine Massnahme der Tresorerie: Während drei Jahren bekommt der AHV-Fonds durch den Bund weniger Geld, und zwar etwa 330 Millionen Franken pro Jahr. Aber: Wir haben dafür gesorgt, dass der AHV-Fonds wieder mehr Geld bekommt. Das müsste mindestens Herr Oehler aus einer anderen Funktion wissen, denn seit dem 1. September müssen pro Paket Zigaretten 3 Rappen mehr an den Bund abgeliefert werden; im nächsten Jahr ist es noch einmal etwas mehr.

Wir sorgen also dafür, dass der AHV-Fonds nach Ablauf der linearen Kürzung mindestens wieder gleich viel hat, Herr Allenspach. Wir können es zwar nicht auf einmal machen, aber in den nächsten Jahren werden der AHV pro Jahr etwa 350 Millionen Franken mehr Tabaksteuern zufließen. Ob Sie das gern haben oder nicht, aber es ist so. Es ist vom Parlament beschlossen. Und wenn eine Einnahme vom Parlament beschlossen ist, können Sie sich darauf verlassen, dass wir das durchsetzen. Das ist mindestens sicher, Herr Allenspach.

Aber ich denke auch, Herr Allenspach, Sie müssen sich nicht aufregen. Es wäre nämlich ohnehin nicht sehr sinnvoll, wenn wir jetzt auf der einen Seite Geld einsparen und es in drei Jahren wieder zurückgeben würden. Wir haben schliesslich das Jährlichkeitsprinzip. Was wir in einem Jahr ausgeben, kommt in die Finanzrechnung, und was wir einnehmen, kommt auch in die Finanzrechnung.

Was wir dann in drei oder vier Jahren machen, ist wieder eine andere Frage. Aber letztlich hat es mit der Finanzierung der AHV nichts zu tun. Die AHV bekommt dann wieder mehr vom Bund, weil wir jetzt die Tabakzölle erhöht haben. Deshalb kann man für drei Jahre dem Fonds 338 Millionen weniger geben. Das ruiniert den Fonds nicht – es betrifft vor allem nicht die einzelnen AHV-Rentner, und es betrifft nicht die IV-Rentner, und es betrifft nicht die Ergänzungsleistungsbezüger, Herr Allenspach! Es macht wirklich nichts aus, sondern es ist einfach eine Massnahme für drei Jahre zugunsten des Bundeshaushalts. Kein Rentner und keine Rentnerin, um ganz geschlechtsneutral zu sein, werden darunter zu leiden haben. Deshalb bitte ich Sie: Machen Sie nicht ein solches Theater und stimmen Sie hier dem Bundesrat zu!

Allenspach: Ich möchte einen Irrtum korrigieren. Die Mittel aus der Erhöhung der Tabakzölle, die wir beschlossen haben, fliessen nicht direkt in den AHV-Fonds. Sie fliessen in die Bun-

deskasse zur Finanzierung des Bundesbeitrages. Und wenn wir den Bundesbeitrag reduzieren, wird die AHV wegen höherer Tabakzölle keinen Rappen mehr erhalten. Aber gerade diese Erhöhung der Tabakzölle könnte dazu führen, dass ab 1996 die Mittel da sind, um die gestundeten Beiträge der AHV wieder zurückzuerstatten.

Bundesrat Stich: Das ist sachlich richtig, aber die Tabakzölle sind auch für die AHV zweckbestimmt. Deshalb ist es ganz klar, dass die AHV mehr zweckbestimmte Mittel bekommt, als sie heute hat, Herr Allenspach.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit	102 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit III	70 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Eventualantrag Allenspach (Art. 3 Abs. 4)	83 Stimmen
Dagegen	76 Stimmen

Bst. e – Let. e

Leuenberger Ernst, Sprecher der Minderheit IV: Ich erlaube mir eine Schnellinterpretation des soeben getroffenen Entscheides. Ich interpretiere ihn als Bekenntnis, dass Sie bis 1996 den Bundeshaushalt in Ordnung bringen wollen und heute abend feierlich mit übergrosser Mehrheit auch der zweiten Komponente der Einnahmenbeschaffung zustimmen werden. Das ist ein erfreuliches Ereignis. Ich denke, Herr Bundesrat Stich verzeiht uns diese kleine Abweichung, weil wir damit ein bestimmtes Ziel erreicht haben.

Ich begründe nun den Minderheitsantrag zu Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe e, es sei bei den linearen Kürzungen im Berufsbildungsbereich nicht – wie der Bundesrat vorschlägt – die 5-Prozent-Kürzung anzuwenden, sondern es sei um 0 Prozent zu kürzen: Wenn ich das hier sage, so weiss ich, dass bei all diesen Fragen eine finanzpolitische Argumentation immer dazu führen muss, dass Kürzungen vorgenommen werden, und dass eine sachpolitische Argumentation letztlich dazu führt, dass man nach Gewichtung der Bedeutung der Aufgaben unter Umständen zum Schluss kommen kann, dass man nun just im angesprochenen Bereich nicht kürzen sollte.

Ich lege einige dieser sachpolitischen Gründe dar, ohne damit die finanzpolitischen Gegenargumente geringschätzen zu wollen. Wenn Sie die Botschaft auf Seite 40 aufschlagen, wo der Bundesrat akribisch aufgelistet hat, wie die Zuwachsraten in einzelnen Bereichen nach der Zustimmung zu allen bundesrätlichen Vorschlägen aussehen, müssen Sie feststellen, dass im Bildungsbereich das Berufsbildungswesen eigentlich mit den kleinsten Zuwachsraten auskommen muss. In den Jahren 1991 bis 1995 wäre dort eine durchschnittliche Zuwachsrate von 4 Prozent ausgewiesen. Dazu als Vergleich: Die Zuwachsrate im Hochschulbereich würde 5,6 Prozent und das Gesamtausgabewachstum – unter der Voraussetzung der Zustimmung zu allen bundesrätlichen Vorschlägen – 6,3 Prozent ausmachen.

Es ist schwer verständlich, dass gerade dieser Teil des Bildungsbereichs, der für drei Viertel unserer jungen Leute von Interesse ist, in den nächsten Jahren nur ein unterdurchschnittliches Wachstum haben sollte. Es ist nicht einzusehen, wieso wir die Investitionen ins «human capital» aus finanzpolitischen Gründen kürzen wollen und kürzen möchten.

Ich darf Sie an Ihr Versprechen von 1978 erinnern – die meisten von Ihnen haben damals schon irgendwo politisiert –, als man das heute geltende Berufsbildungsgesetz nach einem harten Abstimmungskampf in der Volksabstimmung durchgesetzt hat. Damals haben Sie versprochen: Wir wollen eine Aufwertung der Berufslehre. Wir wollen die Berufsmittelschule einführen. Wir wollen Stützkurse einführen. Wir wollen Freikurse einführen. Wir wollen die Anlehre einführen.

Jene von Ihnen, die an der Tagung der parlamentarischen Gruppe für Berufsbildung teilgenommen haben, haben damals erfahren, wie sehr sich der Trend der Zuwachsraten bei Mittelschülern und Lehrlingen in den letzten Jahren zu-

ungenunsten der Berufslehre, der Berufsausbildung entwickelt hat und – dem Herrn sei's geklagt – offenbar weiter entwickeln wird.

Die Behörden und der gesamte Bundesrat – der Finanzminister eingeschlossen – mögen hohes Lob dafür erhalten, dass sie sich neue Vorschläge haben einfallen lassen, wie man diese Berufsbildung, etwas spezifisch Schweizerisches, attraktiver gestalten könnte. Ich nenne Ihnen die Stichworte Berufsmatur und Fachhochschulen. Wir alle wissen: Ohne Geld geht das nicht, ohne Geld ist das Versprechen Berufsmatur – der Entwurf befindet sich gegenwärtig in der Vernehmlassung – nicht einzulösen.

Um Ihnen vielleicht doch noch die Bedeutung dieser Berufsgrundausbildung zu zeigen, darf ich mir einen kleinen Hinweis darauf erlauben, dass mehr als die Hälfte der heute registrierten Arbeitslosen ohne berufliche Qualifikation dastehen. Allein dieser Hinweis müsste uns genügen, um zu sagen: Offensichtlich ist Berufsbildung ein Bereich, in den wir in Zukunft investieren müssen, und Hausväter, die über den Tag hinaus denken, sollten Investitionen nicht kürzen.

Ich beantrage Ihnen also, statt der bundesrätlichen, mittleren Sonderbehandlung mit 5 Prozent Kürzung gemäss Botschaft hier einer 0-Prozent-Kürzung im Sinne der Minderheit IV und im Interesse der überwiegenden Mehrheit unserer Jugend zuzustimmen.

Frau Robert: Die Berufsbildung ist ebenso wichtig wie die Hochschulen. Ich fürchte, wir haben uns im Bereich der Bildung allzu lange darauf spezialisiert, die Dinge einzeln und sektoriell anzuschauen, und haben den Bildungsbereich zu wenig als Ganzes ins Auge gefasst. Wir haben uns auch zu lange in der falschen Sicherheit gewiegt – vor allem im Berufsbildungsbereich –, dass bei uns ohnehin alles zum besten bestellt sei. Wir müssen von dieser Vorstellung Abschied nehmen, und davon Abschied nehmen heisst, sich einzugestehen, dass das, was wir heute machen wollen, nämlich die geplanten Kürzungen vorzunehmen, ganz sicher falsch ist.

Ich möchte Ihnen das nur an einem Beispiel zeigen: Die Finanzierung der Berufsschulen lastet heute überproportional stark auf den Gemeinden, und die Gemeinden können diese Belastung schon heute kaum mehr tragen. Am Beispiel der Stadt Bern: Der Anteil der Stadt für die Berufsschulen ist in den letzten zehn Jahren, gemessen am Gesamtaufwand, von 13,9 Prozent auf 16,6 Prozent gestiegen – also eine Zunahme um fast einen Fünftel. Der Anteil des Bundes daran ist in der gleichen Zeit von 26 auf 21 Prozent zurückgegangen.

Sie wissen genauso gut wie ich, dass die Gemeinden diese Belastung in der heutigen Zeit nicht mehr verkraften können, denn es geht ihnen zum Teil noch wesentlich schlechter als dem Bund. Hier sind in nächster Zeit strukturelle Aenderungen nötig.

Es darf nicht sein, dass der Bund in dieser Situation die Gemeinden in der Art und Weise im Stich lässt, wie wir das heute machen würden, wenn wir in diesem Bereich kürzten. Denn die Aufgaben – es ist von Ernst Leuenberger gesagt worden – nehmen sprunghaft zu, der Bund diktiert sie: Berufsmatur, Fachhochschulen, Weiterbildungsoffensive usw. Und zahlen müssen die Gemeinden. Ich denke, das ist nicht fair; es ist auch nicht vernünftig und nicht weise, hier noch zu sparen.

Ich bitte Sie deshalb, die Kürzungen in diesem kritischen Bereich nicht vorzunehmen.

Bonny, Berichterstatter: Ich fühle mich in dieser Frage speziell angesprochen: Herr Leuenberger Ernst hat ja vom Berufsbildungsgesetz von 1978 gesprochen, das ich damals noch als Mitglied der Verwaltung mitgestalten durfte.

Ihre Kommission hat den Antrag Leuenberger Ernst (jetzt Antrag der Minderheit IV) mit 14 zu 9 Stimmen abgelehnt, wobei die beiden folgenden Ueberlegungen massgebend waren:

1. Wir sprechen immer von den gleich langen Spiessen; ich habe jahrelang dafür gekämpft, dass die Spiesse im Bereich Berufsbildung gleich lang sind wie diejenigen im Hochschulbereich. Nachdem wir eine Reduktion bei den Hochschulen abgelehnt haben, sollten wir es hier gleich halten.

2. Es ist klar, dass das ganze Bildungswesen – da gebe ich Frau Robert recht – und damit auch die Berufsbildung immer anzupassen sind: *Ecclesia semper reformanda est*. Wir haben hier einen Weiterbildungsprozess, wobei wir achtgeben müssen, dass wir im Rahmen der Meisterlehre unsere Lehrbetriebe nicht überfordern. Aber dieser Anpassungsprozess ist bei der Berufsbildung weiter fortgeschritten als bei den Hochschulen, wo von Grund auf Strukturbereinigungen fällig sind, vor allem im Verhältnis Bund/Kantone.

Mit der Kürzung von 30 Millionen Franken sollten wir durchkommen, vor allem im Hinblick auf die an sich nicht sehr erfreuliche Tatsache, dass die Zahl der Lehrlinge und Lehtöchter im Rückgang begriffen ist. Natürlich braucht es neue Institutionen, aber es gibt bereits heute Schulbauten, die nicht mehr ausgelastet sind. Es braucht auch weniger Lehrpersonal.

Unter diesen Umständen ist es zu verantworten, dass die Berufsbildung im Rahmen dieser zehnprozentigen linearen Beitragskürzung – wie von Bundesrat, Ständerat und der Kommissionmehrheit vorgeschlagen – in der privilegierten Kategorie bleibt, in welcher die Beiträge nur um 5 Prozent gekürzt werden.

M. Borel François, rapporteur: Si vous suivez la minorité IV (Leuenberger Ernst), vous renoncez à une économie de 30 millions.

C'est maintenant le moment de commencer à parler de symétrie des sacrifices. Vous avez refusé toute une série de propositions; en bonne logique, il vous faut continuer à refuser celle-ci. Vous avez refusé d'exempter les universités d'un 5 pour cent d'économie, la symétrie voudrait que vous en fassiez de même avec la formation professionnelle. Mais il doit aussi y avoir symétrie au niveau de l'importance de l'effort demandé – Mme Robert en a parlé. La part de la Confédération est de 20 pour cent, le 80 pour cent restant est à la charge des communes et des cantons. Par conséquent, le 5 pour cent de réduction n'est en fait qu'un 1 pour cent de réduction sur l'ensemble du budget de la formation professionnelle, c'est-à-dire du même ordre de grandeur que celui qui était demandé pour les universités.

A titre personnel, je voterai pour la proposition de la minorité IV (Leuenberger Ernst), mais au nom de la majorité je vous invite à refuser cette proposition.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag IV (Leuenberger Ernst) abzulehnen.

Wir haben im Zusammenhang mit den Hochschulbeiträgen auch im Bundesrat lange darüber diskutiert und sind zur Ueberzeugung gekommen, dass man diese beiden Gruppen gleich behandeln sollte; dass man die fünfprozentige Kürzung, die wir bei den Hochschulen vorgesehen haben, hier auch durchsetzen kann. Das wird auch die Kantone eher motivieren, das Schulwesen möglichst effizient und zweckmässig einzurichten. Es gibt also keinen Grund, hier eine Ausnahme zu stipulieren.

Ich möchte Sie auch an die Grundsätze erinnern: Kürzungen, Veränderungen, Ausnahmen sollten durch den Bundesrat beschlossen werden. Und ich kann Ihnen versichern: Wir werden auch hier nur um 5 Prozent kürzen und nicht um 10 Prozent. Ich bitte Sie also, den Minderheitsantrag IV (Leuenberger Ernst) abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	78 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit IV	59 Stimmen

Bst. f, Art. 3 Abs. 4 – Let. f, art. 3 al. 4

Weder Hansjürg, Sprecher der Minderheit V: Gemäss Sanierungsmassnahmen für die Jahre 1993–1995 sollen auch die Beiträge für die Entwicklungszusammenarbeit gekürzt werden. In jedem Jahr sollen bei der Entwicklungshilfe im Vergleich zur Finanzplanung mehr als 100 Millionen Franken gestrichen werden. Gemäss Botschaft des Bundesrates zu den Sanierungsmassnahmen sind jene Bereiche, welche zu ge-

zielten Kürzungen herangezogen werden, nicht auch noch linear betroffen. Dies gilt jedoch für die Entwicklungshilfe nicht. Der Bundesrat hat bereits in eigener Kompetenz gezielte Kürzungen im Umfang von über 50 Millionen Franken pro Jahr vorgenommen. Diese doppelten Kürzungen sind in keiner Weise gerechtfertigt. Ich möchte Ihnen deshalb beliebt machen, die Entwicklungszusammenarbeit gemäss dem Minderheitsantrag V von den linearen Kürzungen auszunehmen. Die Nord-Süd-Politik von heute steckt den Rahmen für die Weltinnenpolitik von morgen ab. Der Bedarf ist ausgewiesen. Es handelt sich nicht nur um mehr Entwicklungshilfe im traditionellen Sinn. Es geht um die Herausforderung durch Problemfelder wie etwa Schuldenkrise, Rohstoffpreiserfall, Umweltzerstörung, neue Völkerwanderung und Bevölkerungswachstum. Es geht um die Gestaltung von günstigen nationalen und internationalen Rahmenbedingungen, welche eine menschenwürdige und nachhaltige Entwicklung erst möglich machen.

Es kann uns nicht gutgehen, wenn es der Welt schlechtgeht. Im internationalen Vergleich hat die Schweiz einen Nachholbedarf in Sachen Entwicklungshilfe. Die Uno fordert 0,7 Prozent des Volkseinkommens. Die EG-Staaten leisten 0,5 Prozent, die Schweiz aber nur rund 0,3 Prozent.

Sie alle haben die Reportage über die Gipfelkonferenz von Rio noch im Ohr. Sie alle sehen noch Herrn Bundesrat Flavio Cotti gross im Bild und hören ihn der Weltöffentlichkeit sagen, die Schweiz habe sich «zu einer substantiellen Erhöhung des Volumens der Entwicklungshilfegelder verpflichtet».

Von den vorgeschlagenen Kürzungen sind aber ausgerechnet die Umweltmassnahmen massiv betroffen, völlig im Gegensatz zum «Geist von Rio». Ich zitiere bei dieser Gelegenheit auch Herrn Bundesrat Otto Stich, der am 17. September 1991 im Nationalrat gesagt hat: «Es wäre auch etwas peinlich für die Schweiz, wenn sie im Rahmen der 700-Jahr-Feier gross verkündet, sie gebe 700 Millionen für die Aermsten, und nachher bei der nächsten Budgetübung zu kürzen anfangen würde. Solche Dinge sind nicht möglich; sie sind der Schweiz auch nicht würdig.» (AB 1991 N 1478)

In Wirklichkeit ist heute von den vorgeschlagenen Kürzungen nichts so sehr betroffen wie die Entschuldungsmassnahmen; gar nichts ist derart betroffen. Das war nicht gemeint, als über 250 000 Menschen die Petition «Entwicklung braucht Entschuldung» unterzeichneten. Das kann auch nicht der Sinn gewesen sein, als wir hier im Parlament anno 1991 die Jubiläums-Millionen bewilligten.

Wir wissen um die breite Verankerung der Entwicklungshilfe auch in unserer Bevölkerung. Die spontane Solidarität mit Somalia hat dies einmal mehr gezeigt. Trotzdem soll die Entwicklungszusammenarbeit weit überdurchschnittlich das Opfer von gezielten und linearen Kürzungen werden.

Ich appelliere deshalb an Sie, die Ausgaben für die Entwicklungszusammenarbeit von den geplanten linearen Kürzungen auszunehmen. Wir haben uns in Rio gegenüber der Weltöffentlichkeit verpflichtet. Wir haben uns hier im Rat gegenüber unseren Kolleginnen und Kollegen und gegenüber der Schweizer Bevölkerung verpflichtet. Wir dürfen nicht unglaublich unwürdig werden. Wir müssen Solidarität mit den Entwicklungsländern üben. Ohne Gerechtigkeit zwischen Nord und Süd gibt es keine internationale Sicherheit.

Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag V (Weder Hansjürg) zu unterstützen.

M. Darbellay: Il faudrait d'abord que j'indique mes intérêts, mais dans le cas particulier il s'agirait plutôt d'attaches. Je suis président de Caritas Suisse; l'aide au développement et l'aide humanitaire sont en quelque sorte notre pain quotidien.

Comme vient de le dire mon prédécesseur à ce pupitre, les problèmes de l'aide au développement ne sont pas uniquement des problèmes d'aide ponctuelle ou de dépenses annuelles. Ce sont, à mon sens, des problèmes d'investissements, à long terme souvent. L'aide au développement, on le répète volontiers, est absolument nécessaire pour l'équilibre dans le monde, et lorsque nous parlons ici de réfugiés ou de requérants d'asile, nous disons régulièrement qu'il est beau-

coup plus important d'aider les gens là où ils se trouvent que de les voir venir chez nous dans un état souvent misérable.

Je soutiens donc les propositions de la minorité Weder Hansjürg, tout en faisant moi-même une proposition subsidiaire. Dans ces propositions, figurent tout d'abord les contributions à des institutions suisses et internationales. On dit que, malgré les diminutions, il y a généralement augmentation. Eh bien ici, nous avons dépensé 178 millions en 1990, 166 millions, soit 12 de moins, en 1991 et 188 millions en 1992. Je profite de l'occasion pour m'élever contre les affirmations faites hier par M. Aregger. La Confédération travaille avec les institutions, sur le plan national et sur le plan international. Environ les deux tiers de ces 180 millions vont à des institutions internationales et le reste à des institutions nationales. La collaboration entre l'aide au développement de la Confédération et les institutions est excellente. Les comptes de ces institutions sont transparents et peuvent être contrôlés. Si la Confédération confie certains projets à ces institutions, c'est que ces dernières sont souvent mieux à même de les mener à bien et qu'elles ont des répondants sur place dignes de confiance.

Deuxième poste, les projets de la Confédération. Là aussi, nous avons 231 millions en 1990, 233 en 1991 et 210 en 1992. L'autre point sur lequel j'insiste, et qui vient d'être également présenté, ce sont les 700 millions que nous avons votés pour le 700e anniversaire de la Confédération: 400 millions pour les mesures de désendettement et 300 millions pour la protection de l'environnement. Nous avons montré à ce moment-là notre générosité. Etait-ce dans l'idée de faire traîner ces versements au-delà de l'an 2000? Nous avons promis quelque chose au moment du jubilé de notre pays, nous nous devons aujourd'hui de tenir cette promesse.

Il y a une différence par rapport à la proposition de base de la minorité V (Weder Hansjürg), à savoir les dons d'aide financière de la Confédération, qui concernent essentiellement l'aide à la balance des paiements, les crédits mixtes et certaines mesures de désendettement. Là, la progression a été normale puisque nous avons passé de 118 millions en 1990 à 143 millions en 1991 et à 180 millions en 1992.

Si vous ne voulez pas accepter l'ensemble des propositions de la minorité Weder Hansjürg, qui représenteraient une diminution dans la diminution des dépenses de 70 millions de francs, acceptez ma proposition subsidiaire, qui se situe autour de 50 millions de francs.

Frau Robert: Mein Eventualantrag (Art. 3 Abs. 4 neu) entspricht dem Antrag von Herrn Kollege Allenspach im Bereich der AHV, und wir haben hier verschiedentlich gehört, dass Gleichbehandlung gewünscht wird. Ich bitte Sie deshalb, im gleichen Sinne, wie wir vorhin dem Antrag von Herrn Allenspach zugestimmt haben, auch diesem Eventualantrag zuzustimmen.

Wenn Sie der Minderheit Weder Hansjürg zustimmen, wird mein Antrag hinfällig. Das ist klar. Aber sonst wäre er ein kleiner Kompromiss und ein Ausweg aus einer – in unseren Augen – nicht akzeptablen Situation.

Ich kann sehr vieles begreifen. Was ich nicht begreifen könnte, wäre, wenn das reichste Land der Welt auf dem Buckel der Aermsten der Welt in den nächsten drei Jahren über eine halbe Milliarde Franken einsparen wollte! Sie hörten es von Herrn Weder Hansjürg: Der Beitrag der Schweiz ist mit 0,33 Prozent des Bruttosozialproduktes schon reichlich klein. Nicht einmal die europäische Solidarität erreichen wir, geschweige denn die Uno-Richtlinie.

Wir haben im Jubeljahr mit vollem Mund Versprechungen für die leeren Münder gemacht. Herr Cotti und Herr Felber haben urbi et orbi gesagt, dass wir von jetzt an solidarischer werden und die Entwicklungsgelder substantiell aufstocken wollen. Ich kann nicht begreifen, dass nun nach der Sitzung der Finanzkommission in grossen Schlagzeilen zu lesen war, der Präsident der Finanzkommission habe gesagt, die Dritte Welt könne warten, Vorrang hätten die Oststaaten.

Sie dürfen doch, Herr Bonny, die Dritte Welt und die Oststaaten nicht gegeneinander ausspielen! Das ist wirklich ein zynisches Spiel. Natürlich müssen wir beides tun, nicht nur aus elementarem menschlichen Anstand, sondern im ganz urei-

genen Interesse. Je länger wir mit substantieller Hilfe und Entwicklungszusammenarbeit warten, desto schwieriger wird die Situation, und um so mehr müssen wir später tun.

Sagen Sie nicht, dass wir kein Geld haben! Wir haben jedes Jahr Einnahmen von über 30 Milliarden Franken; es fehlt nicht am Geld, sondern es fehlt am politischen Willen, wenn wir hier nicht ein Mehreres tun. Es gibt leider Probleme, die einfach nicht warten können, und die Probleme der Dritten Welt gehören vorrangig dazu. Was sich dort tagtäglich an Tod, an Elend, an Umweltzerstörung aus nacktem Ueberlebenstrieb ereignet, schlägt ohne grosse Umwege auf uns zurück.

Ich will nicht auf Ihre Tränendrüsen drücken. Die Dritte Welt braucht nicht Mitleid, sondern sie braucht eine Chance. Aber wissen Sie, was zum Beispiel an einem Tag wie heute, wo wir von morgens bis abends diskutieren, in der Dritten Welt passiert? Weil am 20. September Weltkindertag war, konnte man

es in den Zeitungen lesen: An einem Tag wie heute verhungern 40 000 Kinder. 150 Millionen Kinder haben Gesundheitsschäden und Wachstumsstörungen, weil sie Hunger leiden, weil sie unterernährt sind. 100 Millionen Kinder zwischen 6 und 10 Jahren können keine Schule besuchen. 80 Millionen Kinder zwischen 10 und 14 Jahren werden durch Kinderarbeit um ihre Kindheit gebracht und in ihrer Entwicklung schwer beeinträchtigt. 30 Millionen Kinder leben auf der Strasse usw. Verstehen Sie, Herr Bonny, dass diese Kinder nicht warten können?

Der Antrag von Herrn Allenspach wurde von uns angenommen. Ich bitte Sie, nehmen Sie wenigstens meinen Antrag ebenfalls an: Wenn Sie der Minderheit Weder Hansjürg nicht zustimmen können, die überhaupt nicht kürzen möchte, sollten wir wenigstens hier versprechen und festnageln, dass wir den entgangenen Betrag nach 1995 aufstocken, und zwar auf einen ordentlichen Beitrag, der dann endlich die schon lange versprochenen 0,4 Prozent des Bruttosozialproduktes erreicht.

Bleiben Sie für einmal nicht hart. Es gibt schwerwiegendere Dinge als Schulden, nämlich Schuld. Unsere Schulden können wir später abzahlen. Doch hier geht es um Schuld, und zwar um eine Schuld, die wir nicht wiedergutmachen und nie mehr abtragen können.

Ich bitte Sie, unserem Kompromissvorschlag zuzustimmen, falls Sie dem Antrag der Minderheit V (Weder Hansjürg) nicht folgen können, was ich aber nicht hoffe.

Frau Leemann: Die Schweiz will sich öffnen. Die Schweiz hat letztes Jahr und dieses Jahr schon einige Entscheide gefällt, und sie ist mit sehr wichtigen weiteren Entscheiden konfrontiert, die alle mit dieser Oeffnung zu tun haben. Die Bretton-Woods-Abstimmung ist erwähnt worden, die 700-Jahr-Feierkredite, die Ostkredite. Das alles sind neue Aufgaben, die wir in der Zeit des letzten Jahrzehntes dieses Jahrtausends für notwendig halten. Ich glaube nicht, dass wir hier einfach denselben Rotstift ansetzen können, den wir punkto Wachstumsraten überall ansetzen.

Die Zahlen im Sanierungsprogramm zeigen einen Durchschnittswert der Wachstumsrate für die Entwicklungshilfe von 7 Prozent. Das tönt sehr schön, und ich höre bereits die Argumente der Kommissionssprecher und des Bundesrates, die mit dieser Zahl argumentieren: Es gehe ja nicht um Kürzungen, sondern darum, ein Wachstum in Grenzen zu halten. Wenn aber die neuen Ausgaben für dieses Wachstum verantwortlich sind, dann heisst das klipp und klar, dass diejenigen für bisherige Aufgaben entweder nominal konstant bleiben oder aber real oder gar nominal sinken.

Wenn wir die Entwicklungshilfekredite auch der zehnprozentigen linearen Kürzung unterstellen, befürchte ich sehr, dass die klassische Projektarbeit in den Drittweltländern unter die Räder gerät. Das ist angesichts der Situation in der Dritten Welt, wo eine Dauerkatastrophe zu beobachten ist und wo es den Menschen von Jahr zu Jahr schlechtergeht, nicht verantwortbar.

Die Schweiz ist heute trotz allen Finanzkrisen ein reiches, ein sehr reiches Land, das sich nicht vor dieser Verantwortung drücken darf.

Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag V (Weder Hansjürg) zuzustimmen und die Entwicklungshilfekredite nicht der linearen Kürzung zu unterstellen. Die Mehrheit unserer Fraktion wird diesem Minderheitsantrag folgen.

Oehler: Ich glaube nicht, dass wir uns in den vergangenen Jahren aus der Verantwortung gestohlen oder vor der Verantwortung gedrückt haben. Wenn wir die von uns bewilligten Kredite der vergangenen Jahre, die heute offenen Verpflichtungen unseres Landes gegenüber der Dritten Welt sowie die Beiträge für die Osthilfe zusammenzählen, kommen wir auf einen Betrag, der die 10-Milliarden-Grenze übersteigt. Vor diesem Hintergrund müssen wir uns an die Beantwortung der Frage machen, ob wir das Wachstum im Rahmen der Sanierungsmassnahmen auf ein verantwortbares Mass zurückbilden wollen oder nicht.

Wir von der CVP-Fraktion haben uns bei einem Stimmenverhältnis von 2 zu 1 entschieden, die Mehrheit und damit den Bundesrat zu unterstützen; wir gehen davon aus, dass ein Wachstum im Ausmass von 7 Prozent in den nächsten Jahren nicht als Drückebergerei hingestellt werden kann, sondern als eine Uebernahme von Verantwortung. Wenn wir das sagen, erinnern wir uns auch an die Ausführungen des Bundesrates im Rahmen der Legislaturplanung – wir haben dem auch zugestimmt –, dass wir unsere Hilfe auf 0,4 Prozent des Bruttosozialproduktes erhöhen wollen.

In den vergangenen Jahren haben wir nicht nur die technische Hilfe, die Entwicklungshilfe, die Osthilfe und alles andere, was uns vorgelegt wurde, angenommen und den Bundesrat damit beauftragt, sondern wir haben auch – entgegen dem Willen des Bundesrates – jenen 700-Millionen-Kredit in unserm Rat bewilligt. Wenn wir all das zusammenzählen, dürfen wir auch nicht vergessen, dass wir einen spürbaren Betrag auf dem Gebiete des Asylwesens, ebenfalls mit Blick auf unterdrückte Völker und auf notleidende Personen, entrichten.

Unseres Erachtens ist es falsch, wenn man uns laufend das Bild vorhält, die andern täten mehr und wir weniger, wenn wir uns daran erinnern, dass der Sozialstaat Schweden mit einem Budgetdefizit von 30 Milliarden Franken dieses Jahr die Entwicklungshilfe mehr als nur halbieren sollte.

Ich bin der Meinung, dass den Entwicklungsländern mehr geholfen ist, wenn wir die Beträge, die wir bewilligen, effektiv bezahlen können und uns nicht in Versprechungen verlieren.

Ein Letztes: Wenn wir die Entwicklungshilfe und unsere Bewilligungen real betrachten, stellen wir bald einmal fest, dass es häufig mehr Projekte denn Möglichkeiten gibt, diese effektiv durchzuführen.

Vor diesem Hintergrund ist die CVP-Fraktion grossmehrheitlich der Meinung, dass wir die Verantwortung übernehmen und den notleidenden Völkern helfen wollen. Sie ist auch der Meinung, dass es einigen von uns in diesem Saal, Frau Robert, gut anstünde, auch im privaten Bereich mehr zu tun – ich sage das mit Blick auf einige in diesem Saal, die mehr tun –, als hier nur Hilfe zu fordern und andere die Hilfe ausrichten zu lassen.

Das ist der Grund, warum wir uns für die Kürzung aussprechen. Das ist der Grund, warum wir meinen, dass wir mit einem Wachstum von 7 Prozent, das in der kommenden Zeit erfolgen wird, unserer Verpflichtung nachkommen.

Frau Hollenstein: Wie kann man nur auf die absurde Idee kommen, unseren Bundeshaushalt mit Kürzungen in der Entwicklungszusammenarbeit sanieren zu wollen? Was für eine Ethik steht hinter diesen Kürzungen? Es ist höchst ungerecht, auf Kosten der Aermsten der Armen an das Prinzip der Opfersymmetrie zu appellieren. Die Menschen in der sogenannten Dritten Welt sind schon seit 500 Jahren die Opfer. Zur Illustration weise ich auf eines der vielen Beispiele hin:

Nach Berechnungen der OECD gehen den Entwicklungsländern wegen dem Protektionismus der Industrieländer – eben auch der Schweiz – jährlich 500 Milliarden Dollar an Exporteinnahmen verloren. Ausgerechnet jetzt, wo ein Teil Europas und auch die Schweiz versuchen, ihren Reichtum neu zu organisieren, sollen die Ausgaben für die Entwicklungszusammenarbeit gekürzt werden.

Was ist aus dem Versprechen der 700-Jahr-Feier-Euphorie geworden? Ist es gegenüber den Benachteiligten auf dieser Erde nicht schon peinlich genug, dass unser Parlament im letzten Dezember den Kürzungen der Entschuldungsmassnahmen und Finanzhilfeschenkungen zustimmte? Erst kürzlich haben Bundesrat Cotti und Bundespräsident Felber im Umfeld der Gipfelkonferenz von Rio die Bereitschaft der Schweiz zu zusätzlichen Leistungen unterstrichen. Waren diese Versprechungen wirklich nur leere Absichtserklärungen?

Finanzkürzungen im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit widersprechen auch den Zielsetzungen der Legislaturplanung 1991–1995, lautet doch Ziel 6: «Anhebung des Beitrags zur Verbesserung der Lebensbedingungen armer Bevölkerungsschichten in den Entwicklungsländern.» Weiter unten heisst es, dass die öffentliche Entwicklungshilfe bis zur Jahrtausendwende auf 0,4 Prozent des Bruttosozialprodukts erhöht werden soll. So viel aus dem Bericht über die Legislaturplanung 1991–1995.

Dieses Ziel kann natürlich nur erreicht werden, wenn wir jährlich aufstocken, und sicher nicht, wenn wir die Kürzungen vom Dezember 1991 weiterführen und zusätzlich linear kürzen. Allein die linearen Kürzungen würden ja über 100 Millionen Franken pro Jahr betragen.

Herr Bundesrat Stich, Sie äusserten sich in der letzten Budgetdebatte bezüglich Kürzungen im Militärbereich mit folgendem Satz: «Im Bereich Militär planen wir langfristig.» Herr Bundesrat, ich bitte Sie sehr, auch im Bereich Entwicklungshilfe langfristig zu planen. Eine langfristige Planung zugunsten der Ärmsten heisst allerdings, die Gelder für die Entwicklungszusammenarbeit aufzustocken, und zwar jährlich. Es ist schon eigenartig, feststellen zu müssen, dass uns in diesem Rat die sogenannte Europakompatibilität nur so lange am Herzen liegt, als es um unsere eigenen finanziellen Vorteile geht.

Die vorgesehenen Kürzungen der Ausgaben für Entwicklungszusammenarbeit sind nicht nur unsolidarisch gegenüber der Dritten Welt, sondern auch eine falsche Prioritätensetzung im Bestreben einer besseren Zukunft für alle. Mittel- und langfristig sind Ausgaben in der Entwicklungszusammenarbeit eine lohnende Investition.

Ich bitte Sie deshalb im Namen der grünen Fraktion, den Minderheitsantrag V (Weder Hansjürg) oder allenfalls den Eventualantrag Robert zu unterstützen.

Suter: Mir scheint, wir vergessen langsam, aber sicher, warum wir hier sitzen. Das Ziel ist, ein strukturelles Defizit von gegen 4 Milliarden Franken auf ein Niveau von vielleicht 2,5 Milliarden Franken herunterzubringen. Warum wollen wir das? Damit wir nicht jeden Tag über 10 Millionen Franken neue Schulden machen!

Herr Weder Hansjürg, so ziemlich das einzige, was man ohne Geld machen kann, sind Schulden. Wenn Sie Schulden machen, werden Sie auf lange Sicht nicht mehr in der Lage sein, Entwicklungshilfe zu leisten. Da mache ich mir keine Illusionen. Wenn es um die Wurste geht, werden wir zuerst beispielsweise unsere Sozialwerke schützen müssen. Wir müssen auch darauf achten, dass unsere Landwirtschaft nicht untergeht usw. Das möchte ich einfach voranstellen, um die Proportionen ins rechte Licht zu rücken.

Wir haben in der Entwicklungshilfe für die Legislaturperiode 1991–1995 eine Zuwachsrate von im Schnitt 7 Prozent; Herr Oehler hat das bereits gesagt. Das sind doch die Tatsachen! Man sollte nicht verkennen, dass wir hier das Ausgabenwachstum in den Griff zu bekommen versuchen, also lediglich das Wachstum bremsen wollen. Von realen Kürzungen kann keine Rede sein.

Noch etwas: Es wird jetzt hier so getan, als würde alles Geld, das wir unter dieser Budgetrubrik diskutieren, in die Entwicklungsländer fließen. Das Gegenteil ist der Fall. Herr Weder, Sie wissen ganz genau, dass der Grossteil dieser Gelder in unserem Land bleibt, weil mit diesen Mitteln Projekte schweizerischer Institutionen und Unternehmer finanziert werden; dieses Geld bleibt also zu einem grossen Teil in der Schweiz. Das sollte man auch ein bisschen berücksichtigen.

Unsere Fraktion ist in ihrer Mehrheit – Herr Scheidegger wird für die Minderheit sprechen – der Meinung, dass wir in Anbe-

tracht der ganzen Rahmenbedingungen nicht anders können, als auch in diesem Punkt dem Bundesrat zu folgen.

Scheidegger: Ich spreche im Namen einer äusserst kleinen Minderheit unserer Fraktion.

Entwicklungshilfe hat politisch keine Hochkonjunktur; politisch lassen sich damit keine Lorbeeren für die nächsten Wahlen holen. Ich weiss auch die Chancen dieser Minderheitsanträge einzuschätzen, Herr Bundesrat. Sie brauchen also nicht nervös zu werden.

Die Leitidee der Landesregierung für die Legislaturperiode 1991–1995 «Öffnung nach aussen – Reformen im Innern» bezieht sich über Europa hinaus gerade auch auf die Dritte Welt. «Running fast for standing still» hiess einstmal ein Motto für Schwellenländer. Arme Drittweltländer gehen nach wie vor, ja sprinten zwangsweise rückwärts.

Im Bericht über die Legislaturplanung 1991–1995 wird gesagt, dass man das Volumen der öffentlichen Entwicklungshilfe der Schweiz auf 0,4 Prozent des Bruttosozialprodukts erhöhen möchte. Die gleiche Zahl stand schon im Bericht des Bundesrates über die Legislaturplanung 1987–1991. Die Botschaft betreffend den Beitritt der Schweiz zum IWF, die deutlich die Handschrift von unserem Bundesrat Otto Stich trägt, versprach ebenfalls 0,4 Prozent.

Mit wohlklingenden Worten hat sich Bundesrat Flavio Cotti an der Gipfelkonferenz von Rio verpflichtet, die schweizerische Entwicklungshilfe auf 0,4 Prozent des laufenden Bruttosozialprodukts zu erhöhen. Der feierliche Jubiläumsakt in Bellinzona war ebenfalls ein Anlass, wo versprochen wurde, 700 Millionen Franken für die Entschuldung tatsächlich auch wirksam werden zu lassen und nicht immer und immer wieder zu vertagen und zu erstrecken, wie das jetzt geschieht.

Mit unserem Beitrag sind wir nach wie vor deutlich unter dem Durchschnitt der Industrieländer der OECD. Mit der jetzigen Sparpolitik gehen wir noch weiter zurück. Das ist aber nur das eine. Insbesondere werden ja die Leistungen der Hilfswerke und die bewährte und bewunderte bilaterale Hilfe der Schweiz in der Dritten Welt gekürzt. Das ist natürlich besonders zu bedauern, weil die meisten Hilfswerke mitgeholfen haben, die Abstimmung über den Beitritt zum IWF über die Bühne zu bringen.

Jetzt wird also gekürzt. Ich finde das angesichts der immer noch schlechter werdenden Situation in der Dritten Welt nicht angemessen, denn die Schweiz muss ihren Teil der Verantwortung für die Dritte Welt übernehmen.

Ich werde deshalb dem Minderheitsantrag bzw. den Eventualanträgen zustimmen.

Bonny, Berichterstatter: Es tut mir leid, dass ich zuerst eine persönliche Erklärung zuhänden von Frau Robert abgeben muss. Sie haben mich aus einer Westschweizer Zeitung zitiert: «Die Dritte Welt kann warten.» Ich wäre froh, wenn Sie sich in Zukunft etwas besser dokumentieren würden.

Die Geschichte war die, dass mich ein Journalist im Anschluss an die Erklärung der Finanzkommission zum Budget 1993 zuhänden des Bundesrates gefragt hat, wie sich das mit den Kürzungen bei der Entwicklungshilfe verhalten werde. Ich habe darauf die Meinung vertreten, dass diese gesamthaft stabilisiert sein soll, und darauf aufmerksam gemacht, dass jetzt neu die Problematik der Oststaaten hinzukommt. Logischerweise gibt es, wenn man stabilisiert und mehr Abnehmer da sind, nicht mehr für alle gleich viel. Deshalb habe ich gesagt: «Die Dritte Welt muss warten», nicht «kann warten» – das ist ein grosser Unterschied. Von dem haben Sie nicht gesprochen. In der gleichen Zeitung ist dann die Sache richtiggestellt worden. Der Journalist hat zugegeben, dass er einen Fehler begangen hat, und hat diesen korrigiert. Ich liefere Ihnen diesen Artikel gerne.

Doch nun zur Sache. Ich stehe der Entwicklungshilfe positiv gegenüber, aber sie muss sich in einem finanzpolitisch realistischen Rahmen bewegen.

Zu den Anträgen: Die Kommissionsmehrheit lehnt den Minderheitsantrag V (Weder Hansjürg) ab (Stimmenverhältnis in der Kommission 15 zu 4). Wir haben Kenntnis von der bereits

mehrfach zitierten Tatsache genommen, dass auch unter Berücksichtigung der Sanierungsmassnahmen die Entwicklungshilfe im Rahmen des Finanzplanes 1991–1995 pro Jahr noch um 7 Prozent zunehmen wird. Das geht überdurchschnittlich über das wirtschaftliche Wachstum hinaus.

Mich hat sodann interessiert, wie sich die Entwicklungshilfe in den letzten Jahren, in den achtziger Jahren, entwickelt hat, wobei man mich von den Fachdiensten darauf aufmerksam gemacht hat, dass Vergleiche recht schwierig sind, weil die Rubriken teilweise etwas geändert haben. Ich kann Ihnen nur sagen, dass – wenn man die Staatsrechnung 1986 mit der Staatsrechnung 1991 vergleicht – bei der technischen Zusammenarbeit ein Anwachsen von 445 Millionen auf 612 Millionen festzustellen ist. Das ist im Rahmen von 5 Jahren immerhin eine Zuwachsrate von insgesamt 37,6 Prozent. Ich möchte jetzt diese Zahlen nicht hochspielen, sie nur erwähnen, um zu zeigen, dass man hier bemüht ist, der neuen und schwierigen Situation in der Welt gerecht zu werden.

Das ist das Dilemma, in dem wir stecken. Auf der einen Seite haben wir die Situation in Somalia, die grauhaft ist und nach Hilfe verlangt, und auf der anderen Seite sehen wir auch, wie kritisch die Situation in den Oststaaten seit dem Fall der Mauer ist. Da muss ein gerechter Verteilungsschlüssel gefunden werden. Das hat zu meiner eingangs erwähnten nüchternen Aussage geführt.

Im übrigen möchte ich wieder einmal in Erinnerung rufen: Ich finde es falsch, dass wir jetzt versuchen, durch x Ausnahmen die Linie des Bundesrates, der sich im Rahmen dieser linearen Kürzung ein Gesamtziel gesteckt hat, immer mehr einzuengen.

Gerade auf dem Gebiet der Entwicklungszusammenarbeit und der humanitären Hilfe können Fälle vorkommen, die man als ausgesprochene Härtefälle bezeichnen kann. Man muss dann nach Mitteln und Wegen suchen, um im Einzelfall zu helfen.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Ich möchte Sie auch bitten – wir konnten in der Kommission nicht darüber sprechen –, den Eventualantrag Robert (Art. 3 Abs. 4 neu) abzulehnen. Aufgrund von Angaben, die ich von der Finanzverwaltung bekommen habe, schliesse ich, dass dieser Antrag, der bekanntlich beim Nachholbedarf, der ab 1996 eintreten würde, bis zum Jahr 2000 eine Ausgabenerhöhung von gut 100 Millionen Franken jährlich, für die Zeit von 1996–2000 also insgesamt die stolze Summe von 517 Millionen Franken, zur Folge hätte. Im Jahre 1996 ergäbe sich dadurch ein Ausgabensprung von 14,9 Prozent und für die ganze Periode eine durchschnittliche Zuwachsrate von 8,7 Prozent.

Das sind Zahlen, die doch zeigen, dass wir gut daran tun, den Eventualantrag Robert abzulehnen.

M. Borel François, rapporteur: Au nom de la majorité de la commission, 15 voix contre 4 et quelques abstentions, je vous invite à refuser cette proposition de la minorité V (Weder Hansjürg). La mesure d'économie qui vous est proposée représente 77 millions de francs. Malgré cette mesure le taux de croissance des dépenses consacrées à l'aide au développement sera encore pour la période 1991–1995 en moyenne de 7 pour cent par an. Votre commission estime donc qu'on ne peut pas parler de renoncement aux objectifs fondamentaux d'aide au tiers monde, mais bien simplement d'une légère adaptation à la situation financière de la Confédération. Votre commission n'a pas eu à se prononcer sur la proposition subsidiaire de M. Darbellay; je vous laisse juges.

La proposition subsidiaire de Mme Robert n'a pas non plus été déposée en commission. Je diverge là de l'avis de l'autre rapporteur et j'estimerai somme toute relativement logique d'approuver la proposition de Mme Robert. Tout à l'heure vous avez considéré que la situation serait très bonne à partir de 1996 et qu'à partir de ce moment-là nous pourrions rembourser au fonds AVS 1 milliard de francs. Dès lors, dans la même logique, rembourser un demi-milliard à l'aide au tiers monde, pourquoi pas puisque tout ira bien à partir de 1996?

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, sowohl den Minderheitsantrag V (Weder Hansjürg) als auch den Eventualantrag Robert abzulehnen.

Es ist richtig, was zitiert worden ist: Ich bestreite das nicht. Die Aussage, die ich gemacht habe – zu der stehen wir. Aber die Frage ist, in welchem Zeitpunkt und wie rasch man das erledigen kann.

Man vergleicht die Schweiz immer mit anderen Ländern und sagt, die Schweiz sei im Vergleich zu den anderen Ländern im Durchschnitt weiter hinten. Aber umgekehrt muss man sagen, dass die Schweiz ein Land mit einem sehr hohen Bruttosozialprodukt ist, und pro Kopf leisten wir vermutlich mindestens soviel Entwicklungshilfe wie alle anderen in Europa auch. Dazu kommt noch die andere Ueberlegung: Schulden machen kann man, das ist einfach; aber Schulden machen bedeutet, dass man auf Kosten der Zukunft lebt, dass man zuviel ausgibt – das bedeutet Schulden machen.

Ich habe gestern darauf hingewiesen: Wenn es uns nicht gelingt, den Haushalt kurzfristig zu sanieren, werden wir in drei bis vier Jahren für die Verzinsung der zusätzlichen Schulden etwa 2 Milliarden Franken mehr aufwenden müssen. Es ist besser, jetzt, in diesem Moment, auf allen Gebieten etwas zurückzustecken, etwas langsamer voranzugehen, damit wir nicht in diese Verschuldungssituation kommen; dann haben wir in drei Jahren mehr Handlungsspielraum. Das ist der Zweck der Uebung.

Ich bitte Sie, diese Kürzungen nicht zu dramatisieren. Kürzungen beziehen sich immer auf Vorstellungen eines Amtes bzw. eines Departementes, das gewisse Leistungen einmal als Ziel angegeben hat, und sie beziehen sich auf den Zuwachs.

Es ist mit Recht gesagt worden – Sie sehen das auf Seite 40 der Botschaft –: Die Entwicklungshilfe hat für 1992 Ausgaben von 1,3 Milliarden Franken, und diese werden weiter zunehmen. Es verbleiben auch nach der Kürzung 7 Prozent Wachstum. 7 Prozent bedeuten bei einer Teuerung von 3 Prozent – dazu werden wir zweifellos kommen –, dass wir ein reales Wachstum von 4 Prozent haben. 4 Prozent reales Wachstum haben wir in den wenigsten Positionen unseres Haushaltes.

Ich muss gestehen, in meinem Departement haben wir höhere Wachstumsraten; im Moment sind wir bei den Zinszahlungen bei 18 Prozent. Aber ob es eine gescheite Politik ist, wenn man einen immer grösseren Anteil der Steuereinnahmen für Zinszahlungen aufwenden muss, wage ich zu bezweifeln. Deshalb vertreten wir hier eine relativ harte Haltung – um mehr Spielraum für die Zukunft zu bekommen, damit wir in Zukunft nicht noch mehr Geld für die Schuldzinsen aufwenden müssen.

Dann ist vielleicht noch etwas anderes zu bedenken: der Umstand, dass eine Kürzung hier in der Schweiz nicht zwangsläufig bedeutet, dass diesen Ländern weniger zugute kommt. Das muss nicht zwangsläufig so sein. Ich sehe die Entwicklungsprojekte auch; diese werden mir immer unterbreitet. Ich stelle gelegentlich fest, dass von diesen Entwicklungshilfegeldern – das schreibe ich gelegentlich auch Leuten, die mir schreiben, ich solle nicht soviel Geld für die Ausländer ausgeben und ins Ausland schicken – ein schöner Teil in der Schweiz bleibt, weil die Projekte in der Schweiz und nicht im Entwicklungsland gemacht werden. Deshalb ist das vielleicht nicht ganz so dramatisch, wie man das hier nun darstellen wollte.

In bezug auf die Entschuldung muss ich sagen, dass verschiedene Länder einige Erfolge erzielt haben. Entschuldung bedeutet für verschuldete Länder aber auch, dass sie eine vernünftige Finanzpolitik betreiben müssen: sie müssen nämlich dafür sorgen, dass ihr Haushalt ins Gleichgewicht kommt. Wenn sie eine stabile Politik haben, wandert das Geld nicht mehr ab, dann muss man auch nicht mehr über Fluchtgelder und solche Dinge diskutieren.

Zum Schluss noch eine Bemerkung in bezug auf die Entschuldung: Nicht alles, was wir leisten, erscheint in der Finanzrechnung, sondern zum Teil kommt das dann in der Vermögensrechnung vor: Wenn wir nämlich Umschuldungsmassnahmen mit Ländern getroffen haben, die beispielsweise Exportrisiko-

garantie-Kredite gehabt haben, erfolgt die Abschreibung dort. Das ist auch eine Massnahme zur Entschuldung!
Aus all diesen Gründen bitte ich Sie, diese Anträge abzulehnen.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit	100 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit V	58 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Eventualantrag Darbellay	Minderheit

Dritte Abstimmung – Troisième vote

Für den Eventualantrag Robert (Art. 3 Abs. 4 Bst. a)	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

Für den Eventualantrag Robert (Art. 3 Abs. 4 Bst. b)	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

Bst. g – Let. g

Maeder, Sprecher der Minderheit VI: Mit der Kürzung im Bereich Natur- und Landschaftsschutz wird die Finanzierung des Moorschutzes total in Frage gestellt.

Durch die Revision des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz und durch die Rothenthurm-Initiative sind Bund und Kantone verpflichtet, für den Schutz der Moore und der Moorlandschaften zu sorgen. Der Bund hat den Kantonen die nötigen Grundlagen in Form von Inventaren und Beratung zur Verfügung gestellt und eine Subventionierung der Schutzkosten bis zu 100 Prozent zugesagt, sofern die Schutzobjekte von nationaler Bedeutung sind. Gestützt darauf und auch auf nachhaltige Ermahnung durch die Eidgenossenschaft sind viele Kantone an die Arbeit gegangen und haben den Moorschutz an die Hand genommen. Jetzt sind viele soweit, dass sie dem Bund die Ergebnisse ihrer Arbeit vorlegen und um Subventionierung der nächsten nötigen Schritte nachsuchen können.

Doch was müssen sie feststellen? Infolge Geldmangels kann die zuständige Bundesstelle zurzeit nicht einmal mehr Subventionszusicherungen machen. In einigen Fällen mussten Kantone und private Naturschutzorganisationen Geld vorschliessen und spielen nun für die Eidgenossenschaft Bank. In anderen Fällen warten die Dossiers auf den Schreibtischen der Sachbearbeiter auf bessere Zeiten. Diese Situation widerspricht eindeutig dem Grundsatz von Treu und Glauben. Falls sie noch länger anhält, wird sie dazu führen, dass die Kantone sehr schnell ihren Elan für den Moorschutz wieder verlieren und dass diese höchst empfindlichen Lebensräume in vielen Fällen unwiederbringlich verlorengehen.

Die Kosten für den Moorschutz, die im übrigen im Vergleich mit anderen Bundesausgaben bescheiden sind, sollten unter allen Umständen von den Sparmassnahmen, d. h. von der linearen Beitragskürzung, ausgenommen werden. Die Realisierung vieler Infrastrukturmassnahmen kann angesichts der heutigen Finanzlage des Bundes ohne Schaden zurückgestellt werden; der Moorschutz erträgt das nicht. Diese Landschaften verschwinden von Tag zu Tag, von Monat zu Monat, von Jahr zu Jahr.

Ich bitte Sie, dem Natur- und Landschaftsschutz die ohnehin kargen Mittel nicht noch mehr zu beschneiden.

M. Borel François, rapporteur: Au nom de la majorité de la commission, je vous invite à refuser cette proposition de minorité. Il s'agit, pour une économie de 3,4 millions de francs, de ramener des dépenses annuelles de 34 millions de francs à un peu plus de 30 millions. Si on suivait M. Maeder, qui décrit une situation particulièrement grave, il ne faudrait pas renoncer à 10 pour cent d'économie, mais bien augmenter notablement ce budget. La majorité de la commission estime que cet effort de 10 pour cent peut être fait, comme il a été fait pour les forêts

et dans beaucoup d'autres secteurs. Nous vous invitons donc à refuser la proposition de minorité VI (Weder Hansjürg).

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, auch diesen Minderheitsantrag abzulehnen. Wir können nicht einfach gewisse Aufgabengebiete ausnehmen. Letztlich haben wir dafür auch bestimmte Kredite zur Verfügung. Wenn wir eine Kürzung vorschlagen und vornehmen, bedeutet das, dass der einzelne diese 10 Prozent weniger bekommt, aber auf der anderen Seite bedeutet es, dass mit dem gegebenen Geld, das in den Verpflichtungskrediten zur Verfügung steht, effektiv mehr Projekte durchgeführt werden können. Deshalb wäre es zweckmässig, wenn Sie den Minderheitsantrag zurückziehen würden. Sie würden der Sache einen guten Dienst erweisen.
Ich empfehle Ihnen auf jeden Fall, den Minderheitsantrag VI (Weder Hansjürg) abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit VI	Minderheit

Präsident: Ich werde von Ratsmitgliedern bestürmt, eine Sitzungspause einzuschalten. Ich beantrage Ihnen, die Sitzung nach Beendigung der Debatte über den Beschluss C für höchstens eine halbe Stunde zu unterbrechen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag des Präsidenten	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

Bst. h, i – Let. h, i

M. Zisyadis: Le message du Conseil fédéral déclare qu'il serait manifestement trop compliqué de citer toutes les exceptions à l'arrêté fédéral. C'est un souci de simplification apparente. Mais vous conviendrez qu'il y a des exceptions et d'autres types d'exceptions, des domaines trop sensibles qui touchent au plus près du quotidien de la population, où il est préférable que les engagements formels du Conseil fédéral prennent une véritable valeur; et ils la prendront d'autant plus s'ils sont inscrits clairement dans l'arrêté fédéral.

Au moment où les idées les plus farfelues germent chez les adeptes du néolibéralisme – je pense à la participation financière aux frais hôteliers d'un séjour à l'hôpital qui pénalisera une fois de plus les plus démunis de notre société, notamment celles et ceux qui ont déjà largement apporté leur contribution au pays dans les années de crise – il est plus nécessaire que jamais que le peuple soit concrètement rassuré sur les intentions du Conseil fédéral en matière d'assurance-maladie. La délégation de compétences au Conseil fédéral, dans ce domaine, n'est pas acceptable. Puisqu'il y a, semble-t-il, un accord assez général sur cette question, je ne vois pas pourquoi on s'opposerait à l'adoption d'une lettre h portant sur cette exclusion.

Sur un autre plan, il n'est pas acceptable que les allocations familiales dans l'agriculture, qui touchent les travailleurs agricoles notamment, population particulièrement défavorisée et qui ne voit ses allocations augmenter qu'au compte-gouttes, soient pénalisées une fois de plus. Le Parti suisse du travail/POP l'a argumenté dans le débat d'entrée en matière. Des économies se révèlent à double tranchant dans la conjoncture économique que nous connaissons, car nous savons que la politique d'assistance, qui est souvent la conséquence logique de ces économies linéaires sans discernement, coûte toujours, en définitive, plus cher qu'une saine politique de prévoyance.

De manière identique, nous vous demandons sous une autre lettre, sur un autre thème sensible pour l'opinion publique, soit celui du logement, de l'encouragement à la construction de logements, de l'abaissement des prix des loyers et des mesures facilitant l'accession à la propriété, d'avoir la volonté de refuser des restrictions linéaires, et cela pour deux raisons: tout d'abord les besoins en logements sociaux sont urgents. Et c'est bien le rôle des collectivités publiques de répondre à ce besoin fondamental en cette période de pénurie, alors même

que l'initiative privée est incapable de répondre à la demande de la population. Ensuite, c'est une question de relance économique: de nombreuses entreprises du bâtiment sont en difficulté. Il faut refuser l'instabilité en la matière et tenir fermement une politique de continuité du financement public, justement dans un moment où les faillites économiques et le chômage entraînent des difficultés dans ce secteur.

Par souci de cohérence, je vous invite à soutenir la proposition qui prévoit une exception concernant les subventions à l'assurance-maladie et, par souci des conséquences sociales, à aller également dans le sens de ma proposition relative aux logements et aux allocations familiales.

M. Borel François, rapporteur: Concernant l'assurance-maladie, il ne s'agit pas d'une délégation de compétences au Conseil fédéral, celui-ci annonçant clairement, dans son message, qu'il entend ne pas réduire les subventions à l'assurance-maladie. Le Conseil national et le Conseil des Etats en prennent acte, et le Conseil fédéral est tenu par cette promesse. Par conséquent, la proposition de M. Zisyadis n'a pas de portée réelle.

Quant aux allocations familiales, je laisse à M. Stich, conseiller fédéral, le soin de répondre; je ne suis pas au courant.

En ce qui concerne les logements, je vous informe que, restant dans la ligne de la commission qui ne veut pas faire d'autres exceptions que celles prévues par le Conseil fédéral, je vous recommande de rejeter la proposition de M. Zisyadis.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen. Materiell hat er überhaupt keine Bedeutung. Es steht in der Botschaft, dass wir die Krankenkassenbeiträge nicht kürzen; es wäre auch nicht sehr sinnvoll, darüber zu sprechen, dass sie erhöht werden sollen. Bei den Familienzulagen kann ich die gleiche Erklärung abgeben; sie werden auch nicht gekürzt. Das ist ganz selbstverständlich.

Deshalb bitte ich Sie, diesen Antrag abzulehnen; denn ich habe Ihnen gesagt, Sie sollten das Prinzip durchhalten, dass im Beschluss keine Ausnahmen festgehalten werden.

Bst. h – Let. h

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Zisyadis
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Bst. i – Let. i

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Zisyadis
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Präsident: Da in Artikel 1 Absatz 3 keiner der beantragten Buchstaben (b bis i) beschlossen wurde, erübrigt sich die Bezeichnung «Buchstabe a» in Absatz 3.

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Seiler Hanspeter

Abs. 1bis (neu)

Für die Kredite unter den Budgetrubriken 327.3600.001/4600.01 (Hochschulförderung, Grundbeiträge und Sachinvestitionsbeiträge) sowie 705.3600.001/3600.004/4600.001 (Beiträge an laufende Ausgaben und Investitionsbeiträge an das berufliche Bildungswesen) beträgt die Kürzung 5 Prozent.

Antrag Bischof

Abs. 3 (neu)

Für den Bereich des Asylwesens (inbegriffen Hauptgruppe 35, Entschädigungen an Gemeinwesen) beträgt die Kürzung 30 Prozent.

Art. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Seiler Hanspeter

Al. 1bis (nouveau)

Pour les crédits inscrits aux rubriques budgétaires 327.3600.001/4600.01 (aide aux universités, subventions de base et subventions pour les investissements) et 705.3600.001/3600.004/4600.001 (contributions aux dépenses courantes et contributions aux investissements de la formation professionnelle), la réduction s'élève à 5 pour cent.

Proposition Bischof

Al. 3 (nouveau)

Dans le domaine de l'asile (compte tenu du groupe 35, dédommagements à des collectivités publiques), la réduction est de 30 pour cent.

Seiler Hanspeter: Wer gegen die Finanzkommission und den Finanzminister antritt, isst hartes Brot. Ueber den Stellenwert von Bildung und Ausbildung ist ausgiebig diskutiert worden; ich kann mir die ganze Einleitung ersparen.

Ich weise darauf hin, dass mein Vorschlag die beiden Bildungsbereiche Hochschule und Berufsbildung bezüglich Kürzung gleichstellen will. Ich bin froh, dass Herr Bundesrat Stich und andere Redner bereits die gleiche Ansicht vertreten haben. Ich will auch erreichen, dass grundsätzlich in beiden Bereichen ein Sparauftrag erfolgt; unsere Wirtschaft braucht bekanntlich beides.

Ich möchte nur ganz kurz ausführen, was mich bewegt hat, den Bereich Berufsbildung dem Hochschulbereich gleichzustellen. Der schleichende Abbau beim Bundesbeitrag hat faktisch bereits stattgefunden, weil in den Hauptausgabeposten der Beitrag des Bundes frankenmässig plafoniert und seit vielen Jahren nicht mehr erhöht worden ist. Wenn man das umrechnet, kommt man auf einen Abbau von etwa einem Siebentel, also von rund 14 Prozent. Wenn man hier noch einmal um 10 Prozent kürzte, würde man die Berufsbildung doppelt strafen.

Die technologische Entwicklung schreitet in rasantem Tempo unaufhaltsam voran, und grosse Beitragskürzungen lassen die Gefahr aufkommen, dass uns dieser Zug plötzlich davonfährt. Die wirtschaftlichen Folgeschäden für den Denk-, den Forschungs- und den Ausbildungsplatz Schweiz könnten sich bald einmal als Bumerang erweisen.

Ich bitte Sie also, meinem Antrag zuzustimmen. Ich nehme an, es dürfte dem Finanzminister, Bundesrat Stich, leichtfallen, diesem Antrag zuzustimmen, nachdem er bereits in der Botschaft auf Seite 22 bekundet und in der Debatte mehrmals gesagt hat, dass hier nur eine fünfprozentige Kürzung stattfinden werde. Wenn es dem Finanzminister und dem Bundesrat wirklich ernst damit ist, kann man dies ebensovgt in diesem Beschluss in Artikel 2 Absatz 1bis (neu) festhalten.

Bischof: Beim Abschnitt Bundesamt für Flüchtlinge will der Bundesrat die Beiträge auch nur um 10 Prozent kürzen. Gerade hier, im Flüchtlingswesen mit dem finanziell wichtigsten Sparpotential, müsste man eigentlich eine Kürzung von 97 Prozent vornehmen. Die Rechnung wäre einfach: 3 Prozent an Leib und Leben verfolgte Personen in der Schweiz ergeben auch nur 3 Prozent an Zahlungen. Natürlich ist das unrealistisch. Deshalb schlage ich eine Kürzung von 30 Prozent vor.

Wie wäre diese Reduktion zu verwirklichen? Im Asylwesen sollten Taschengelder – nach dem Beispiel Baden-Württembergs –, Hotelunterkünfte und Luxuswohnungen gestrichen werden. Mit der Unterbringung von Asylbewerbern in Gemeinschaftsunterkünften könnte zudem nochmals eine Menge Geld eingespart werden.

Eine Bevorzugung von Asylbewerbern gegenüber vielen Schweizern, die in ärmlichen Verhältnissen leben, ist offensichtlich. Das ist eine grosse Ungerechtigkeit. Vergessen wir nicht: Wir haben in der Schweiz eine halbe Million Leute, die unter dem Existenzminimum leben müssen. Tagtäglich wer-

den in der Schweiz Bauernhöfe versteigert; AHV-Rentner leben am Rande des Existenzminimums; hunderttausend Arbeitslose wollen wiederbeschäftigt und auch integriert werden. Dafür akzeptiert man Profiteure, Wirtschaftsflüchtlinge und Kriminelle.

Herr Bundesrat, gerade Sie als Sozialist sollten im Bundesrat darauf hinwirken, dass diesem Treiben, das jährlich Hunderte von Millionen Franken kostet, ein Ende gesetzt wird. Setzen Sie ein Zeichen!

Daher beantrage ich eine lineare Kürzung im Asylwesen von 30 Prozent. Ich finde, diese Kürzung ist realistisch und sollte bei Ihnen, Herr Bundesrat, Unterstützung finden.

Ich bitte Sie, diesem Antrag (Art. 2 Abs. 3 neu) zuzustimmen.

Bonny, Berichterstatter: Zuerst zum Antrag Seiler Hanspeter: Alt Bundesrat Schaffner sagte einmal, dass jemand offene Türen zu Kleinholz zerhackt habe. Ich will das Beispiel nicht unbedingt auf diesen Antrag anwenden, aber wir haben mit der Rückweisung des Minderheitsantrages IV (Leuenberger Ernst) zu Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe e die Weichen gestellt. Die 5 Prozent stehen in der Botschaft, und sie sind verbindlich. In diesem Sinn können Sie eigentlich aufgrund meiner Erklärungen, aber auch aufgrund derjenigen, die von Herrn Bundesrat Stich kommen werden, beruhigt Ihren Antrag zurückziehen. Tun Sie das nicht, so sollten wir ihn als überflüssig ablehnen. Er macht keinen Sinn. Es hat noch verschiedene andere Fälle, die bei den Fünf-Prozent-Ausnahmen in der Botschaft genannt werden. Wir müssten dann konsequenterweise alle erwähnen.

Zum Antrag Bischof: Sicher ist es so, dass sich die Bundesbehörden zu befehligen haben und dass die sehr beträchtlichen Ausgaben im Asylwesen kein Tabu darstellen. Man sucht auch dort nach Rationalisierungen. Ich persönlich habe den Eindruck, dass man da seit einem Jahr ernsthaft an der Arbeit ist. Die von Ihnen erwähnte Finanzierung von Hotelunterkünften und Luxuswohnungen gibt es nicht mehr; ich bin dagegen, in einem Bereich, der ziemlich delikat ist, einen Schuss aus der Hüfte loszulassen, zumal ich der Ueberzeugung bin, dass Bundesrat und Verwaltung wissen, dass man von ihnen Sparen erwartet.

Wenn Sie diesen Antrag aufrechterhalten, müsste ich um Ablehnung ersuchen, obschon ich das nicht im Namen der Kommission machen kann. Ich wäre froh – Ihre Fraktion hat einen Vertreter in der Finanzkommission, Herr Bischof –, wenn solche Anträge künftig bereits in der Finanzkommission eingebracht würden.

Präsident: Die Fraktion der FDP lässt mitteilen, dass sie den Antrag der Kommission unterstützt.

Bundesrat Stich: Der Antrag Seiler Hanspeter hat nur dann einen Sinn, wenn Sie in einer Klammerbemerkung schreiben: «auf Antrag von Herrn Nationalrat Seiler Hanspeter». Dann ist er darin verewigt. Aber mehr Sinn macht es nicht.

Effektiv haben Sie die beiden Dinge bereits entschieden, und ich habe klar gesagt, sowohl im einen wie im anderen Bereich betrage die Kürzung 5 Prozent. Wenn man aber für Sie eine Sonderwurst kochen muss, könnte man natürlich auch andere Sonderwürste fabrizieren und Herrn Zisyadis aufführen. Auch sein Problem ist gelöst.

Es ist kein Problem, und deshalb lohnt es sich nicht, das aufzuführen. Deshalb habe ich Ihnen empfohlen, Ihren Antrag zurückzuziehen, um den Ratsmitgliedern eine Aufstehübung zu ersparen.

Zum Antrag Bischof muss ich sagen: Es ist eine Kürzung, die unter die Sachgruppe 35 fällt – dort haben wir an sich nicht gekürzt, weil es um etwas anderes geht. Es wäre sachlich falsch, die Kantone und Gemeinden zu bestrafen.

Ich gehe im Prinzip davon aus, dass die Kantone und die Gemeinden mit den Mitteln sorgfältig umgehen. Aber Sie können versichert sein: Wir prüfen das auch eingehend. Ich werde gelegentlich das Vergnügen haben, mit einer kantonalen Regierung über die Rückerstattung von Mitteln zu diskutieren, die diese Regierung nicht zurückerstatten möchte, obwohl die Mittel zu Unrecht verlangt worden sind.

Ich bitte Sie also, auch diesen Antrag abzulehnen. Wir tun das; wir sorgen dafür, dass nicht zuviel ausgegeben wird. Sie können sich darauf verlassen. Wir wollen aber nicht die Kantone und die Gemeinden für etwas bestrafen, wofür sie nichts können. Sie übernehmen die Leute im Auftrag des Bundes. Deshalb sind wir es ihnen schuldig, dass wir ihre Aufwendungen entgelten.

Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

Angenommen – Adopté

Abs. 1bis – Al. 1bis

Präsident: Der Antrag Seiler Hanspeter ist zurückgezogen worden.

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Bischof

Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Art. 3

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Marti Werner, Bäumlin, Hafner Rudolf, Leemann, Leuenberger Ernst, Stalder, Weder Hansjürg, Züger)

.... diejenigen Leistungen mit Ausnahme der Strassenausgaben auszunehmen,

Antrag der Geschäftsprüfungskommission

Abs. 4 (neu)

Auszunehmen sind ferner die Leistungen im Rahmen des Bundesgesetzes über Investitionshilfe für Berggebiete.

Art. 3

Proposition de la commission

Al. 1, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Marti Werner, Bäumlin, Hafner Rudolf, Leemann, Leuenberger Ernst, Stalder, Weder Hansjürg, Züger)

Il y a notamment lieu d'exclure de la réduction linéaire – exception faite des dépenses pour les routes – les prestations qui

Proposition de la Commission de gestion

Al. 4 (nouveau)

Les prestations dans le cadre de la loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne sont à exclure.

Marti Werner, Sprecher der Minderheit: Am Antrag der Minderheit sollten Sie, Herr Bundesrat, auch Ihre Freude haben. Sie haben bisher ja Freude haben können, indem der Rat praktisch allen Vorschlägen des Bundesrates gefolgt ist. Am Antrag der Minderheit sollten Sie eine besondere Freude haben, denn er sieht einen zusätzlichen Sparvorschlag vor. Gesetzestechisch ist der ganze Antrag etwas kompliziert formuliert. Das liegt nicht an mir, sondern an der Vorgabe, die der Bundesrat gemacht hat. Der Bundesrat hat nämlich dasjenige System gewählt, das ihm die grösste Kompetenz gibt. Er hat Ausnahmen stipuliert und dabei auf die Botschaft verwiesen. Ich habe zu diesem Punkt die Botschaft gelesen. Ich habe übrigens auch die Botschaft mit Bezug auf die AHV-Kürzung gelesen.

Wenn Sie die Botschaft lesen, müssen Sie mit Erstaunen feststellen, dass aufgrund derselben die Strassenausgaben nicht

der Kürzung unterliegen, obwohl es sich um Rubriknummern handelt, die der generellen linearen Kürzung unterstellt sind. Dies hat zur Folge, dass wir nun eine neue Ausnahme aufnehmen müssen, und zwar eine Ausnahme von der Ausnahme – das heisst letztlich, dass die entsprechenden Beiträge gekürzt werden sollen, und zwar um den linearen Ansatz von 10 Prozent.

Ich frage mich, weshalb die Strassenausgaben nicht gekürzt werden sollen. Es ist schwierig zu erklären, weshalb die Strassenausgaben nicht gekürzt werden sollen, wenn die Beiträge für die Hochschulen, für die Walderhaltung, für den Viehabsatz und die Beiträge für die AHV ebenso wie die Beiträge für die Berufsbildung gekürzt werden sollen.

Der Grund, weshalb dies nicht gemacht wird, liegt wahrscheinlich darin, dass von seiten des Bundesrates und der Kommissionmehrheit damit argumentiert wird, dass wir die Zweckbindung bei den Strassenausgaben haben. Man sagt: Das Geld ist vorhanden, also soll man es ausgeben. Aber ich frage Sie: Seit wann ist dies ein Grundsatz? Seit wann ist das Ihre Politik, Herr Bundesrat Stich, dass man Geld, wenn man es hat, einfach ausgeben muss? Sie haben sonst andere Prinzipien. Ich ersuche Sie, auch in diesem Fall Ihre Prinzipien zu wahren.

Es wird dann wahrscheinlich damit argumentiert, wenn man die Strassenausgaben kürze, müsse dieses Geld infolge der Zweckbindung gehortet werden. Dem ist aber nicht so. Wenn wir nämlich einmal eine richtige Strassenrechnung machen, in welcher auch die Gesundheits-, die Umweltkosten sowie die durch den Strassenverkehr verursachten zusätzlichen Kosten erfasst werden, haben wir genügend Positionen, für die wir die aus der Kürzung entstehenden zusätzlichen Mittel verwenden können.

Ich ersuche Sie deshalb, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Tschuppert Karl: Die Geschäftsprüfungskommission stellt zu Geschäften im Rat selten Antrag. Wenn wir dies tun, so deshalb, weil wir uns schon seit bald zwei Jahren mit der Investitionshilfe für Berggebiete befassen und dabei zum Schluss gekommen sind, dass weitere Kürzungen in diesem Bereich eigentlich nicht sinnvoll sind.

Lassen Sie mich unseren Standpunkt kurz begründen: Das Bundesgesetz über Investitionshilfe für Berggebiete ist das Rückgrat der Regionalpolitik des Bundes zugunsten der wirtschaftlich schwächeren Gebiete unseres Landes. Das Ziel des Investitionshilfegesetzes besteht darin, die Existenzbedingungen im Berggebiet zu verbessern. Die vielfältigen Standortnachteile sollen wenigstens im Infrastrukturbereich verringert werden. Obwohl gewisse Verbesserungen bereits erreicht werden konnten, sind wir weit davon entfernt, die vorhandenen Disparitäten abgebaut zu haben. Die Rationalisierungsbestrebungen bei den SBB und den PTT, die Verwirklichung des Armeeleitbildes 95, die Umstrukturierungen in der Landwirtschaft und die Verwirklichung des europäischen Binnenmarktes werden tendenziell eine Verstärkung der regionalen Disparitäten bewirken.

Regionalpolitik ist eine langfristig ausgerichtete Politik und bedarf deshalb einer gewissen Kontinuität. Aus diesem Grund wurde bei der Schaffung des IHG-Gesetzes ein Fonds eingerichtet, der möglichst gleichmässig geäufnet werden sollte. Man wollte dadurch die Investitionshilfegewährung von den jährlich wiederkehrenden Budgetdiskussionen ausklammern. Trotzdem mussten immer wieder Kürzungen hingenommen werden. Dies führte unter anderem zu den gewaltigen Pendenzen. Mit dem Sanierungsprogramm soll nun nochmals um 10 Prozent gekürzt werden.

Die Geschäftsprüfungskommission hat im Mai 1992 Hearings mit Vertretern der Zentralstelle für regionale Wirtschaftsförderung und mit fünf ausgewählten Sekretären von Berggebietsregionen durchgeführt. Sie ist zum Schluss gekommen, dass das Finanzgebaren des Bundes in diesem Bereich widersprüchlich wird, wenn die bereits gekürzten Zahlungskredite zum Vollzug des Investitionshilfegesetzes im Rahmen der Massnahmen zur Sanierung der Bundesfinanzen nochmals um 10 Prozent gekürzt werden.

Bekanntlich haben die eidgenössischen Räte vor kurzem den Rahmenkredit für das IHG bis zum Jahre 2000 gegenüber dem Antrag des Bundesrates auf 800 Millionen aufgestockt. Das würde durchschnittlich rund 90 Millionen Franken pro Jahr ausmachen. Mit Einlagen in dieser Grössenordnung könnten, zusammen mit der Rückzahlung, jährlich Darlehen im Ausmasse von rund 120 Millionen Franken neu zugesichert werden. Dieser Betrag liegt zwar immer noch weit unter dem effektiven Bedarf der Regionen, aber man könnte damit wenigstens eine Infrastrukturförderung betreiben, die diesen Namen auch verdient. Im Voranschlag 1992 werden aber bereits die Zahlungskredite gekürzt. Nach den Vorschlägen des Bundesrates sollen nun die Budgeteinlagen nochmals gekürzt und bei rund 56 Millionen Franken pro Jahr eingefroren werden, was nur eine Regionalpolitik auf Sparflamme gestattet. Diese weitere Kürzung würde die Kontinuität und die Glaubwürdigkeit der Investitionshilfe und der Regionalpolitik des Bundes insgesamt aufs schwerste beeinträchtigen.

Es handelt sich nach unserer Ansicht dabei auch um eine mittelfristig kaum wirksame Sparmassnahme, solange der Rahmenkredit als solcher unangetastet bleibt. Die heutigen Kürzungen müssen innerhalb der Laufzeit des Rahmenkreditess kompensiert werden.

Was bedeutet diese Kürzung? Die Hilfe an die einzelnen Vorhaben wird reduziert, und die Zinsbelastung der Projektträger steigt. Die Auszahlungen bereits eingegangener Verpflichtungen müssen hinausgeschoben werden, was heute Uebergangsfinanzierungen zur Folge hat. Die Regionen, welche mit grossem Engagement ihre Entwicklungskonzepte überarbeiten und dabei breite Bevölkerungskreise einbeziehen, werden verunsichert, ob und wie es mit der Investitionshilfe weitergeht. Kurz: Die Glaubwürdigkeit dieser Projekte schwindet je länger, je mehr. Angesichts der herrschenden Wirtschaftslage sind Einschränkungen gerade bei Investitionen sehr fragwürdig.

Ich bitte Sie deshalb, diesem Antrag der GPK zuzustimmen.

Bonny, Berichterstatter: Ich spreche zuerst zum Minderheitsantrag, vertreten durch Herrn Marti Werner, der die Strassenausgaben wieder der Möglichkeit einer linearen Kürzung unterstellen will. Die Kommission hat einen solchen Antrag mit 12 zu 8 Stimmen abgelehnt. Nicht etwa, weil man jetzt die Strassenausgaben speziell vor Kürzungen schonen will, sondern wir stehen einfach vor der Tatsache, dass es hier um Investitionen geht, die mehrfach beschlossen worden sind und wofür die Mittel bereitstehen.

Es macht keinen Sinn – und ist im Widerspruch zur folgenden Diskussion über die Treibstoffzölle –, wenn man zweckgebundene Gelder, die bereitstehen, nicht verwenden kann. Ganz abgesehen davon, dass der Strassenbau momentan noch der letzte Bereich der Bauwirtschaft ist, wo etwas läuft; auch vom rein arbeitsmässigen und konjunkturpolitischen Effekt her wäre dieser Minderheitsantrag nicht von Gutem.

Das sind die Ueberlegungen, die wir zum Minderheitsantrag Marti Werner angestellt haben. Wir bitten Sie also, ihn abzulehnen, um so mehr, als bei Entwurf D die Frage der Zweckbindung, die Frage von Grundzoll und Zollzuschlag, wiederum eine grosse Rolle spielen wird.

Zum Antrag der GPK, den Herr Tschuppert Karl vertritt: Die Kommission hat den Antrag der Geschäftsprüfungskommission mit 10 zu 3 Stimmen abgelehnt. Der Bereich Investitionshilfe für Berggebiete ist in den letzten Jahren nicht zu kurz gekommen, Herr Tschuppert. Ich habe hier einen Auszug aus den Staatsrechnungen 1986 und 1991 vor mir: Danach haben wir unter der Position 705.4600.301 (Investitionshilfe für Berggebiete) eine Aufstockung um volle 400 Prozent, nämlich von 20 Millionen auf 100 Millionen Franken. Für das Funktionieren der Investitionshilfe sind die Mittel im IHG-Fonds selbstverständlich entscheidend wichtig. Diese werden Ende 1992 850 Millionen Franken erreichen; dann kommen Rückzahlungen. Man rechnet im Jahre 1993 mit Rückzahlungen von 50 Millionen Franken, welche dann wieder für neue Darlehen eingesetzt werden können. Im nächsten Jahr stehen somit insgesamt 100 Millionen Franken zur Verfügung, so dass die lineare Kürzung von 6 Prozent verkraftbar scheint.

Klar ist, dass gerade im Berggebiet dieser Effort weitergeführt werden muss. Aber es geht auch dort nicht primär darum, dass man einfach Geld einsetzt – ich habe Vertrauen in die Leute, die das machen –, sondern dass wir uns auf prioritäre Projekte konzentrieren, die jene Infrastrukturwirkung haben, die wir auch erwarten.

Ich beantrage Ihnen im Namen der Kommissionsmehrheit, den Antrag der GPK, hier vertreten durch Kollege Tschuppert Karl, abzulehnen.

M. Borel François, rapporteur: En ce qui concerne tout d'abord la proposition de la minorité Marti Werner, celui-ci a dit ne pas comprendre pourquoi, dans ces réductions linéaires des subventions, on excepte les routes. Je crois que tout le monde comprend pourquoi. S'il écoute les nouvelles à la radio ou à la télévision et s'il lit la presse, le citoyen a l'impression que, depuis hier et probablement jusqu'à demain, nous parlons de l'augmentation du prix de l'essence et de pas grand-chose d'autre. Nous prendrions une décision complémentaire en augmentant l'essence tout en diminuant les prestations pour les routes. La raison psychologique d'exempter de la réduction linéaire les dépenses routières est suffisamment évidente pour que je n'aie pas besoin d'en rajouter.

Il y a encore un autre argument. Il s'agit de «subventions» routières. Les routes sont payées par les cantons qui touchent un certain nombre de subventions. Si ces subventions sont réduites de manière linéaire, c'est un report de dépenses sur les cantons. Nous avons dit jusqu'à maintenant que le projet du Conseil fédéral avait l'avantage d'être un projet équilibré et que les recettes nouvelles fournies aux cantons par la Banque nationale et par l'augmentation du prix de l'essence permettraient juste de compenser et de faire en sorte que l'opération soit pratiquement blanche pour les cantons. Les dépenses routières sont importantes pour les cantons et réduire les subventions de 10 pour cent équivaldrait à charger beaucoup plus les cantons. Dès lors, l'avantage de la neutralité pour les cantons de ce paquet de mesures d'assainissement disparaîtrait.

Quant à la proposition de la Commission de gestion, elle a été transmise à la commission qui l'a refusée par 10 voix contre 3. La Commission de gestion s'estime insatisfaite, elle tient absolument à maintenir cette rivalité entre deux commissions jusqu'au plénum. Je vous laisse décider de suivre soit la Commission des finances soit la Commission de gestion.

Bundesrat Stich: Zuerst zum Minderheitsantrag Marti Werner: Der Bundesrat beantragt Ihnen, den Grundzoll für das Benzin um 25 Rappen anzuheben; die Hälfte davon ist – wie Sie wissen – zweckgebunden; diese müssen wir also im Strassenbau einsetzen. Es wäre nicht sehr sinnvoll, zweckgebundene Einnahmen zu verlangen und sie nachher stillzulegen und nicht auszugeben; das ist der Grund, warum wir keine Kürzung vorgesehen haben. Ich bitte Sie deshalb, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Ich muss noch beifügen: Wenn wir nachher zu den anderen Themen kommen – Stichwort: Grundzoll usw. – und Sie dort nicht dem Bundesrat folgen, dann wird die Konsequenz daraus sein, dass ich dem Bundesrat für die nächste Sitzung vorschlagen muss, das Budget bei den Einnahmen zu korrigieren – je nach dem Abstimmungsdatum vielleicht um 800 Millionen. Sie werden es mir nicht verargen, wenn ich dann auch beantrage, beim Strassenbau um etwas mehr als 10 Prozent zu kürzen, damit wir hier wieder einen gewissen Ausgleich schaffen können. Das ist die Konsequenz, die diese Entscheidungen haben; ich wollte Sie schon jetzt darauf aufmerksam machen. Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag Marti Werner abzulehnen.

Zum Antrag der Geschäftsprüfungskommission: Lassen Sie mich zuerst meinem Erstaunen darüber Ausdruck geben, wieder einmal mehr feststellen zu dürfen, dass einmal mehr gleiche Geschäfte gleichzeitig in zwei verschiedenen Kommissionen behandelt werden.

Meine Erfahrung ist folgende: Wenn sich die Geschäftsprüfungskommission auf Inspektionsreisen begibt, kommt das für den Finanzminister in der Regel teuer zu stehen – nicht nur

wegen den Spesen, die sind unwesentlich, sondern wegen dem, was dann für die Zukunft alles vorgeschlagen wird. Die GPK-Mitglieder sind sehr effizient, sie haben sehr viel Kreativität – aber für den Finanzminister kommt dies in der Regel teuer zu stehen.

Deshalb würde ich es eigentlich begrüßen, wenn Sie ein Geschäft nur in einer Kommission behandeln würden. In dieser Hinsicht – das muss ich sagen, mein lieber Karl Tschuppert – hätte ich lieber die Finanzkommission. Dort bin ich nämlich an den Sitzungen dabei. Bei Ihrer Kommission nicht. Das ist entscheidend; ich könnte dort nicht geltend machen, was nötig wäre.

Es ist bereits gesagt worden: Ihr Antrag muss natürlich ebenfalls abgelehnt werden. Es ist ein Fonds, bei dem 50 Millionen Franken zurückkommen, 50 Millionen Franken kommen dazu, das gibt 100 Millionen; eine Kürzung von 6 Millionen Franken macht nichts aus.

Aber Ihren Vorwurf, Herr Karl Tschuppert, dass wir den Rahmenkredit nicht gekürzt haben, dass wir das Geld nachher trotzdem ausgeben müssen, nehme ich sehr ernst. Sie wissen, ich bin krampfhaft daran, neue Massnahmen zu suchen und vorzuschlagen. Ich werde daran denken, damit Sie sich beim zweiten Mal nicht wieder beklagen müssen.

Ich bitte Sie, beide Anträge abzulehnen.

Abs. 1, 3 – Al. 1, 3

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

offensichtliche Mehrheit
Minderheit

Abs. 4 – Al. 4

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der GPK
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Angenommen gemäss Antrag Allenspach

(siehe Entscheid zu Art. 1 Abs. 3 Bst. d)

Adopté selon la proposition Allenspach

(voir décision à l'art. 1 al. 3 let. d)

Art. 4, 5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

129 Stimmen

Dagegen

2 Stimmen

D. Bundesgesetz über die Erhöhung des Treibstoffzolles D. Loi fédérale concernant l'augmentation des droits d'entrée sur les carburants

Antrag der Kommission

Mehrheit

Eintreten

Minderheit

(Frey Walter, Dreher, Narbel)

Nichteintreten

Antrag der SD/Lega-Fraktion

Nichteintreten

Antrag der Fraktion der Auto-Partei

Nichteintreten

*Proposition de la commission**Majorité*

Entrer en matière

Minorité

(Frey Walter, Dreher, Narbel)

Ne pas entrer en matière

Proposition du groupe DS/Ligue

Ne pas entrer en matière

Proposition du groupe des automobilistes

Ne pas entrer en matière

Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal

Für den Antrag der Mehrheit (Eintreten) stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la majorité (entrer en matière):

Aguet, Allenspach, Aregger, Aubry, Baumann, Baumberger, Bäumlin, Béguelin, Bezzola, Bircher Peter, Bircher Silvio, Blatter, Bodenmann, Bonny, Borel François, Brügger Cyrill, Bühlmann, Bühler Gerold, Bundi, Bürgi, Camponovo, Carobbio, Caspar-Hutter, Cavadini Adriano, Cotti, Couchepin, Daepf, Danuser, Darbellay, David, Deiss, Dettling, Diener, Dormann, Ducret, Dünki, Eggenberger, Eggly, Engler, Epiney, Eymann Christoph, Fankhauser, Fasel, Fehr, von Felten, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Claude, Fritschi Oscar, Gardiol, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Guinand, Gysin, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Heberlein, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Jöri, Keller Anton, Kühne, Ledergerber, Leemann, Leu Josef, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Loeb François, Luder, Maeder, Mamie, Marti Werner, Matthey, Mauch Rolf, Mauch Ursula, Meier Samuel, Meyer Theo, Misteli, Nabholz, Oehler, Perey, Philipona, Raggenbass, Rechsteiner, Robert, Ruckstuhl, Rychen, Sandoz, Savary, Scheidegger, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spoerry, Stamm Judith, Steiger, Steinegger, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Thür, Tschäppät Alexander, Tschuppert Karl, Vollmer, Wanner, Wick, Wiederkehr, Wittenwiler, Zölch, Züger, Zwygart (130)

Für den Antrag der Minderheit/SD/Lega-Fraktion/AP-Fraktion (Nichteintreten) stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la minorité/du groupe DS/Ligue/du groupe des automobilistes (ne pas entrer en matière): Binder, Bischof, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Chevalaz, Cincera, Dreher, Frey Walter, Friderici Charles, Giezen-danner, Hegetschweiler, Jenni Peter, Keller Rudolf, Kern, Maspoli, Maurer, Miesch, Moser, Müller, Narbel, Neuenschwander, Pidoux, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruf, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Schmied Walter, Spielmann, Stalder, Stamm Luzi, Steffen, Steinemann, Vetterli, Zwahlen (36)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Bär, Berger, Blocher, Brunner Christiane, Bühler Simeon, Caccia, Columberg, Comby, de Dardel, Duvoisin, Etique, Früh, Giger, Gobet, Gross Andreas, Haller, Herczog, Jaeger, Leuba, Maitre, Meier Hans, Mühlemann, Pini, Poncet, Rebeaud, Ruffy, Rutishauser, Sieber, Tschopp, Weder Hansjürg, Wyss, Ziegler Jean, Zisyadis (33)

Präsident Nebiker stimmt nicht

M. Nebiker, président, ne vote pas

*Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Art. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident: Ein Vorbehalt: Der Ingress könnte sich je nach Beschluss in bezug auf die Dringlichkeit noch ändern.

*Angenommen – Adopté***Art. 2 Art. 2 Abs. 1***Antrag der Kommission**Mehrheit*

.... von 49.90 Franken

Minderheit I

(Leuenberger Ernst, Borel François, Bäumlin, Hafner Rudolf, Leemann, Marti Werner, Stalder, Weder Hansjürg, Züger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit II

(Bührer Gerold, Aregger, Bühler Simeon, Camponovo, Comby, Fischer-Hägglingen, Frey Walter, Narbel)

.... von 38.20 Franken

Antrag Steinegger

.... von 44 Franken

Antrag Zwygart

.... von 61.60 Franken

Antrag Friderici Charles

Zollbegünstigung für umweltschonende Treibstoffe

Für umweltschonende und unverändert als solche verwendete Treibstoffe ist der Treibstoffzoll um 8 Rappen je Liter bleifreies Benzin und 15 Rappen je Liter Diesel niedriger als für verbleites Benzin; der Ertrag hat gesamthaft dem Treibstoff mit einem Ansatz von (gemäss Beschluss des Nationalrates) Franken je 100 kg brutto zu entsprechen.

Art. 2bis (neu) Art. 1 Abs. 1*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Ablehnung des Antrages der Minderheit II

Minderheit II

(Bührer Gerold, Aregger, Bühler Simeon, Camponovo, Comby, Fischer-Hägglingen, Frey Walter, Narbel)

Der Zollzuschlag beträgt 40 Rappen je Liter.

Antrag Steinegger

Der Zollzuschlag beträgt 35 Rappen je Liter.

Art. 2bis (neu) Art. 4 Abs. 5, Art. 10 Abs. 2 Bst. b*Antrag der Kommission**Streichen**Antrag Iten Joseph**Art. 4 Abs. 5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 10 Abs. 2 Bst. b

.... um 10 Prozentpunkte gegenüber

Art. 2 art. 2 al. 1*Proposition de la commission**Majorité*

.... 49.90 francs

Minorité I

(Leuenberger Ernst, Borel François, Bäumlin, Hafner Rudolf, Leemann, Marti Werner, Stalder, Weder Hansjürg, Züger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité II

(Bührer Gerold, Aregger, Bühler Simeon, Camponovo, Comby, Fischer-Hägglingen, Frey Walter, Narbel)

.... 38.20 francs

Proposition Steinegger

.... 44 francs

Proposition Zwygart

.... 61.60 francs

Proposition Friderici Charles

Allègement pour les carburants ménageant l'environnement
Pour les carburants ménageant l'environnement destinés à être utilisés tels quels comme carburants, le droit de douane sur les carburants est inférieur de 8 centimes par litre d'essence non additionnée de plomb et de 15 centimes par litre de diesel, par rapport au droit de douane perçu sur l'essence additionnée de plomb; le produit doit correspondre à celui d'un droit de douane sur les carburants de (selon décision du Conseil national) francs par 100 kg.

Art. 2bis (nouveau) art. 1 al. 1*Proposition de la commission**Majorité*

Rejeter la proposition de la minorité II

Minorité II

(Bührer Gerold, Aregger, Bühler Simeon, Camponovo, Comby, Fischer-Hägglingen, Frey Walter, Narbel)
Les droits de douane supplémentaires (surtaxe) s'élèvent à 40 centimes par litre.

Proposition Steinegger

Les droits de douane supplémentaires (surtaxe) s'élèvent à 35 centimes par litre.

Art. 2bis (nouveau) art. 4 al. 5, art. 10 al 2 let. b*Proposition de la commission**Biffer**Proposition Iten Joseph**Art. 4 al. 5*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 10 al. 2 let. b

.... de 10 point de pourcentage par rapport

Leuenberger Ernst, Sprecher der Minderheit I: Die Minderheit I hat die Versprechungen, die während der ganzen Sanierungsdebatte abgegeben worden sind, zum Nennwert genommen; sie hat Ihre Worte ernst genommen und ist deshalb bereit, dem Bundesrat zu folgen und einen Zuschlag des Grundzolls um 25 Rappen hier – aber auch in der bereits angeordneten Volksbefragung – mit allem Nachdruck zu vertreten. Ich fordere Sie auf, das gleiche zu tun.

Es liesse sich gut und gerne darüber philosophieren, ob es sinnvoll sei, Zölle zweckgebunden festzulegen. Man könnte lustige Beispiele erfinden. Zölle auf diesem oder jenem Gut müssten eigentlich – folgerichtig nach dieser Regelung – ebenso für diesen oder jenen Sektor zweckgebunden verwendet werden.

An sich liesse sich auch darüber philosophieren, ob nicht der Bundesrat vor einem Jahr seine Verantwortung hätte wahrnehmen und die ihm richtig scheinenden Beschlüsse hätte fassen müssen, anstatt sie nur anzukündigen und eine mittlere, Ringier-geschürte Unzufriedenheit im Lande zu verbreiten, was letztlich einige Auswirkungen auf den Ausgang der Wahlen hatte.

Ich gestehe Ihnen: Es ist nicht Allotria, und es ist auch keine sonderliche Freude und kein Vergnügen, hier einen Vorschlag zu vertreten, der darauf abzielt, vielen Leuten, praktisch allen Leuten im Land, ein Opfer abzuverlangen. Ich gebe auch gerne zu, dass dieses Opfer für einige nicht besonders leicht zu tragen ist, einige werden das ganz deutlich im Portemonnaie spüren.

Lassen Sie mich einen kleinen Augenblick an jene Behinderter denken, die nun wirklich auf ein Fahrzeug angewiesen sind. Lassen Sie mich an Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer denken, die lange Arbeitswege zurückzulegen haben, aber keine andere Möglichkeit sehen, als ein benzingetriebenes Fahrzeug zu benutzen, und damit diese höhere Abgabe bezahlen müssen.

Aber nachdem wir ausgezogen sind und mit grossen Mehrheiten im allgemeinen festgelegt haben, dass nun das Ziel der

Sanierung des Bundeshaushaltes mit Nachdruck und Entschlossenheit anzugehen sei, nachdem wir gesagt haben, es müssten auf Lieblingsgebieten – wenn ich das mal so aussprechen darf –, auf Gebieten, die uns nun wirklich sehr am Herzen liegen, durch diese oder jene Gruppe Opfer gebracht werden, ist es auch angezeigt, hier ein Opfer zu verlangen und das als Opfer zu bezeichnen.

Es lässt sich sachlich rechtfertigen. Sie kennen die Vergleiche mit den benachbarten Staaten. Die Erhöhung um 25 Rappen lässt sich unter diesem Aspekt absolut rechtfertigen.

Es liegt – ich spreche auch dazu, um ein bisschen Redezeit zu sparen, damit ich nicht noch einmal kommen muss – eine Fülle von Anträgen vor; ich möchte dies beinahe als ein Wirrwortspiel bezeichnen. Es liegt eine Fülle von Anträgen vor, die zum Teil versuchen, aus diesem Sanierungsprogramm ein Strassenbaufinanzierungsprogramm zu machen, indem man mehr oder weniger stark vom Grundzoll abweichen und mit Zollzuschlägen arbeiten will, was zur Folge hätte, dass der ganze Betrag in die Strassenkasse fliessen würde, während bekanntlich bei den Grundzöllen «fifty-fifty» gemacht werden muss.

Ich darf Ihnen hier – auch namens der sozialdemokratischen Fraktion – ganz klar erklären, dass wir nicht bereit sind, der Umfunktionierung dieses Sanierungsprogramms in ein Strassenbaufinanzierungsprogramm zuzuschauen. Ich habe auch Glocken läuten gehört, dass nicht nur mit einem Auto-Partei-Referendum, sondern mit Referenden aus anderen Kreisen zu rechnen ist.

Ich habe damit keine Referendumsdrohung ausgesprochen. Ich habe Sie nur darauf aufmerksam machen wollen, dass nicht nur der Menschheit düstere Rechte solche Pläne hegt, sondern dass sich teilweise bereits der Menschheit frohe Linke solche Gedanken da und dort macht!

Unseren Freunden aus der Westschweiz muss ich sagen: Wenn Sie damit argumentieren – und Sie haben damit zu einem gewissen Teil recht –, in der Westschweiz harre das Nationalstrassennetz der Vollendung, dann muss ich Sie darauf aufmerksam machen, dass von sozialdemokratischer Seite bei mehreren Budgetdebatten klipp und klar erklärt worden ist, dass wir damit einverstanden sind. Wir sind es auch heute noch und bleiben damit einverstanden, dass Schwergewichte geschaffen werden und diese vorhandenen Strassenbaubudgets vornehmlich in der Westschweiz eingesetzt werden, weil dort offenbar die Bevölkerung den Strassen nähersteht, als das in einigen Kantonen der Deutschschweiz der Fall ist.

Es ist also, meine Damen und Herren aus der Westschweiz, nicht erforderlich, dass Sie jetzt zusätzlich mit Zollzuschlägen arbeiten, um Ihr Ziel zu erreichen. Sie können ganz getrost und ruhig mithelfen, den Grundzoll zu erhöhen.

Letztendlich ist es ein Sanierungsprogramm. Das Budget 1993 wird in etwa drei Monaten verabschiedet sein müssen, und wir wissen alle, dass diese Beschlüsse – je nachdem, was wir damit anstellen – bereits 1993 budgetwirksam werden. Und wir wissen auch: Wenn wir uns heute nicht dazu durchringen, mutige Beschlüsse zu fassen, und uns fest vornehmen, diese Beschlüsse vor dem Volk erfolgreich zu vertreten, wird die Budgetdebatte 1993 nicht im Stil von heute abgehalten werden, sondern um einiges schlimmer, weil die zusätzlichen Kürzungen, die notwendig werden könnten, sehr vielen Kreisen und sehr vielen Anliegen, die einen hohen Prioritätsgrad haben, wehtun und in die Quere kommen könnten.

Ich kann Ihnen gestehen: Wir sind nicht bereit, solche Übungen zu machen. Aus unseren Kreisen sind manche mit mehr als Herzklopfen aufgestanden, und sie werden zu Hause einige Mühe haben, zu erklären, dass sie auch heute nichts nach Hause bringen als Kürzungen, als Sparmassnahmen, als Verzicht – wenn dieser Rat in seiner grossen Mehrheit und mit seinen tragenden Kräften nicht bereit ist, das Versprechen, das er während dieser ganzen Spardebatte abgegeben hat, einzulösen und auch auf diesem Gebiet dem Bundesrat zu folgen.

Ich bitte Sie mit allem Nachdruck, zur Kenntnis zu nehmen, dass es bei diesen Treibstoffzöllen nicht nur Schmerzgrenzen der düsteren Rechten gibt, sondern auch Schmerzgrenzen der demokratischen Linken.

Ich möchte Sie daher dringend bitten, dem Bundesrat in diesem Punkt zu folgen.

Bührer Gerold, Sprecher der Minderheit II: Um es gleich vorwegzunehmen: Es ist unbestritten, dass auch die Minderheit II voll hinter dem übergeordneten Ziel der Defizitreduktion steht. Wir haben diesen Tatbeweis bei den zahlreichen Abstimmungen während der heutigen Debatte erbracht. Es ist aus meiner Sicht unbestritten, dass wir subsidiär zur Sanierung des Bundeshaushaltes Mehreinnahmen brauchen und dass der Treibstoffzoll als Instrument dafür verwendet werden kann. Ich möchte das mit aller Klarheit betonen. Die Frage ist jedoch, welche Variante der Treibstoffzollerhöhung über die rein finanzpolitische Optik hinaus auch gesamtpolitisch schlussendlich durchgesetzt werden kann.

In der Debatte haben Sie, Herr Bundesrat Stich, des öftern den Schwarzen Peter jenem Teil des Parlaments zuspielen wollen, der für eine zurückhaltendere Variante eintritt: dieser Teil des Parlamentes müsse sozusagen in die Verantwortung genommen werden, wenn diese Defizitreduktion etwas geschmälert würde.

Herr Bundesrat, Sie wissen, wir leben in einer Referendumsdemokratie, und Sie müssten eigentlich diesen Ball den Stimmberechtigten zuspielen. Wir als Mittler zwischen der Bevölkerung und der Regierung müssen auf diese referendumspolitischen Aspekte Rücksicht nehmen. Wir nehmen darauf Rücksicht, auch im längerfristigen Interesse der Bundesfinanzen, und nicht, weil wir kurzfristig aus irgendwelcher Populäritätshascherei heraus eine minimale Lösung möchten.

Heute in Kraftmeierei machen zu wollen und eine Lösung bezüglich Zollerhöhung möglichst nach oben zu schrauben, könnte sehr wohl zu einem gefährlichen Pyrrhussieg verkommen, der auch Ihnen als Finanzminister mehr schadet als nützt. Wir sollten mit solchen Ballzuspielen und mit Drohungen, dass beim Strassenbau, wenn wir nicht dieser oder jener Variante zustimmen würden, entsprechende Einschränkungen gemacht werden müssten, zurückhaltend hantieren. Tatsache ist ja, dass wir über 1,5 Milliarden Franken an zweckgebundenen Mitteln in der Treibstoffkasse verfügbar haben. Deshalb sollten wir mit derartigen Drohungen effektiv vorsichtiger umgehen.

Es gibt zwei Aspekte, die konjunkturellen und die abstimmungspsychologischen. Und beide Elemente sprechen dafür, dass der Antrag der Minderheit II auf eine Erhöhung von 20 Rappen – die Hälfte davon Grundzoll, die andere Hälfte Zolzzuschlag – Vorteile hat.

Ich komme zum ersten Aspekt, dem konjunkturellen. Selbst die gut angesehene Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich kommt, Herr Bundesrat, in ihrem jüngsten Bericht zur Schlussfolgerung, dass es jetzt total falsch wäre, in bezug auf Infrastrukturinvestitionen – auch im Strassenbau – zurückzuhalten. Im Gegenteil, die Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich empfiehlt, Projekte, die vorhanden sind, bereits im Vollzug sind, nicht länger hinauszuschieben. Uebrigens empfiehlt die gleiche Stelle der ETH bei der Benzinzollerhöhung Zurückhaltung, nicht zuletzt, um die Konsumneigung nicht zu stark zu dämpfen. Das ist die konjunkturelle Sicht. Es wäre auch von da her gesehen falsch, jetzt bei diesen Investitionen mit Kürzungen zu drohen.

Bedeutender erscheint mir aber die abstimmungspsychologische Sicht. Unsere Variante hat den grossen Vorteil, dass die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger klar sehen, dass eben der grosse Teil den zweckgebundenen Ausgaben im Strassenbau zugute kommt. Ich bin überzeugt davon, dass dadurch die Akzeptanz bei der Bevölkerung steigen wird. Die Akzeptanz der Bevölkerung ist wichtig – ich glaube, wir sollten uns diesen Problemkreis nicht zu leicht machen. Wir wissen alle, dass – abgesehen von den verschiedenen Treibstoff- und anderen Autobelastungen – auch andere Steuererhöhungen auf die Bürgerinnen und Bürger zukommen.

Ich möchte auf den jüngsten Entscheid im Kanton Baselland hinweisen, wo sogar einer Reduktion der Motorfahrzeugsteuer von 20 Prozent mit deutlichem Mehr zugestimmt wurde.

Lieber heute den sprichwörtlichen Spatz in der Hand haben

als morgen die Taube auf dem Dach: Das könnte sich bei der Abstimmung wahrscheinlich als finanzpolitisch klügere Variante herausstellen. Ich werde mich jedenfalls, wenn es zu einer Abstimmung kommt, für diese Variante engagiert einsetzen.

M. Friderici Charles: Vous connaissez tous mes fonctions à la tête de l'ASTAG, aussi est-il inutile que je fasse une longue digression sur les avantages et les inconvénients de l'arrêté fédéral pour les milieux que je représente ici. Ce n'est cependant pas uniquement à ce titre que je fais la proposition de modification à l'article 2 de l'arrêté fédéral concernant la différenciation des droits de douane sur les carburants. Comme les banquiers qui n'encaissent pas à leur profit les droits de timbre, les compagnies pétrolières, les pompistes ou les transporteurs routiers ne sont que les percepteurs d'un impôt indirect pour le compte de la caisse générale de la Confédération et du fonds routier, ce qui, pour certains esprits simplificateurs, revient au même.

Deux arguments distincts militent en faveur de mon amendement. Le premier est purement économique, le second se situe dans le cadre de la protection de l'environnement et des économies d'énergie. Ainsi, l'assainissement des finances fédérales pourrait également contribuer à atteindre plus rapidement les limites fixées dans l'Opair et les objectifs du programme Energie 2000. Sur le plan économique, les transporteurs routiers ne feront que reporter l'augmentation des droits de douane sur les carburants dans leur facture. Ce report provoquera une inégalité de traitement entre les régions de plaine et les zones de montagne, déjà défavorisées par l'imposition indirecte actuelle sur les carburants. En effet, si les conséquences d'une augmentation du prix de l'énergie de traction n'entraîne pas une hausse significative des coûts de distribution de biens de consommation et d'équipement sur le Plateau suisse, il en va tout autrement des régions marginales de notre pays. Pour illustrer cette affirmation, prenons l'exemple d'un camion qui livrerait 10 tonnes de produits dans la zone zurichoise, son itinéraire de livraison sera très concentré du fait de la densité de la population et de la proximité des points de vente. Le même camion parcourra en revanche 2 à 5 fois cette distance s'il livre la même quantité de marchandises dans la chaîne du Jura ou dans le massif alpin, spécialement en Valais, aux Grisons et au Tessin. Ainsi donc, l'augmentation moyenne de 3 pour cent des tarifs de transport sera principalement perçue dans les régions périphériques.

Aujourd'hui, le prix du carburant diesel en Suisse est, contrairement à celui de l'essence, le plus élevé d'Europe occidentale. Certes, les prix affichés à la colonne sont plus élevés dans certains pays, mais il faut considérer qu'il s'agit de prix bruts, toutes taxes comprises, TVA incluse qui est remboursable. Vous comprendrez dès lors que l'augmentation de la taxe de base sur le carburant diesel influencerait négativement l'activité économique helvétique, y compris surtout le secteur d'exportation, par une taxe occulte.

Sur le plan de la protection de l'environnement, en matière de pollution atmosphérique, contrairement à une idée très répandue, les avantages du moteur diesel sont certains. En premier lieu, le raffinage du carburant diesel nécessite moins d'énergie que celui de l'essence. En deuxième lieu, les moteurs fonctionnant avec ce carburant sont eux-mêmes plus économes d'environ 25 pour cent. Or, le gain de consommation induit automatiquement une réduction des émissions de CO₂, celles-ci étant d'environ 29 pour cent par rapport à une voiture à essence normale. Les émissions de cet agent polluant sont même inférieures à celles d'un moteur équipé d'un pot catalytique. En Suisse, seules 2,3 pour cent des voitures automobiles sont équipées d'un moteur diesel, contre 38,4 pour cent en France. La raison de cette différence est simple: en Suisse, le prix du carburant diesel est pratiquement identique à celui du super carburant. Il n'incite donc pas les utilisateurs à investir dans une voiture à moteur diesel, dont le prix d'achat est généralement plus élevé que celui d'une voiture à essence. L'économie réalisée par la réduction de la consommation ne compense que partiellement la différence de l'investissement initial.

Il est clair que nous ne sommes pas là dans un débat qui prône l'assainissement de l'air, mais pour parler de l'assainissement des finances fédérales. Il est pourtant évident, Monsieur le Conseiller fédéral, que si nous arrivons par ce moyen à joindre l'utile à l'agréable, je crois que nous aurons atteint également notre but. Aussi, le groupe libéral vous incite à voter cet amendement.

Zwygart: Im Namen der LdU/EVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, den Benzingrundzoll um 30 Rappen pro Liter zu erhöhen.

Sparen tut weh; jetzt ist es an der Zeit, auf der Einnahmenseite etwas zu verändern.

Wir sind der Ueberzeugung, dass wir auch einen Antrag für eine Erhöhung um 30 Rappen vor dem Volk vertreten können. Es braucht dazu keine Kraftmeierei, sondern es genügt der gerade Weg, ohne krumme Tour.

In der Botschaft wird ausgeführt, dass der Treibstoffgrundzoll seit 1936 unverändert sei. Die allgemeine Teuerung ist seit dieser Zeit um rund 600 Prozent gestiegen. Real hat also die Fisikalbelastung um mehr als die Hälfte abgenommen.

Vor der Erhöhung hat der Benzinpreis etwa 50 Rappen betragen; 50 Rappen ist der Stand Anfang der dreissiger Jahre. Wenn wir das umrechnen, kommen wir auf Summen von 7 bis 8 Franken pro Liter mit dem Zollzuschlag. Und wo stehen wir heute? Wir bezahlen gut einen Franken pro Liter. Anders gesagt: Benzin ist heute gegenüber der Zeit unserer Vorfäter «dreckbillig».

Ein Blick auf die allgemeine Preisentwicklung im Verkehr: Innerhalb der letzten zehn Jahre sind die Konsumentenpreise auf 135 Prozent gestiegen. Der Preis der Neuwagen stieg nur auf 128 Prozent. Auch da ist also das Autofahren günstiger geworden. Der Preis der Bahnбилlette stieg hingegen auf 150 Prozent. Der Benzinpreis als solcher ist auch in der letzten Zeit gefallen und liegt im Moment bei 84 Prozent.

Mit anderen Worten: Die Gegner der Vorlage können keinesfalls mit dem Preisargument fechten. Die Kosten für den Individualverkehr sind klar hinter den allgemeinen Konsumentenpreisen zurückgeblieben. Für den einzelnen ist mit dem Antrag der LdU/EVP-Fraktion, den Benzingrundzoll um 30 Rappen zu erhöhen, nicht einmal die allgemeine Preisentwicklung ausgeglichen.

Die Werterosion des Benzinpreises beträgt auch aus der Gesamtschau über 40 Prozent. 1974 wurde letztmals der Treibstoffzollzuschlag erhöht; seit 17 Jahren gab es keine Veränderung. Es ist an der Zeit, das zu ändern, und zwar klar und deutlich.

Zur Verwendung der Mehrerträge: Sicher hat einerseits der Bund mehr zur Verfügung. Es sind total rund 310 Millionen Franken mehr, dazu kommt die Wust. Dadurch gibt das auch einen Mehrertrag für die Treibstoffkasse. Aus unserer Sicht ist das kein Programm für mehr Strassenbau, und zwar aus dem einfachen Grund, weil am letzten Wochenende ja zur Neut gesagt wurde. Wir brauchen das Geld unter anderem auch, um diese Verpflichtungen eingehen zu können; es sind Milliardenbeträge.

Die Benzinpreise sind in den umliegenden Ländern ungefähr 30 Rappen höher, zum Beispiel kostet Superbenzin in Oesterreich, umgerechnet nach der heutigen Tabelle in der «Berner Zeitung», Fr. 1.37, in Deutschland Fr. 1.41, in Frankreich Fr. 1.41 und in Italien Fr. 1.62. Damit ist klar: Unser Preis ist deutlich, nämlich 30 Rappen, günstiger.

Eine Benzinollerhöhung ist kein rechnerischer, sondern ein politischer Entscheid; dessen sind wir uns bewusst. Der Finanzbedarf beim Bund wie bei den Kantonen besteht aber auch – und die Kantone kommen ja in den Genuss, haben die Chance, etwas zu tun.

Die LdU/EVP-Fraktion ist der Meinung, dass mit diesem Antrag dem «Tanktourismus», der nun einmal besteht, Einhalt geboten werden kann. Es bewirkt umweltfreundlicheres Verhalten. Weil die CO₂-Abgabe noch nicht spruchreif ist, wollen wir wenigstens diesen Schritt tun.

Die LdU/EVP-Fraktion ist der Ueberzeugung, dass der Benzingrundzoll um 30 Rappen erhöht werden muss: erstens aus finanzpolitischen und zweitens aus politischen Gründen, um

dem Schweizervolk Anreiz zu geben, auf unnötigen Verkehr zu verzichten, ihn nur sinnvoll einzusetzen.

Noch ein Wort im Namen unserer Fraktion zur Dringlichkeit, damit nachher nicht noch jemand das Wort ergreifen muss: Wir befürworten diese Dringlichkeit. Es ist klar, dass auch hier irgendwelche nur darauf warten zu profitieren, beispielsweise beim Heizöl; sie glauben, dass es sich lohnen würde, Reserven anzulegen, um in einem Jahr, wenn der Beschluss in Kraft ist, daran etwas zu verdienen.

Aus diesem Grund befürworten wir die Dringlichkeit, und wir hoffen, dass ihr der Rat zustimmen wird.

Steinegger: Ich begründe einen Antrag der Mehrheit meiner Fraktion, nämlich den Grundzoll um 15 Rappen und den Zollzuschlag um 5 Rappen anzuheben. Sie haben – es ist gesagt worden – eine ganze Auswahl von Lösungsmöglichkeiten – Kollege Leuenberger Ernst hat darauf hingewiesen.

Es sind folgende Fragen zu entscheiden: Es ist zuerst der Grundsatzentscheid zu fällen. Sie haben mit dem Eintreten grundsätzlich ja gesagt. Dies ist nach unserer Auffassung richtig, nachdem dieser Rat im Rahmen des Sparteils doch gezeigt hat, dass Sparanstrengungen möglich sind und realisiert werden können. Danach haben Sie über das Mass – 25 Rappen, 20 Rappen, eventuell 30 Rappen –, über die Aufteilung in Treibstoffgrundzoll und Zollzuschlag und schliesslich über die Dringlichkeit zu entscheiden.

Zur Grundsatzfrage möchte ich nur eine Bemerkung anbringen. Wenn man den Auftrag des Volkes im Zusammenhang mit der Ablehnung der Kleeblatt-Initiativen und der «Stoppdem-Beton»-Initiative ernst nimmt, muss das Nationalstrassennetz innert vernünftiger Frist fertiggestellt werden. Dies muss auch finanziert werden.

Diese Finanzierung kann nur durch eine Anpassung der wichtigsten Finanzierungsquelle, nämlich des Treibstoffzolles, erfolgen. In etwa zwei Jahren wird in diesem Fonds Ebbe herrschen, und es würde mich eigentlich freuen, wenn die Auto-Partei oder Herr Walter Frey 1993/1994 eine Initiative starten müssten, damit man den Treibstoffzoll erhöhen und das Nationalstrassennetz fertigstellen könnte.

Die Frage, ob der Zuschlag 20 Rappen oder 25 Rappen betragen soll, ist ein Problem der Akzeptanz. Herr Kollege Gerold Bühler hat es erwähnt: Wollen wir den Spatz in der Hand oder die Taube auf dem Dach? Ich gehe davon aus, dass eine Belastung von 20 Rappen grosse Chance hat, vom Volk akzeptiert zu werden.

Wenn wir von diesen 20 Rappen ausgehen, stellt sich die weitere Frage, wieviel für den Strassenbau und den Strassenunterhalt verwendet werden soll. Die Fachleute, die sich mit dem Strassenwesen befassen, gehen davon aus, dass zirka 12,5 Rappen aus dem Treibstoffzoll zusätzlich nötig sind, um die Ausgaben für den Bau und Unterhalt der Strassen – ohne Luxusbauten – zu decken. Wenn ich nun von 20 Rappen Erhöhung ausgehe, erreichen wir diesen Wert, indem wir den Treibstoffzoll um 15 Rappen erhöhen – davon entfallen 7,5 Rappen auf den Strassenbau – und indem wir zusätzlich 5 Rappen mit dem Treibstoffzollzuschlag erheben; das gibt zusammen genau 12,5 Rappen.

Gegenüber dem Antrag der Minderheit II (Bühler Gerold) hat diese Lösung den Vorteil, dass der Strasse das zugewiesen wird, was sie bei häuslichem Umgang effektiv braucht. Mit 15 Rappen könnte sie im Luxus leben; dies ist bei der heutigen Finanzlage auch in diesem Bereich nicht tragbar. Ueberdies würde Herr Bundesrat Stich etwas Zusätzliches in die allgemeine Bundeskasse erhalten.

Nun noch ein Wort zur Referendumsdrohung: Wenn wir sorgfältig vorgehen, habe ich keine Angst vor dem Referendum. Der TCS hat durchblicken lassen, dass er mit einem Zuschlag von 20 Rappen leben könne. Wenn die Auto-Partei trotzdem das Referendum ergreift, schneidet sie sich ins eigene Fleisch. Sie verhindert dann nämlich die Fertigstellung des Nationalstrassennetzes. Die Umweltorganisationen werden ihr dankbar sein. Wir haben nämlich im Bereich des Nationalstrassennetzes eine Dynamik – ich habe es bereits gesagt: In zwei Jahren wäre Ebbe, dann müsste man sehen, wie man die weitere Fertigstellung des Nationalstrassenbaus finanzieren könnte.

Mein heutiger Vorschlag ist in der Kommission von Kollege Hess Peter offenbar zur Diskussion gestellt worden. Er war so weise, dass mich die Mehrheit meiner Fraktion beauftragt hat, ihn jetzt zu vertreten.

Iten Joseph: Meine Anträge gelten natürlich nur für den Fall, dass Sie die Benzinpreiserhöhung beschliessen.

Bei der Behandlung der Treibstoffzoll-Einfuhrtarife hat der Ständerat – im Anschluss an die Preiserhöhung – zwar einen Artikel 2bis als neue Bestimmung eingefügt; aber diese neue Bestimmung will im Grunde genommen nichts anderes als die bisherige Praxis gesetzlich verankern und den bisherigen Besitzstand der Kantone garantieren.

Mit meinen beiden Anträge empfehle ich Ihnen, dem Ständerat in zwei Positionen zu folgen:

1. Beim ersten Antrag (Art. 2bis, Art. 4 Abs. 5) geht es um die werkgebundenen Beiträge, konkret um eine prozentuale Mindestgarantie von 12 Prozent an die Kantone; für eine Uebergangsfrist von drei Jahren – 1993, 1994 und 1995 – soll diese Mindestgarantie 20 Prozent der für den Strassenverkehr bestimmten Treibstoffzölle betragen.

2. Beim Antrag zu Artikel 10 Absatz 2 Buchstabe b geht es darum, dass sich der Bund beim betrieblichen Unterhalt der Nationalstrassen, bei der polizeilichen Verkehrsüberwachung, bei der Verkehrsregelung nicht ganz abmelden kann, sondern weiter mindestens einen Anteil mittragen muss. Der Antrag zielt auch darauf ab, diesen Anteil des Bundes jetzt im Gesetz klar zu umschreiben, und zwar soll er 10 Prozentpunkte kleiner sein als jener Ansatz, den die Kantone vom Bund für die Erstellungskosten der Nationalstrassen ausbezahlt bekommen.

Beide Anträge sind nötig, und sie stimmen durchaus mit der Zielsetzung des ganzen Sanierungsplanes überein. Sie rechtfertigen auch die Gründe – Sie sind in der Eintretensdebatte genannt worden –, aus welchen man das Sanierungsprogramm durchführen will. Es geht – so wurde uns versprochen – darum, das Sanierungsprogramm diesmal nicht auf dem Buckel der Kantone durchzuführen. Die Kantone sollten am Schluss mit plus/minus Null abschliessen können. Als Maxime für die Sparmassnahmen wurde auch gesagt, man solle das Notwendige tun und Wünschbares verschieben. Schliesslich wurde in der Eintretensdebatte wiederholt gesagt, man müsse beim delikaten Bereich der Verteilung der Treibstoffzölle politisch behutsam und klug vorgehen, um mit dem neuen Benzinpreis beim Volk überhaupt eine Chance zu haben.

Wenn Sie bei den kommenden Abstimmungen die Erhöhung der Treibstoff-Einfuhrzölle beschliessen und damit der Bundeskasse mehr Mittel zuführen, können wir davon ausgehen, dass die Mehreinnahmen beträchtlich sein werden.

Der Bundesrat sieht nun vor, die ausserordentlichen, nicht objektgebundenen Beiträge für die Kantone, die rund 140 Millionen Franken betragen, zu streichen. Nun sollen aber 12 Prozent der zusätzlichen Zolleinnahmen, in etwa gegen 100 Millionen Franken, den Kantonen zugute kommen. Dies wäre, trotz einer Erhöhung, keine Verbesserung, sondern nur der Anteil, den die Kantone durch diese Neueinnahmen, wenn Sie sie beschliessen, bekämen.

Ich anerkenne durchaus, dass der Bundesrat in den letzten Jahren zusätzlich zu den 12 Prozent, zu denen er gesetzlich verpflichtet war, 6 Prozent als ausserordentliche Zuwendung entrichtet hat. Diese zusätzlichen Aufwendungen waren in der letzten Rechnung mit etwa 140 Millionen Franken abgerechnet. Wenn man das saldiert, ergeben sich für das, was der Bund bis jetzt bezahlt hat, 18 Prozent, und der Antrag lautet auf 20 Prozent. Es ergäbe sich also ein Saldo von plus 2 Prozent. Wenn man das aber aufgrund der zu beschliessenden Mehreinnahmen berechnet, ergäben sich daraus etwa 40 Millionen Franken. Wenn wir diesen Betrag für die Kantone abzweigen, kann man sicher nicht sagen, dass das ein Raubzug der Kantone auf die Bundeskasse wäre.

Herr Bundesrat Stich, ich will auch sagen, dass ich Ihr Sanierungskonzept im grossen und ganzen mittrage und dass ich als ehemaliges Mitglied der Finanzkommission grosse Freude

daran habe, wie heute die Angriffe an drei erfolgreichen Torwarten abgeprallt sind.

Deshalb sehe ich durchaus die Möglichkeit, den ersten Antrag zurückzuziehen, wenn Sie, Herr Bundesrat, erklären, dass der Bundesrat auch in Zukunft von dem, wozu ihn das Gesetz verpflichtet, von diesen 12 Prozent, aus seinen freien Mitteln den Kantonen weiterhin 6 Prozent zur Verfügung stellt. Wenn Sie diese Erklärung abgeben können, kann ich den ersten Antrag zurückziehen.

Anders sieht es beim zweiten Antrag aus, den ich auch gleich begründe. Der Ständerat hat einen revidierten Artikel 10 Absatz 2 Buchstabe b beschlossen, wonach sich der Bund auch weiterhin an den Kosten für den betrieblichen Unterhalt, für die Sicherheit und die polizeiliche Verkehrsüberwachung sowie für die Sicherstellung der Verkehrsregelung beteiligt.

Der Ständerat hat beschlossen, einen reduzierten Satz anzuwenden. Im beschlossenen Text heisst es «einen um 10 Prozent gegenüber den Erstellungskosten reduzierten Anteil». Ich habe den Text in meinem Antrag etwas korrigiert, weil ich meine, es sei auch im Ständerat vermutlich die Meinung gewesen, den Ansatz um 10 Prozentpunkte zu reduzieren. Das heisst: Wenn der Bund einem Kanton beispielsweise 84 Prozent an die Erstellungskosten zu bezahlen hat, hätte er künftig 74 Prozent an die Verkehrsüberwachung und an den Unterhalt zu bezahlen. Wenn Sie dies halbieren, das heisst dem Antrag des Ständerates folgen, bedeutet das, dass die Kantone an den Mehreinnahmen des Bundes mit rund 25 Millionen bis 30 Millionen Franken netto partizipieren würden.

Nun muss man wissen, dass das nicht einen Raubzug auf die Bundeskasse darstellt, sondern es geht um Leistungen, die eigentlich der Bund erbringen müsste, die die Kantone aber im Auftrag des Bundes zu erbringen haben. Bisher teilten sich diese Kosten in der Finanzrechnung des Bundes folgendermassen auf: betrieblicher Unterhalt etwa 90 Millionen, polizeiliche Verkehrsüberwachung und Verkehrsregelung 78 Millionen und Schadenwehren, also die Oelwehren und Feuerwehren für die Nationalstrassen, rund 9 Millionen Franken.

Es ist richtig – wenn wir wollen, dass die Kantone diese Aufgabe zwar nach wie vor erfüllen, aber auch an den Mehreinnahmen, die der Bund jetzt zu beschliessen hat, bescheiden partizipieren –, dass wir in bescheidenem Umfang eine Aufteilung dieser Mehraufnahmen zugunsten der Kantone beschliessen. Es geht ja nicht um den Unterhalt und die Verkehrsführung kantonaler Strassen. Es geht nur um die Bundesstrassen, um die Nationalstrassen.

Die Garantie der Sicherheit des Nationalstrassenverkehrs, also des Verkehrs auf einer Bundesstrasse, können Sie nicht einfach nur den Kantonen überlassen. Wenn sich die Kantone hier zur Wehr setzen, dann geht es nicht um Partikularinteressen, sondern es steht die Sicherheit aller Verkehrsteilnehmer – der einheimischen, aber auch der ausländischen – und des Transitverkehrs auf dem Spiel.

Natürlich kann man sich hinstellen und sagen: Die Kantone sollen das alles aus ihrer allgemeinen Kasse, aus eigenen Mitteln finanzieren. Herr Bundesrat Stich hat auch gesagt, die Kantone sollten das als Kompensation für die Teilhabe am noch zu verteilenden Gewinn der Nationalbank verstehen.

Ich muss Sie abschliessend einfach darauf hinweisen, dass der Unterhalt, die Verkehrsführung und die Garantie der Sicherheit auf den Nationalstrassen prinzipiell eine Bundesaufgabe wären. Die Kantone haben diese Aufgabe zwar akzeptiert, aber es ist richtig, wenn sich der Bund mindestens in einem bescheidenen Umfang daran beteiligt.

Der Gewinn der Nationalbank – auch wenn wir ihn nachher so verteilen, wie es der Bundesrat vorsieht – entsteht ausserdem nicht aus Mitteln des Bundes, die hier kompensiert werden, vielmehr gehört die Nationalbank zu 60 Prozent den Kantonen und zu rund 40 Prozent Privaten. Also werden hier Gewinne verteilt, die zu einem grossen Teil nicht dem Bund, sondern anderen Aktionären zustehen.

Aus diesem Grunde beantragt Ihnen unsere Fraktion hiermit, der korrigierten Fassung gemäss Beschluss des Ständerates zuzustimmen und diese kleine Korrektur zugunsten der Autobahnkantone vorzunehmen.

Fischer-Seengen: Ich spreche für jenen Teil der Fraktion, der den Minderheitsantrag II (Bührer Gerold) unterstützt.

Wir sind der Meinung, dass die Strassenkasse soweit alimentiert werden muss, dass die Nationalstrassen fertiggestellt und den Kantonen ihre Beiträge ausgerichtet werden können, ganz im Sinne der vorherigen Äusserungen von Herrn Bundesrat Stich. Deshalb, meine Herren von der Auto-Partei, habe ich beim Eintreten auch ja gestimmt. Bei dieser Lösung bleiben der allgemeinen Bundeskasse immer noch fünf Rappen. Wir haben gehört, dass die Auto-Partei das Referendum so oder so ergreifen will. Ich erinnere daran, dass die Strassenverbände signalisiert haben, bei einer Lösung von 20 Rappen, aufgeteilt auf Grundzoll und Zollzuschlag, das Referendum nicht zu unterstützen. Ohne Unterstützung der Verkehrsverbände hat es ein Referendum schwer. Bei 25 Rappen hingegen ist der Erfolg eines Referendums so gut wie sicher. Dann hat weder die allgemeine Bundeskasse noch die Strassenkasse etwas gewonnen. Daran möchte ich hier noch einmal mit aller Deutlichkeit erinnern.

Herr Bundesrat Stich hat gestern das Argument gebracht, bei der Erhöhung des Zollzuschlages erfolge eine Erhöhung der Staatsquote. Es ist aber nicht einzusehen, weshalb dies beim Zollzuschlag anders sein soll als bei der Erhöhung des Grundzolls.

Im weiteren möchte ich Sie bitten, den Antrag Friderici Charles zu unterstützen. Eine Bevorzugung des Dieselpreises hat umweltpolitische und wirtschaftspolitische Gründe. Sie verhindern den Dieseltourismus, indem Sie den Dieselpreis etwa auf der Höhe der benachbarten Länder belassen.

Suter: Ich spreche für die Minderheit der FDP-Fraktion, die sich der Kommissionsmehrheit anschliesst.

Politik ist die Kunst des Möglichen, sagt man. Zuweilen ist Politik aber die Kunst, das Notwendige möglich zu machen, und das Notwendige ist, den Bundeshaushalt zu sanieren. Wenn wir uns für 20 Rappen entscheiden, ist die Zuweisung in den Grundzoll dringend nötig. Dann fliessen 10 Rappen in die Bundeskasse, 10 Rappen in die Strassenkasse. Das ist sachlich richtig. Damit können die Strassen, insbesondere die Nationalstrassen, ohne Verzug gebaut werden. Das ist uns von Herrn Direktor Suter bestätigt worden.

Wir sollten uns das Sanierungsprogramm nicht von den Automobilverbänden vorschreiben lassen. Jeder Automobilist ist auch Staatsbürger. Er wird die auf dem Spiele stehenden Interessen abzuwägen wissen. Ich bin überzeugt, dass eine Volksmehrheit der häufigen Aufteilung dieser Benzinpreiserhöhung – die Hälfte in die Bundeskasse, die andere Hälfte in die Strassenkasse – zustimmen und diese Lösung als gerechten Kompromiss erachten wird. Wir haben über ein Sanierungsprogramm der Bundesfinanzen und nicht über die Aeufnung der Strassenkasse zu befinden.

Ich bitte Sie, Ihre Verantwortung für die Bundesfinanzen wahrzunehmen und nach dem finanziellen Gewissen – nicht nach taktischen Überlegungen – zu stimmen.

Hafner Rudolf: Die grüne Fraktion unterstützt mit der Minderheit I (Leuenberger Ernst) den Bundesrat bzw. eine Erhöhung um 25 Rappen. Auch der Antrag Zwygart (30 Rappen) liegt auf unserer Linie. Wer heute die Diskussionen verfolgt hat, konnte ihnen einschwer entnehmen, dass die Sanierung der Bundeskasse ein absolutes Muss ist.

Was kaum erwähnt wurde, ist die zu billige Mobilität in der Schweiz. Die heutige Mobilität bedeutet, dass viel zuviel herumgefahren wird. Aufgrund des Entscheides vom letzten Wochenende wird die Neat gebaut. In Anbetracht des Versprechens, dass diese Beträge nach rund 60 Jahren zurückgezahlt werden sollen, dürfte es eine Selbstverständlichkeit sein, dass die Mobilität auf der Schiene, aber vor allem auf der Strasse teurer wird. Nur so kann die Sache einigermaßen ins Lot gebracht und das Ganze nicht zu einem Fass ohne Boden werden.

Was auch gern verdrängt und verschwiegen wird, sind die Folgen des Verkehrs. «Cash» – gewiss keine Oeko-Zeitschrift – hat eine Zusammenstellung gemacht und die Umweltschäden auf 16 Milliarden Franken beziffert: Waldsterben rund

3 Milliarden, Gewässerbelastung 3 Milliarden, Bodenzerstörung 3 Milliarden, Luftverschmutzung gegen 4 Milliarden, Lärmbelastung 3 Milliarden Franken. Da sieht man, dass der Verkehr, insbesondere bei der Luftverschmutzung und bei der Lärmbelastung, zu einem ganz wesentlichen Teil zu diesen Umweltschäden beiträgt.

Was des weiteren verschwiegen wird, sind die Unfallfolgekosten. Hier gibt es eine Studie, die vom EVED in Auftrag gegeben wurde. Diese Studie wurde im Dezember 1991 publiziert. Sie kommt auf Kosten von jährlich 5,4 Milliarden Franken.

Das sind alles Kosten, die zum grössten Teil von der Bundeskasse getragen werden müssen. Es ist wohl klar, dass man früher oder später diesen Realitäten ins Auge sehen und dass der Verkehr teurer werden muss; sonst ist das Verursacherprinzip hinfällig. Es wurde von seiten der Auto-Partei gesagt, wir würden nicht alle Aspekte berücksichtigen. Ich habe Ihnen jetzt die wesentlichen Aspekte des Autoverkehrs genannt. Ich glaube, es wäre an der Auto-Partei, das Gegenteil zu beweisen.

Übrigens hat bereits vor Jahrzehnten ein durchaus bürgerlicher Fachmann, Professor Wittmann, ausgerechnet, dass der Benzinpreis gut doppelt so hoch sein müsste, wollte man alle diese Faktoren berücksichtigen.

Im internationalen Vergleich ist der Benzinpreis in der Schweiz tief. Schaffen wir doch diesen unsinnigen Benzintourismus über die Grenzen ab, und machen wir eine Angleichung. Ich bitte Sie, alle Anträge, die auch das Verhältnis 50/50 Prozent verändern wollen, abzulehnen. Für uns ist ein Anteil von 50 Prozent für die Bundeskasse das Minimum.

Zusammengefasst: Wir unterstützen die Minderheit I (Leuenberger Ernst) und können uns auch mit dem Antrag Zwygart einverstanden erklären. Wir bitten Sie aber, alle Anträge abzulehnen, die das Verhältnis zuungunsten der Bundeskasse verändern wollen.

Raggenbass: Ich spreche für die Mehrheit der CVP-Fraktion. Treibstoffzollerhöhung oder Zollzuschlagerhöhung? Als kurzfristig verfügbare Einnahme kommt jetzt und heute nur die Treibstoffzollerhöhung in Frage.

Die Massnahme hat in erster Linie den Bundeshaushalt zu sanieren. Sie kann daher nicht, auch nicht zu Teilen, durch eine Erhöhung des Zollzuschlages ersetzt werden, da dieser ausschliesslich für die Strassenrechnung zu verwenden wäre. Für die Strassenrechnung genügt zumindest vorläufig die Hälfte der Einnahmen aus der Treibstoffzollerhöhung.

Die Strassenbaurückstellung von heute zirka 1,7 Milliarden Franken wird zwar trotz der Zollerhöhung bis ins Jahr 2000 gemäss Botschaft auf 1 Milliarde Franken abgebaut, was der Auto-Partei scheinbar heute noch nicht bekannt ist, ganz im Gegensatz zu den grossen Autoverbänden, die diese Zusammenhänge offensichtlich erkennen. Entscheidend ist aber – nicht zuletzt aus konjunkturellen Gründen –, dass investiert wird und die letzten Autobahnlücken endlich geschlossen werden. Das Verursacherprinzip ist über die Parteigrenzen hinweg anerkannt.

Unbestritten ist auch, dass der Autofahrer nicht alle von ihm verursachten Kosten trägt. Herr Hafner Rudolf hat es erwähnt. Die Treibstoffzollerhöhung, die zur Hälfte in die Bundeskasse fliesst, trägt diesem Gedanken – im Gegensatz zu einer Erhöhung des Zollzuschlages – Rechnung. Die CVP votiert daher ausschliesslich für die Treibstoffzollerhöhung.

Wie von Herrn Kollege Steinegger richtig festgestellt wurde, entspricht der Antrag der FDP-Mehrheit einem seinerzeitigen Antrag von Peter Hess in der Kommission.

Aufgrund der sich dramatisch verschlechternden Bundesfinanzen ist die CVP davon abgekommen und hat sich auch zur Treibstoffzollerhöhung von 20 auf 25 Rappen durchgerungen. Die 5 Rappen Differenz bringen dem Bundeshaushalt über 350 Millionen Franken Mehreinnahmen. Dies macht knapp 1 Prozent der Gesamteinnahmen des Bundes aus. Es ist also eine Grösse, auf die in Anbetracht der Finanzlage des Bundes nicht verzichtet werden kann. Die Preise werden nach einer Zollerhöhung von 25 Rappen in der Schweiz immer noch günstiger liegen als diejenigen in den Nachbarländern. Es ist da-

her auch eine entsprechende Annäherung an diese Preise festzustellen.

Wir sollten die notwendige Lösung wählen und uns nicht von Referendumsdrohungen leiten lassen. Im Namen einer grossen Mehrheit der CVP-Fraktion ersuche ich Sie um Unterstützung der Minderheit I (Leuenberger Ernst), also um Zustimmung zu einer Treibstoffzollerhöhung von 25 Rappen pro Liter.

Baumberger: Namens einer nicht unerheblichen Minderheit der CVP-Fraktion möchte ich mich entsprechend der Kommissionmehrheit für 20 Rappen einsetzen. Wir möchten damit das Verantwortungsbewusstsein jener Verbände honorieren, die bereit sind, den Weg der Sanierung unserer Bundesfinanzen mit uns zu gehen. Zur Begründung möchte ich angesichts der knappen Zeit auf meine Vorredner verweisen. Ich möchte Ihnen ebenfalls sagen, dass eine Minderheit der CVP durchaus auch der Aufteilung in Zollzuschlag und Grundzoll im Sinne des Antrages Steinegger (in der Kommission von Hess Peter gestellt) zustimmen kann. Wir möchten damit einerseits ein Signal für die Fertigstellung der Nationalstrassen setzen, wie das vom Volk ganz klar verlangt worden ist, und wir möchten anderseits auch Mittel für wichtige Investitionen und für den Einsatz in einer schwierigen wirtschaftlichen Lage bereitstellen.

Ganz besonders – jetzt spreche ich nicht nur für die Minderheit, sondern für die ganze CVP-Fraktion – möchte ich noch einige Bemerkungen zum Antrag Friderici Charles im Zusammenhang mit der Privilegierung des Dieseltreibstoffes machen. Die Zielrichtung dieses Antrages ist zweifellos gut. Wir kennen die Vorteile des Diesels bezüglich Energieverbrauch und, zumindest teilweise, bezüglich der Umweltbelastung. Aber es gibt im heutigen Zeitpunkt drei Einwände gegen den Antrag Friderici Charles:

1. Das finanzpolitische Paket sollte nicht umweltpolitisch angereichert werden. Diese Fragen müssen getrennt werden. Ich möchte darauf hinweisen, dass die Gefahr gross ist, dass beide scheitern. Wenn ich heute gut aufgepasst habe, zeichnet sich offenbar wieder eine von früher her bekannte Konstellation ab: Womöglich ergreifen die Auto-Partei einerseits, die gar keine Erhöhung will, und die Minderheit I (Leuenberger Ernst) andererseits, die mehr will, zusammen das Referendum.

2. Es gibt auch einen materiellen Einwand. Herr Friderici schlägt eine Privilegierung des Diesels um 15 Rappen vor. Die Astag hat am 22. September 1992 schriftlich darauf hingewiesen, es müssten 28 Rappen sein. Warum das? Das ist doch einleuchtend! Wenn mit diesem Antrag tatsächlich ein Umweltresultat erzielt werden soll – und nicht nur eine finanzielle Einbusse –, müssen massive Anreize erfolgen. Es geht um die Umstellung eines kostspieligen Motorfahrzeugparks.

3. Zum Thema Treibstofftourismus beim Diesel: Entweder stimmt das, was der Bundesrat auf Seite 25 der Botschaft sagt; dann können wir aus finanziellen Gründen den vollen Satz aufschlagen. Andernfalls genügen auch die 15 Rappen Reduktion nicht, dann müssten wir je nach Entscheid 20 oder 25 Rappen reduzieren.

Insgesamt bitte ich Sie, den Antrag Friderici Charles abzulehnen. Im übrigen bitte ich Sie, für 20 Rappen und für die Aufteilung 15/5 Rappen zu votieren.

Giezendanner: Zuerst muss ich einmal etwas klarstellen. Sie sprechen immer vom Referendum der Auto-Partei. Es ist nicht nur die Auto-Partei; es ist auch die SD/Lega-Fraktion, die voll dahintersteht – wir sind auch im Tessin sehr gut vertreten, Herr Fischer-Seengen –, es ist auch die Astag. Die Astag Aargau hat bereits beschlossen, dass sie das Referendum unterstützt, ebenfalls die Astag St. Gallen und die Astag Thurgau. Hören Sie doch auf mit dem Blödsinn, es sei nur die Auto-Partei, welche das Referendum ergreift. Das stimmt doch nicht; es ist nicht so.

Nun zu Herrn Zwygart. Er hat mich am meisten gefreut mit seinen 30 Rappen; das hat mir gepasst. Er will seinen Lohn erhö-

hen, das ist die Tatsache, denn 30 Rappen ergeben eine Teuerung von 2 Prozent; das ist für die Staatsangestellten herrlich. Herr Steinegger, die Fertigstellung der Autobahnen ist gesichert. Wir zahlen auch heute munter weiter auf der Strasse. Nehmen Sie das zur Kenntnis. Nehmen Sie auch zur Kenntnis, dass Herr Bundesrat Stich den Fonds, der heute mit 1,5 Milliarden Franken dotiert ist, nicht verzinst. Wir zahlen indirekt also sowieso an die Staatskasse.

Den Nationalstrassenunterhalt könnte man privatisieren, dann würde er die Hälfte kosten. Privatisieren – dann hätten wir absolut genug Geld, wie noch bei mancher anderen Staatsanstalt.

Das Transportgewerbe ist das wichtigste Glied in der Kette der Wirtschaft. Wenn in einem Land, wo dezentralisiert produziert wird, die Logistik nicht mehr funktioniert, stimmt vieles nicht mehr. Und genau dieses Glied in der Kette wollen Sie verteuern, obwohl der Dieseltreibstoff in der Schweiz schon heute einer der teuersten von Europa ist. In Luxemburg zahlen wir 72 Rappen, in Deutschland 99 und ziehen 14 Prozent Mehrwertsteuer ab. Nehmen Sie das bitte einmal zur Kenntnis.

Herr Suter, es hat mich gefreut, dass Sie endlich eingesehen haben, dass die Autofahrer auch Staatsbürger sind. Das ist schön; ich bin froh um diese Erkenntnis. Warum müssen sie dann immer zweimal bezahlen? Warum wollen Sie die Autofahrer wieder rupfen? Sagen Sie mir das bitte einmal!

Der Benzintourismus wird auch immer so hochgespielt. Da habe ich jedesmal Freude. Dabei verdient Herr Stich an jedem Auto, das in die Schweiz tanken kommt. Mit jedem Auto bekommt er den Treibstoffzoll und den Zollzuschlag; das wird nie gesagt. Sonst werden Waren exportiert, aber beim Benzin ist das eine Sünde.

Es wurde auch gesagt – von Herrn Raggenbass –, der Autofahrer verstehe das natürlich nicht; er zahle seine Kosten nicht. Dafür habe ich Verständnis. Herr Raggenbass, die LKW haben eine Ueberdeckung von 101,7 Prozent auf der Strasse!

Herr Bircher hat mir soeben gewinkt. Er spricht immer nur für die Bahn. Für die Bahn geben wir 2,5 Milliarden plus das Halbtaxabonnement von 500 Millionen Franken aus. Da sagt niemand etwas. Da subventionieren Sie munter die Transporte. Da macht es nichts. Da geben Sie das Geld weg. So geht das nicht!

Ich freue mich auf das Referendum, und ich freue mich vor allem auf die Grossratswahlen im Kanton Aargau vom 5. März nächsten Jahres! (Beifall)

Scherrer Jürg: Herr Raggenbass hat der Auto-Partei indirekt vorgeworfen, sie sei an einem Scherbenhaufen schuld, weil sie gegen diese Treibstoffzollerhöhung das Referendum ergreife, notabene mit anderen Organisationen. Herr Raggenbass, 1977 und 1979 hat das Volk Finanzpakete abgelehnt, und beide Male sprach man von einem Scherbenhaufen. Beide Male gab es keinen Scherbenhaufen. Herr Raggenbass, die Auto-Partei glaubt nicht mehr jeden Stuss, der hier erzählt wird. Sie täten – statt uns anzugreifen – besser daran, einmal Ihrer Fraktion zu erklären, sie solle den Ballon, der zur maroden Bundeskasse geführt hat, nicht immer weiter aufblasen.

Die Auto-Partei ist schon aus ordnungspolitischen Gründen gegen diese Treibstoffzollerhöhung. Der Privatverkehr finanziert gemäss Artikel 36ter der Bundesverfassung Massnahmen, die über den Strassenbau und -unterhalt hinausgehen. Einige Beispiele: Aufhebung und Sicherung von Bahnübergängen, kombinierter Verkehr – jede Transitsendung auf der Bahn wird mit 260 Franken aus der Treibstoffkasse subventioniert. Wir bezahlen Bahnhofparkanlagen, und wir bezahlen sogenannte Umwelt- und Landschaftsschutzmassnahmen, auch Waldunterhalt.

Seit dem letzten Sonntag wissen wir, dass der Privatverkehr auch noch 25 Prozent der Baukosten der Neat mitbezahlen darf. Für diese finanziellen Leistungen im Dienste der Volkswirtschaft wird der Privatverkehr seit der hysterischen Waldsterbe-Debatte im Jahre 1985 systematisch behindert, schikaniert und verdrängt! Aber um die Bundeskasse zu füllen, ist er wieder gut genug! Da machen wir nicht mit.

M. Narbel: Comme nous l'avons déjà évoqué lors de la discussion d'entrée en matière, les circonstances économiques actuelles sont peu opportunes pour appliquer aux carburants une hausse des droits d'entrée. Augmenter un prélèvement fiscal au moment où le citoyen voit son pouvoir d'achat rongé par l'inflation et les diverses hausses annoncées – assurance-chômage, tarifs PTT et CFF, etc. – est une mesure difficile à accepter. Mais, compte tenu de la situation catastrophique des finances fédérales à court terme, nous devons procurer de nouvelles ressources aux caisses de la Confédération. Après les décisions d'économies décidées tout à l'heure de manière nette, le groupe libéral accepte le principe d'une hausse des droits sur les carburants, mais il entend la limiter à 20 centimes et vous demande d'appuyer la minorité Bührer Gerold pour les raisons suivantes.

Premièrement, avec une augmentation de 20 centimes par litre, nous assurons à la Confédération des recettes certaines à long terme. Face à des référendaires, nous estimons qu'une union solide peut obtenir l'approbation du peuple pour cette mesure. Sachons nous conformer au vieux principe «Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.»

Deuxièmement, le prix de nos carburants doit rester compétitif par rapport aux pays limitrophes. Nous sommes un pays où le tourisme joue un certain rôle dans l'économie, il est donc essentiel d'offrir aux touristes étrangers des prix intéressants. Par ailleurs, en cas de forte hausse de l'essence, la diminution des ventes provoquerait une baisse des rentrées fiscales. Est-ce véritablement ce que nous voulons? Lors de l'examen du droit de timbre, on a pu constater que ces dernières années les recettes provenant du droit de timbre avaient fortement diminué.

Troisièmement, il est essentiel qu'une partie importante du prélèvement supplémentaire soit affectée au fonds pour la construction des routes, ce qui permettrait d'achever rapidement le réseau autoroutier. Les cantons romands attendent que la N 1 et la N 5 soient réalisées le plus rapidement possible. On peut se demander comment certains envisagent de défendre une augmentation substantielle devant le peuple tout en affirmant que seule une petite partie des fonds est destinée à la réalisation des autoroutes. Dans une telle hypothèse, l'automobiliste aurait l'impression d'être le dindon de la farce. Monsieur le Conseiller fédéral, lors du débat d'entrée en matière, M. Chevallaz a demandé un engagement du Conseil fédéral sur l'achèvement du réseau routier. Si nous en croyons vos conversations particulières, je crois que ni M. Chevallaz ni moi-même n'obtiendrons de réponse.

Quatrième élément. Nous ne devons pas sous-estimer les conséquences de notre décision sur le plan de notre économie. Il y aura un surplus d'inflation. Avec 20 centimes, c'est 0,65 pour cent d'inflation supplémentaire. Par conséquent, une partie des recettes supplémentaires sera déjà absorbée par l'indexation des salaires en cas de compensation automatique du renchérissement. Il y aura d'autre part une augmentation des coûts des transports, soit une hausse des tarifs qui se répercutera sur l'ensemble de l'économie. Enfin, les régions périphériques du pays seront pénalisées.

D'où la nécessité d'une augmentation limitée. Les 20 centimes nous semblent une bonne proposition. Nous la voterons et nous vous demandons de soutenir la minorité II (Bührer Gerold).

Bonny, Berichterstatter: Es ist nicht ganz einfach, aus diesem Wust von Anträgen in kürzester Zeit eine klare Linie herauszudestillieren. Zuerst möchte ich im Sinne der Orientierung, der Hilfe zur Entscheidungsfindung, eine Uebersicht über die Anträge geben.

Ich gehe vom Antrag der Kommissionsmehrheit aus, der bekanntlich 20 Rappen Erhöhung vorsieht und bei dem sich alles über den Grundzoll abwickelt. Das bedeutet, dass 10 Rappen in die allgemeine Bundeskasse fliessen und 10 Rappen in den Strassenbau.

Der Antrag des Bundesrates (25 Rappen über den Treibstoffgrundzoll) bedeutet 170 Millionen Franken mehr – immer im Vergleich zur Kommissionsmehrheit – in die allgemeine Bundeskasse und 170 Millionen Franken mehr in die Treibstoffkasse.

Der Antrag der Minderheit II (Bührer Gerold) lautet ebenfalls auf 20 Rappen mehr. Da fliessen 15 Rappen in die Treibstoffkasse, 5 Rappen in die allgemeine Bundeskasse. Das sind 340 Millionen Franken weniger in die allgemeine Bundeskasse und 340 Millionen Franken mehr in die Treibstoffkasse – immer im Vergleich zum Antrag der Kommissionsmehrheit.

Der Antrag Zwygart – 30 Rappen, alles über den Grundstoffzoll – bedeutet 340 Millionen Franken mehr in die allgemeine Bundeskasse und 340 Millionen Franken mehr in die Treibstoffkasse.

Schliesslich bedeutet der Antrag Steinegger – 12,5 Rappen Treibstoffgrundzoll und 7,5 Rappen Treibstoffzollzuschlag, also der alte Beschluss der Kommission, gestützt auf den seinerzeitigen Antrag Hess Peter – im Vergleich zur Kommissionsmehrheit 170 Millionen Franken weniger in die allgemeine Bundeskasse und 170 Millionen Franken mehr in die Treibstoffkasse.

In der Kommission lagen weder der Antrag Zwygart noch der «Antrag Steinegger» vor – der Antrag Hess Peter (der jetzt von Herrn Steinegger übernommen worden ist) wurde nach der ersten Runde ausgeschieden. Der Entscheid zugunsten der Lösung der Mehrheit gegenüber derjenigen der Minderheit I (Leuenberger Ernst), welche die Bundesratslösung vertritt, fiel mit 13 zu 9 Stimmen aus.

Für diesen Entscheid, den ich hier zu vertreten habe, war die Frage der Akzeptanz massgebend. Ich habe gestern, anknüpfend an das Votum von Herrn Leuenberger Ernst, gesagt, für uns sei nicht das Hüstein der Auto-Partei massgebend gewesen, sondern der Respekt vor dem Husten des Volkes.

Der Antrag Zwygart, so gut er auch gemeint sein mag, ist nicht realistisch und daher abzulehnen. Bei den anderen Anträgen ist wichtig – deshalb habe ich vorhin diese Uebersicht gegeben –, ob man das Schwergewicht eher auf die Realisierung des Strassenbaus legt oder ob die allgemeine Bundeskasse im Vordergrund steht. Ich persönlich habe den Eindruck, dass der Antrag der Kommissionsmehrheit die gesunde Mitte hält. Zur Frage der Realisierung des Strassenbaus habe ich mich beim betreffenden Departement und Amt erkundigt: Bei 25 Rappen entstehen – mit Bezug auf die Realisierung des vierten langjährigen Strassenbauprogramms – keine Probleme. Bei 20 Rappen können die angefangenen Arbeiten mehrheitlich realisiert werden, aber aus der Sicht dieses Amtes muss eine Erstreckung um zwei Jahre in Aussicht genommen werden, was zur Zurückstellung von verschiedenen Vorhaben, die geplant sind, führt. Das ist ungefähr die Situation, die sich punkto Strassenbau bietet.

Noch zum Antrag Iten Joseph: Ich möchte mich dazu nicht äussern; hierzu soll Herr Bundesrat Stich die Antwort geben. Herr Iten hat ja in Aussicht gestellt, dass er bereit wäre, seinen Antrag zurückzuziehen, wenn der Bundesrat in bezug auf die 12 Prozent eine Zusicherung gebe. Beim zweiten Teil, das gestehe ich Ihnen offen – es geht dort um ein Mehr von 25 Millionen bis 30 Millionen für die Kantone –, habe ich Mühe zuzustimmen, nachdem wir heute überall -zig Opfer eingeholt haben. Daher ist für mich auch hier Zurückhaltung am Platz.

In der Kommission selber hatte dieser Ständeratsbeschluss, den Sie übernommen haben, überhaupt keine Chance; er wurde von allen anderen Mitgliedern (bei drei Enthaltungen) abgelehnt.

M. Borel François, rapporteur: Deux mots concernant les deux propositions de M. Iten Joseph qui a annoncé son intention de retirer la première, ce qu'il n'a pas encore fait. Je vous déclare pour mémoire en tout cas que la commission vous recommande à l'unanimité de refuser cette proposition qui consisterait à accorder aux cantons un cadeau de 230 millions. La seconde proposition de M. Iten prévoit d'offrir aux cantons un cadeau plus petit, soit de 30 millions. Dans la logique des votes d'aujourd'hui, où nous avons répondu négativement à des demandes de plus ou moins 30 millions, nous devons en faire de même dans le cas présent.

En ce qui concerne la proposition de M. Friderici Charles qui se satisfera de n'importe quelle augmentation du prix de l'essence, mais veut la répartir de manière quelque peu différente, elle se résume comme suit: le rendement de l'impôt sur les

carburants doit être identique à celui qui sera décidé de manière générale, mais l'on doit faire payer un peu moins les utilisateurs du diesel, les camionneurs notamment, et un peu plus les automobilistes. Je ne sais pas si cela est la meilleure manière de préparer psychologiquement la population à se prononcer sur le prix de l'essence. Par cette argumentation, rallions-nous peut-être l'appui de quelques camionneurs, mais certainement pas celui des automobilistes.

J'en viens maintenant aux centimes eux-mêmes. Je vous rends attentifs au fait que le président de la commission a déclaré que la majorité de la commission était en faveur des 20 centimes, augmentation probablement acceptable pour le peuple. Nous aurons un certain nombre de votes successifs et leur objectif sera d'obtenir une solution qui trouvera l'agrément de ce conseil. Par 130 voix contre 36, nous avons accepté l'entrée en matière, décision claire et nette. Mais si, lors de votes intermédiaires, vous deviez vous prononcer sur une augmentation trop élevée, nombre de parlementaires rejoindront le camp des opposants, et le non l'emportera peut-être en votation finale. De plus, si, lors de ces votes, nous mettons trop l'accent sur le financement des routes et pas assez sur l'équilibre des finances fédérales, nous risquons aussi de voir une partie de ce conseil rejoindre les 36 personnes convaincues de voter non et, là aussi, de mettre en danger la possibilité de confirmer la majorité obtenue lors du vote d'entrée en matière. Tout cela pour vous réitérer, bien entendu, que la proposition de la majorité représente le juste milieu qu'il faut absolument choisir comme solution définitive.

Alors que nous proposons 640 millions pour la caisse fédérale et 640 millions pour les routes, M. Leuenberger Ernst et le Conseil fédéral suggèrent 800 millions pour la caisse et aussi 800 millions pour les routes. M. Zwygart veut encore aller plus loin, soit 960 et 960 millions. Nous atteignons ici la limite, et plusieurs parlementaires des milieux écologistes pourraient refuser cette proposition, trop de millions étant destinés aux routes. M. Bühler Gerold prévoit 960 millions pour les routes, ce qui est trop, et 320 millions pour la caisse fédérale, ce qui est vraiment trop peu, trop peu pour soulever autant de vagues au sein de la population, engendrer un référendum, courir le risque d'un vote négatif, vouloir assainir les finances fédérales par tout ce tralala et n'obtenir en fin de compte que 320 millions pour rééquilibrer le budget de la Confédération! M. Steinegger estime qu'une solution prévoyant 460 millions pour la caisse fédérale et 800 millions pour les routes passerait mieux la rampe.

Je pense que le citoyen se rallierait tout à fait à l'idée selon laquelle, s'il doit accepter une augmentation, il voudrait voir verser la moitié à la caisse centrale et l'autre moitié pour les routes, mais pas passer à 3/8e, 5/8e; personne n'a encore présenté des propositions avec des 16e!

La proposition de la majorité a donc l'avantage de ne pas être trop élevée; elle fait un petit pas en retrait par rapport aux suggestions du Conseil fédéral pour bien signaler aux citoyens que nous n'entendons pas leur demander plus que le nécessaire. Elle est donc équilibrée. Nous vous recommandons vivement de l'accepter, soit 10 centimes pour les routes et 10 centimes pour l'assainissement réel des finances de la Confédération.

Bundesrat Stich: Sie haben bereits gehört, was die verschiedenen Anträge im Verhältnis zum Antrag des Bundesrates ausmachen. Antrag der Minderheit II (Bühler Gerold): minus 480 Millionen Franken; Antrag Steinegger: minus 340 Millionen Franken; Antrag Zwygart: plus 170 Millionen Franken; Antrag der Kommissionsmehrheit auch plus 170 Millionen Franken. Die Empfehlung ist ganz klar: Stimmen Sie der Kommissionsminderheit I (Leuenberger Ernst) und dem Bundesrat zu.

Die Frage ist: Was wollen wir eigentlich? Wir wollen keine Erhöhung der Staatsquote, sondern wir möchten den Bundeshaushalt sanieren. Wenn Sie zuviel Geld für den Strassenbau beschliessen, erhöhen Sie ganz eindeutig – das möchte ich Herrn Steinegger und seiner Partei sagen – nur die Staatsquote. Ist das Ihr Ziel? Das kann nicht Ihr Ziel sein, und deshalb sollten Sie auf Ihren Antrag verzichten. Mit dem Antrag

der Kommissionsminderheit I (Leuenberger Ernst) sorgen wir dafür, dass man im Nationalstrassenbau die Ziele erreichen kann, die gesetzt sind, also das Bauprogramm 4, das verwirklicht werden kann.

Wenn Sie gar nichts machen – das muss ich vor allem der Auto-Partei und der Lega sagen –, dann sind die Mittel in zwei Jahren erschöpft, und dann ist es fertig mit Nationalstrassenbau; Vorschüsse können wir nach dem Gesetz in diesem Fall nicht geben. Wir müssen also mehr Mittel dafür haben. Aber es wäre falsch, mehr Mittel einzusetzen, als zwingend notwendig sind, denn der Strassenbau kann heute trotz allem nicht mehr die erste Priorität haben. Je mehr Strassen man baut, desto mehr Autos und desto mehr Staus gibt es – das kann nicht der Zweck der Übung sein.

Die Kommissionsmehrheit hat vorgeschlagen, beim Treibstoffzoll auf 20 Rappen pro Liter zu gehen. Das gibt natürlich Mindereinnahmen gegenüber dem Vorschlag des Bundesrates. Mir liegt aber die Sanierung des Bundeshaushaltes am Herzen, und beim zweckgebundenen Strassenbau, da können wir uns helfen. Wenn Sie weniger verlangen, muss man einfach den Strassenbau einschränken; das ist relativ einfach, das kann man einigermassen in Übereinstimmung bringen. Aber den Haushalt sanieren kann man nicht.

Ich habe mir deshalb überlegt, wie es wäre, wenn man der Erhöhung um 20 Rappen zustimmen würde. Würde da auf das Referendum verzichtet?

Ich habe mit dem TCS gesprochen – auch vor einem Jahr schon –; damals haben sie gesagt: 20 Rappen, das könnte man akzeptieren. Jetzt hat der TCS gesagt: Das ist gut und recht, aber wir haben bereits eine Delegiertenversammlung einberufen – ich glaube, auf den 15. Oktober –, und dort wird dann entschieden; dies ist nicht mehr allein Sache des Vorstandes.

Dann habe ich mit dem ACS gesprochen. Beim ACS hat man gesagt, auch bei 10 Rappen Treibstoffzollerhöhung gebe es ein Referendum. Da habe ich gesagt: Danke vielmal! Das Referendum haben wir also auf jeden Fall, dann doch lieber für 25 Rappen als für 20 Rappen, dann wirklich lieber für etwas Rechtes als für etwas Halbbatziges.

Zur Frage der Akzeptanz – da muss ich auch die Lega daran erinnern –: Sie haben eine grosse Demonstration gegen die Treibstoffzollerhöhung im Tessin angesagt. Wie viele Leute sind gekommen? Es waren nicht sehr viele, jedenfalls nicht so viele, wie Nationalräte hier sind. (*Heiterkeit*) Das zeigt doch, dass die Leute im Prinzip 25 Rappen akzeptiert haben.

Ich möchte Sie noch etwas anderes fragen: Haben Sie gehört, dass ein Land in unserer Umgebung die Benzinzölle erhöht hat, haben Sie davon Kenntnis genommen? Bekanntlich hat Oesterreich auf den 1. Januar 1992 seine Benzinpreise um etwa 20 Rappen pro Liter erhöht. An sich hatten wir das eigentlich gemeinsam machen wollen, (*Heiterkeit*) das wäre zweckmässig gewesen. Nur ist die Entscheidungsfreudigkeit nicht überall gleich gross; das muss ich auch sagen. Aber im Grunde genommen wäre das in einem Zuge gegangen.

In der Schweiz habe ich von dieser Benzinpreiserhöhung in Oesterreich nichts gelesen und nichts gehört. Man hat es dort akzeptiert, und man wird es auch hier akzeptieren.

Stimmen Sie also für 25 Rappen, dann tun Sie etwas Vernünftiges! Sonst müssen Sie sich fragen lassen – ich bin überzeugt, beim Auto ist heute auch mindestens die Hälfte der Bevölkerung betroffen, wir haben so viele Autos in der Schweiz –: Wer soll denn das bezahlen? Diese Antwort hat niemand hier gegeben, der für 20 Rappen oder für 15 Rappen, 10 Rappen oder 5 Rappen votiert hat. Denn dann fehlt uns schlicht und einfach Geld.

Wo sollen wir das holen, wo die Bürger nicht mehr betroffen sind als hier? Fragen Sie die Bürger, ob sie sonst eine Steuer bezahlen wollen oder ob sie es lieber beim Benzin drauflegen. Vermutlich eher beim Benzin. Dort hat man in vielen Fällen doch noch einen gewissen Spielraum – nicht in allen; das gebe ich zu. Man hat einen Spielraum, man kann nämlich etwas weniger fahren.

Bei der Warenumsatzsteuer kann man auch sagen: Man kann etwas weniger essen. Das ist richtig und würde vielen Leuten auch guttun. Gerade die Aermsten essen aber nicht zuviel. Für

sie wiegt das vermutlich schwerer als 25 Rappen Benzinzollerhöhung. Ich bin – von der Akzeptanz her – überzeugt, dass wir hier gegen die Auto-Partei, den ACS, die Astag gewinnen, denn das Geld ist für einen guten Zweck: Wir wollen den Haushalt sanieren.

Ich bin Ihnen dankbar, dass Sie bis jetzt dem Bundesrat weitgehend gefolgt sind. Folgen Sie ihm auch in der Zukunft, dann sind Sie gut beraten! (*Heiterkeit*)

Ich komme zum Antrag von Herrn Iten Joseph und bitte ihn, seinen Antrag zurückzuziehen. Der erste Teil seines Antrages würde etwa 230 Millionen Franken kosten. Das ist nicht der Zweck der Übung. Vorgesehen ist, Herr Iten, den Kantonen 12 Prozent zu geben, wie das im Gesetz steht, plus 100 Millionen Franken als ausserordentlichen Beitrag. Das haben wir in der Finanzplanung so vorgesehen.

Wenn Sie Ihren Antrag zurückziehen, würden wir versuchen, auch in der Zukunft dazu zu stehen, obwohl wir noch ein weiteres Sparprogramm machen möchten. Wenn Sie den Antrag nicht zurückziehen, müssen wir uns das natürlich überlegen; irgendwo müssen wir auch beim nächsten Sparprogramm das Geld zuerst finden. Aber wir wollen die Kantone nicht schikanieren und als Leidtragende darstellen; deshalb haben wir bei diesem Kürzungsprogramm von Anfang an darauf geachtet, dass die Kantone im Durchschnitt mehr bekommen, als sie geben müssen – dank den Nationalbankgewinnen, die jetzt ausgeschüttet werden.

Dort bin ich allerdings nicht einverstanden, dass 40 Prozent der privaten Aktionäre auch noch etwas zugute hätten. Private können keine Währungsgewinne machen, deshalb sollten die Gewinne auch nicht an sie verteilt werden. Wenn schon, ist es Sache des Staates und nicht der privaten Aktionäre, die hohle Hand zu machen.

Ich empfehle Ihnen, den Antrag zurückzuziehen.

Den zweiten Antrag von Herrn Iten Joseph muss ich leider auch ablehnen. Er kostet auch 30 Millionen Franken. Wir machen ein Sanierungsprogramm und nicht ein Programm zur Ausschüttung neuer Gelder; das ist der Unterschied. Diesen Unterschied müssen Sie in dieser Situation wirklich beachten. Wenn Sie jetzt wieder Geld verteilen, müssen wir nachher um so mehr einsparen. Sie wissen, wie schwierig und mühsam das ist. Deshalb wäre ich sehr dankbar, wenn Sie auch den zweiten Antrag zurückziehen könnten. Das würde uns das Leben etwas erleichtern und rascher gehen. Wenn Herr Iten Joseph den Antrag nicht zurückzieht, beantrage ich Ihnen, ihn abzulehnen.

Ich beantrage Ihnen, auch den Antrag Friderici Charles abzulehnen. Im wesentlichen geht es um eine Verbilligung des Dieseltreibstoffes. Es ist zweifellos richtig, dass der Dieseltreibstoff in der Schweiz gegenwärtig nicht billiger ist als im Ausland. Hier ist die Situation eher umgekehrt wie beim Benzin. Aber man kann auch nicht nur auf den CO₂-Ausstoss abstellen. Es ist ganz eindeutig festzustellen – man kann über die Kostendeckung der Strassenrechnung diskutieren, wie man will –, dass die Verbilligung dem Ziel einer Internalisierung der externen Kosten völlig entgegenlaufen würde. Die externen Kosten werden vom privaten Verkehr nicht gedeckt. Dazu braucht man nicht besondere Rechnungen anzustellen; das sieht man auf den ersten Blick.

Zudem muss man sagen, dass die Neat beschlossen worden ist. Das bedeutet, dass man zwar nicht überall 25 Prozent zahlt – das ist vor allem für den Lötschberg gültig; beim Gotthard sieht die Rechnung anders aus, weil dort ein anderes Abrechnungssystem angewendet wird –, aber es ist wahrscheinlich nicht sehr sinnvoll, wenn man den Verkehr nicht kostendeckend führen kann, wenn man am Schluss noch draufzahlt. Das bedeutet, dass man auch in dieser Hinsicht ganz klar dafür sorgen muss, dass die Preise angepasst werden, damit nicht am Schluss der Steuerzahler die Zeche bezahlen muss.

Ich glaube, ich habe zu ziemlich allen Anträgen Stellung genommen. Sie sehen, es gibt einen vernünftigen Antrag; es ist der Antrag des Bundesrates und der Minderheit I (Leuenberger Ernst). Ich bitte Sie deshalb, alle anderen Anträge abzulehnen. Dann tun Sie etwas Gutes für die Bundeskasse, und Sie können zufrieden nach Hause gehen.

Präsident: Wann Sie alle nach Hause gehen können, werde ich sagen, Herr Bundesrat!

Wir haben eine interessante Ausgangssituation zu Artikel 2 und Artikel 2bis: Es liegen drei Anträge mit Zuschlägen von jeweils 20 Rappen vor: Mehrheit (20), Minderheit II (10+10) und Steinegger (15+5). Daneben haben wir den Antrag der Minderheit I (25) und den Antrag Zwygart (30).

Ich schlage Ihnen folgendes Abstimmungsverfahren vor: Zuerst bereinigen wir die Anträge für einen Zuschlag von 20 Rappen. Dann entscheiden wir uns zwischen 30 und 25 Rappen. Die Resultate dieser Eventualabstimmungen werden dann einander definitiv gegenübergestellt. Das Ergebnis wird zum Schluss mit den Anträgen Friderici Charles und Iten Joseph bereinigt – Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden.

*Art. 2 Art. 2 Abs. 1, Art. 2bis Art. 1 Abs. 1
Art. 2 art. 2 al. 1, art. 2bis art. 1 al. 1*

Erste Abstimmung – Premier vote

Für die Anträge der Minderheit II	82 Stimmen
Für die Anträge Steinegger	51 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für die Anträge der Mehrheit	83 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	75 Stimmen

Dritte Abstimmung – Troisième vote

Für den Antrag der Minderheit I	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Zwygart	Minderheit

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

Für die Anträge Mehrheit	86 Stimmen
Für den Antrag Minderheit I	79 Stimmen

Art. 2 Art. 2 Abs. 1 – Art. 2 art. 2 al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Friderici Charles	50 Stimmen
Dagegen	105 Stimmen

*Art. 2bis Art. 4 Abs. 5, Art. 10 Abs. 2 Bst. b
Art. 2bis art. 4 al. 5, art. 10 al. 2 let. b*

Iten Joseph: Herr Bundesrat Stich, Sie haben die Erklärung abgegeben, dass Sie in Artikel 2bis bei Artikel 4 Absatz 5 des Treibstoffzollgesetzes zu den 12 Prozent noch zusätzlich aus dem bundesrätlichen Fonds jährlich 100 Millionen Franken bezahlen würden, und zwar bis 1996.

Bundesrat Stich: Dieses Angebot ist bei 20 Rappen hinfällig. (*Heiterkeit*)

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Iten Joseph	Minderheit

Art. 2ter (neu)

Antrag Allenspach

Der Bundesrat trifft die notwendigen Massnahmen, dass sich die Erhöhung des Treibstoffzolls gemäss diesem Bundesbeschluss nicht im Landesindex der Konsumentenpreise niederschlägt.

Art. 2ter (nouveau)

Proposition Allenspach

Le Conseil fédéral prend les mesures nécessaires pour que l'augmentation des droits d'entrée sur les carburants décidée en vertu du présent arrêté ne se répercute pas sur l'indice suisse des prix à la consommation.

Allenspach: Die Erhöhung der Treibstoffzölle, die wir beschlossen haben, ist eine Fiskalmassnahme. Sie ist allgemein und soll von den Treibstoffverbrauchern bezahlt werden. Ausnahmen sind im Gesetz keine vorgesehen, und dennoch gibt es Bevölkerungskreise, die der finanziellen Belastung durch die Treibstoffzollerhöhung entgehen können.

Die Erhöhung der Treibstoffzölle führt über die Treibstoffpreise zu einer Erhöhung des Landesindex der Konsumentenpreise. Sie kennen die Folgen der Erhöhung des Landesindex der Konsumentenpreise. Es werden daraus Lohnforderungen abgeleitet, und es wird die Lohn-Preis-Spirale in Gang gesetzt.

Es ist mit grösster Mühe und unter erheblichen Opfern gelungen, die hohe Teuerungsrate in der Schweiz wieder unter 4 Prozent hinunterzudrücken. Wir sollten alles unterlassen, was die Teuerungsspirale wieder in Bewegung setzt. Die zusätzliche fiskalische Belastung der Treibstoffe darf nicht Anlass und Ausgangspunkt von Indexerhöhungen und damit von neuen Teuerungsbewegungen sein. Deshalb unterstützen massgebliche Konjunktturexperten die Forderung nach Indexneutralität von Fiskalmassnahmen und Lenkungssteuern. Das Bundespersonal ist genau genommen davon ausgenommen, die Treibstoffzollerhöhungen zu bezahlen. Weil die Treibstoffzollerhöhungen zu einer Erhöhung des Landesindex der Konsumentenpreise führen und dem Bundespersonal jede Indexerhöhung durch automatische Lohnerhöhung kompensiert wird, trifft diese neue Steuer das Bundespersonal nämlich nicht. Es wird davon ausgenommen, denn für das treibstoffverbrauchende Bundespersonal haben die übrigen Steuerzahler die Kosten zu übernehmen.

Es gibt meines Erachtens jedoch keinen Grund, dem Bundespersonal die Kosten dieser Treibstoffzollerhöhung, dieser Fiskalmassnahme, via automatische Lohnerhöhungen zurückzuerstatten, wobei diese Rückerstattung bei den höheren Beamtenskatierungen unter Umständen sogar ein Mehrfaches der Kosten der Treibstoffzollerhöhungen ausmachen kann.

Das gleiche trifft für andere Gruppen zu, denen ein automatischer Teuerungsausgleich zugesichert ist. Ich erinnere an die Bediensteten der Kantone und Gemeinden; ich erinnere an jene Gesamtarbeitsverträge, die die Indexautomatismen kennen.

Darüber hinaus sind noch viele weitere wirtschaftliche Tatbestände mit dem Landesindex der Konsumentenpreise gekoppelt. Damit diese Fiskalmassnahmen wirklich ihr Ziel erreichen, dürfen sich die erhöhten Preise nicht auf den Landesindex der Konsumentenpreise auswirken. Andernfalls würde ein Teil der Erträge schon wieder durch automatisch höhere Ausgaben des Bundes, der Kantone und der Gemeinden absorbiert.

Wir dürfen auch nicht zwei Kategorien von Bürgern schaffen: jene, die die Treibstoffzollerhöhungen zu bezahlen haben, und jene, die diese Erhöhung vom Bund oder anderen Instanzen automatisch voll oder sogar überproportional zurückerstattet erhalten.

Ich kenne die Probleme, die mit meinem Antrag verbunden sind. Argumentieren Sie nicht damit, dass der Konsumentenpreisindex auf einer einvernehmlichen Verständigung unter den Sozialpartnern beruhe und mein Antrag im Widerspruch zu diesem Verständigungsindex stehe. Die Arbeitgeberschaft hat diesem Index nicht zugestimmt, weil und solange die Erhöhung der indirekten Steuern und Lenkungsabgaben zu Indexerhöhungen führt.

Es geht mir um eine grundsätzliche Entscheidung. In vielen Verlautbarungen, auch in Verlautbarungen von grossen politischen Parteien, wurde bei der Erhöhung der fiskalischen Belastung der Treibstoffe, bei Lenkungsabgaben, bei Umweltsteuern usw. Indexneutralität versprochen. Heute haben wir Gelegenheit, in einem Bereich diese Indexneutralität zu verwirklichen, heute haben wir Gelegenheit zu beweisen, dass politische Programme und Verlautbarungen mehr sind als nur ein Fetzen Papier. Heute haben wir Gelegenheit zu beweisen, dass wir nicht schon einen Teil der Ausgaben, die wir durch diese Treibstoffzollerhöhungen hereinbringen, durch den Indexautomatismus in Form von Lohnerhöhungen zugunsten des Bundespersonals wieder ausgeben wollen.

Bonny, Berichterstatter: Ich möchte Sie in meinem Namen bitten – ich kann nicht im Namen der Kommission sprechen –, den Antrag von Herrn Allenspach abzulehnen. Zwar ist für mich nicht primär massgebend – ich habe früher viel mit dem Index zu tun gehabt –, ob da ein Konsens zwischen den Sozi-

alpartnern besteht. Natürlich ist dieser auch wichtig, weil er den Index trägt. Entscheidend ist das Konzept, dass wir hier beim Index klar verfahren.

Der Index ist ein allgemeiner, neutraler Massstab für die Preisentwicklung der für die Konsumenten bedeutsamen Waren und Dienstleistungen. Es kann nicht bestritten werden, dass das Benzin eine für den Konsumenten bedeutsame Ware ist. Deshalb müssen wir auf dieser Linie bleiben. Ich wäre auch froh, wenn jetzt aufgrund Ihrer Begründung über den Bezug auf die Personalkosten beim Bund und den Teuerungsausgleich keine Diskussion entstehen würde.

Ich kann Ihnen verraten, dass wir von der Finanzkommission aus zuerst einmal überlegt haben, ob wir dieses Problem der Personalausgaben des Bundes auch im Rahmen des Sanierungspaketes angehen wollen. Wir haben darauf verzichtet. Wir haben aber mit einem Brief an das Finanzdepartement detaillierte Entscheidungsunterlagen mit Bezug auf den Vorschlag 1993 verlangt. Beim Budget werden wir dann über diese Probleme zu befinden haben.

Ich bitte Sie in meinem persönlichen Namen, den Antrag Allenspach abzulehnen.

M. Borel François, rapporteur: Je vous invite vivement à rejeter la proposition Allenspach. Renchérissement il y aura, c'est d'ailleurs l'un des inconvénients de cette proposition. Faut-il commencer à décider que l'index du coût de la vie ne correspondra plus à la réalité quotidienne vécue par les gens et qu'il y aura un index théorique, officiel, et un autre, réel? Je vous rappelle que, dans certains pays qui pratiquent ce genre de manipulation, le début de toute négociation entre syndicat et patronat passe par un accord sur le renchérissement réel, tout le monde admettant que celui publié par les statistiques officielles n'est pas crédible.

C'est la raison pour laquelle je ne crois pas que nous devons nous engager dans cette voie. Nous devons avoir un index qui corresponde à la réalité quotidienne vécue par les gens ou en tout cas à quelque chose qui s'en rapproche le plus. Je vous invite donc à rejeter la proposition Allenspach.

Bundesrat Stich: Als ich Herrn Allenspach hörte, wusste ich nicht so recht, ob er einen Antrag zum Teuerungsausgleich des Bundespersonals oder zum Lebenskostenindex gestellt hat. Ich habe dann seinen Antrag gelesen und festgestellt, dass er verlangt, «der Bundesrat trifft die notwendigen Massnahmen, dass sich die Erhöhung des Treibstoffzolls gemäss diesem Bundesbeschluss nicht im Landesindex der Konsumentenpreise niederschlägt».

Herr Allenspach, der Konsumentenpreisindex ist ein Metermass für die Preisentwicklung. Ich würde nicht einmal sagen für die Teuerung, sondern für die Preisentwicklung. Ich denke nicht, dass Sie der Schweizer Regierung – die Schweiz ist schliesslich keine Bananenrepublik – zumuten können, das Metermass zu fälschen, dass wir sagen: Diese Teuerung hat es gar nicht gegeben. Das ist nicht möglich, sondern der Index soll die Preisveränderung ganz klar wiedergeben.

Etwas anderes, Herr Allenspach, ist es, was man mit dem Ergebnis anfängt. Das ist eine andere Entscheidung. Aber den Index zu verändern, ist sehr schlechter Stil; das kann man nicht.

Ich bitte Sie deshalb, den Antrag von Herrn Allenspach abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Allenspach
Dagegen

56 Stimmen
75 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3

Präsident: Wir kommen hier zum Entscheid über die Dringlichkeitsfrage. Die Absätze 2 und 3 hängen mit dem Bundesbeschluss Dbis (Art. 4) zusammen.

Verschoben – Renvoyé

Dbis. Bundesbeschluss über die Erhöhung des Treibstoffzoll

Dbis. Arrêté fédéral concernant l'augmentation des droits d'entrée sur les carburants

Antrag der Kommission

Mehrheit

Nichteintreten

Minderheit

(Leuenberger Ernst, Bäumlin, Borel François, Camponovo, Hafner Rudolf, Leemann, Weder Hansjürg)

Eintreten

Proposition de la commission

Majorité

Ne pas entrer en matière

Minorité

(Leuenberger Ernst, Bäumlin, Borel François, Camponovo, Hafner Rudolf, Leemann, Weder Hansjürg)

Entrer en matière

Leuenberger Ernst, Sprecher der Minderheit: Da sei in den ersten Julitagen 1386 einer an den Gestaden des Sempachersees aufgetreten und habe gesagt, er wolle den Eidgenossen eine Gasse bahnen. Böse Zungen haben dann behauptet, er habe in Tat und Wahrheit gesagt: «Wele Löu het mi gmüpf?» Ich bin weder ein Gestossener noch ein Gemüpfte, ich bin in dieser Frage eher ein Belehrter, denn ich habe die Beratungen in der Kommission erlebt. Ich habe recherchiert, wie dieser bundesrätliche Dringlichkeitsantrag zustande gekommen ist, und ich möchte Ihnen von meinen Recherchen berichten. Herr Bundesrat Stich hat mir übrigens nichts verraten; ich habe andere Quellen anzapfen müssen.

In der Finanzkommission hat man, als man durch unseren Kollegen Bühler Gerold über die Finanzlage im Hinblick auf das Budget 1993 informiert war, nicht gerade begeistert, aber mit Unterstützung von unserer Seite gesagt: Zu all dem, was wir heute beschlossen haben, muss noch eine zusätzliche Milliarde Franken eingespart werden. Die Kommission hat dann einen Beschluss gefasst und diesen dem Finanzminister mit auf den Weg in den Bundesrat gegeben. Jetzt kommen Indiskretionen, die ich nicht von Herrn Stich habe:

Im Bundesrat muss Heulen und Zähneklappern geherrscht haben, als gesagt wurde, es müsse diese Zusatzmilliarde eingespart werden, und zwar weil die versammelten Departementschefs schlicht und einfach erklärt haben, sie schafften das nicht. Dann kam offenbar wie Phönix aus der Asche (einige behaupten allerdings, es sei die Pandorabüchse geöffnet worden) oder auf irgendeine andere Weise, die ich noch nicht eruiert habe – die Historiker sind eingeladen, etwas zu erfinden –, der Klügste und hat den Vorschlag gemacht, es bleibe nichts anderes übrig, als für unseren Treibstoffzollerhöhungsantrag Dringlichkeit zu beantragen.

Das bereits angekündigte, im Rauch des Saales sich befindende Referendum führe dazu, dass – je nachdem, wann die Volksabstimmung stattfinden kann – beispielsweise während des ersten Halbjahres 1993 diese Einnahmen nicht fließen würden. Das hat Konsequenzen: Auf der Basis von 25 Rappen – was hier minoritär geblieben ist – hätte das Ausfälle von 400 Millionen Franken bedeutet. Schätzungen ergeben, dass das auf der Basis von 20 Rappen, was wir jetzt beschlossen haben, Ausfälle von 320 Millionen Franken ergibt. Diese 320 Millionen müssen im Budget 1993 zusätzlich zu allem, was bereits im Raum steht, eingespart werden. Dann wird im Bundesrat kein Heulen und Zähneklappern mehr herrschen,

dann wird vielmehr ein grosses Wehklagen und Wehgeschrei in diesem Hause ausbrechen.

Wir kommen nicht umhin, uns Rechenschaft darüber zu geben, dass wir jetzt mit diesem Dringlichkeitsbeschluss – es ist das eine wüste Kröte, die zu schlucken wäre – die Weichen für die Budgetierung 1993 stellen. Wir können das jetzt machen, wir können uns jetzt ans Schlucken und Würgen machen, oder wir können uns im Dezember, wenn wir in trauter Runde ums Budget versammelt sind, dieser 320 zusätzlich der Bundeskasse fehlenden Millionen annehmen.

Das ist der Grund – es ist nicht das Gestossensein und nicht die Nibelungentreue gegenüber dem von mir hochverehrten Bundesrat Stich –, dass ich Ihnen namens dieser Minderheit beantrage, jetzt Dringlichkeit zu beschliessen, um uns und dem Bundesrat die Budgetierung 1993 etwas zu erleichtern. Ich bitte Sie – und bei solchen Gelegenheiten, wo es ans «Winkelrieden» geht, sage ich jeweils –: Ziehen Sie diesen Vorschlag mindestens ganz ernsthaft in Erwägung. Ich bitte natürlich um Zustimmung.

Oehler: Die Auslegung von Herrn Leuenberger Ernst, mindestens mit Blick auf die Mitglieder der CVP-Fraktion in der Finanzkommission, muss doch etwas relativiert werden. Als wir dem Antrag Bühler Gerold zustimmten, waren wir der Meinung, nicht wir, sondern der Bundesrat und die grosse Verwaltung hätten den Auftrag, uns zusätzliche Sparmassnahmen vorzuschlagen. Es war nicht unsere Idee – Herr Leuenberger Ernst, wie Sie es auslegen –, dem Bundesrat einen Persilschein abzugeben, mit dem er nachher seine Finanzpolitik auf unserem Buckel ausüben könnte und uns den Schwarzen Peter überliesse.

Warum sage ich das? Ich bin der Meinung, dass sich der Bundesrat in den vergangenen Jahre über seine verschiedenen Büros, namentlich über das Büro für Konjunkturfüragen, über Prognosen bei guter Laune hielt und gestützt darauf seine Finanzpolitik betrieb; diese führt ihn nun halt ins Elend. Der Bundesrat möchte uns mitziehen beziehungsweise uns den Schwarzen Peter zuspielen.

Der Bundesrat wusste ganz genau, dass seine Finanzpolitik, dem Schweizervolk ab 9. Oktober via Dringlichkeit 25 zusätzliche Benzinrappen abzuverlangen, von uns mehrheitlich nicht akzeptiert würde. Einen grösseren Fehler hätte er nur noch machen können, wenn er versucht hätte, diesen Benzinrollzuschlag dem Schweizervolk dringlich und rückwirkend zu verabschieden.

Wir sind der Auffassung und haben es bereits vorgestern gesagt: Auch der Steuerzahler ist ein Mensch. Und wir meinen, dass die Angewöhnungsphase, die der Bundesrat über den dringlichen Bundesbeschluss für das Schweizervolk vorsieht, eine schlechte Politik ist. Eine schlechte Politik deswegen, weil wir damit dem Bürger vor Augen führen, dass die Finanzpolitik falsch ist, dass wir ihn der Bürgerrechte und der Mitbestimmungsrechte entblößen, dass wir sie ihm nehmen. Nach einem Jahr kann er dann sagen – der Bundesrat geht ja davon aus, und einige von Ihnen auch –, dass sich der Bürger daran gewöhnt haben wird und nicht mehr weiss, wieviel er für das Benzin vor einem Jahr bezahlt hat.

Herr Bundesrat, wir sind der Meinung, Sie sollten nun zufrieden sein, dass wir 20 Rappen bewilligen, dass wir 20 Rappen auf dem ordentlichen Gesetzgebungswege bewilligen. Wir sind der Meinung, letztlich ist es viel besser, wenn Sie die Taube auf dem Dach nicht mit einem Knall so verschrecken, dass sie wegfliht und am Schluss nichts mehr in Ihrem Topf bleibt. Deswegen haben wir am Montag gesagt, der Bundesrat habe uns ein Kuckucksei in die Pfanne gelegt.

Die CVP-Fraktion lehnt die Dringlichkeit grossmehrheitlich ab – es waren nur 2 Stimmen für die Dringlichkeit. Aus diesem Grunde bitten wir auch Sie, die Dringlichkeit abzulehnen, und die Beschlüsse, die wir jetzt beschlossen haben, weiterzuziehen.

Hafner Rudolf: Herr Oehler hat offensichtlich nicht die gleiche Linie wie Herr Bundesrat Stich.

In der Kommission wurde aber gesagt, es sei dringend auf dieses Finanzloch einzugehen. Deshalb ist heute abend, auch zu später Stunde, guter Wille noch gefragt.

Für die grüne Fraktion ist es ganz klar, dass dieses Finanzloch gefüllt werden muss. Wenn das nicht geschieht, geht das letzten Endes zu Lasten der breiten Bevölkerung, also auch Ihrer Wähler.

Die grüne Fraktion bittet Sie, Dringlichkeit zu beschliessen.

Bührer Gerold: Ich nehme an, Ihr Durst ist, in Anbetracht der vorgerückten Stunde, grösser als Ihre Diskussionsfreude, und fasse mich deshalb kurz.

Ich kann verstehen, dass den Bundesrat ob der Motion der Finanzkommission, die fordert, es sei eine zusätzliche Milliarde Franken zu sparen, Heulen und Zähneknirschen befohlen hat. Ich kann nicht verstehen, dass er bei dieser zugegebenen schweren Aufgabe jegliches psychologische Fingerspitzengefühl vermissen lässt. Gerade in einem Umfeld, in dem wir in nächster Zeit auf die Stimmberechtigten und Steuerzahler angewiesen sind, verhält man sich abstimmungspsychologisch wirklich wie der vielzitierte Elefant im Porzellanladen, wenn man dieses Dringlichkeitsrecht so durchsetzen will.

Es gibt drei zentrale Punkte, die dagegen sprechen:

1. Wir dürfen – das ist ein staatspolitischer Grund – den Verfassungsartikel betreffend Dringlichkeitsrecht nicht überstrapazieren. Tatsache ist, dass seit der Publikation des Sanierungsprogramms im Frühjahr und bereits anlässlich der Sitzung der Finanzkommission im April in Solothurn eindeutig klar war, dass die Zahlen nicht realistisch waren, dass ein erheblich grösseres Defizit zu erwarten war. Dannzumal hätte der Bundesrat handeln müssen – wenn schon. Er darf dies nicht sechs Monate später mit dem Dringlichkeitsrecht tun.

2. Es ist auch finanzpolitisch ein falscher Weg. Ich bin überzeugt, dass die Dringlichkeit ein Pyrrhussieg sein wird, dass die Stimmberechtigten das in einem Jahr heimzahlen werden und dass in unseren Kassen schliesslich eine negative Bilanz zu ziehen sein wird.

3. Wir haben gewichtige Finanzabstimmungen wie z. B. die Verlängerung der Finanzordnung, und ich meine, wir sollten diese gewichtigen Vorlagen nicht mit Dringlichkeitsrecht belasten.

Ich ersuche Sie namens der einhelligen FDP-Fraktion, die Dringlichkeit abzulehnen.

M. Leuba: M. Leuenberger Ernst nous a expliqué tout à l'heure que, grâce à la décision de limiter à 20 centimes l'augmentation de la taxe de base, nous ne perdrons plus que 320 millions au lieu de 420 millions. Comme la perte sera moins importante, nous pourrions par conséquent renoncer plus facilement à l'urgence!

J'aimerais relever que le groupe libéral n'a jamais considéré d'un oeil favorable les arrêts d'urgence. C'est encore plus vrai dans le cas particulier, tout d'abord parce que la raison essentielle – j'attire votre attention sur ce point en dépit de l'heure tardive – invoquée pour l'urgence est la menace d'un référendum. Mais chaque fois que nous votons des lois dont nous souhaitons l'entrée en vigueur rapide, puisque nous les adoptons, il y a toujours la menace d'un référendum. Par conséquent, il faudrait décider dorénavant que toutes nos décisions nécessiteraient une procédure d'urgence afin d'éviter que leur entrée en vigueur ne soit remise en cause par l'exercice des droits populaires.

D'autre part, nous avons entendu des discussions interminables sur l'Eurolex pour savoir s'il était tout à fait convenable de limiter le droit de référendum qui ne pourrait s'exercer qu'après l'entrée en vigueur des lois. M. Gross Andreas nous a affirmé à cette occasion que ce serait une restriction inadmissible des droits populaires. Il n'est pas nécessaire de rechercher l'origine de cette dernière à Bruxelles, car elle vient de Berne et du Conseil fédéral.

Ce n'est en effet rien d'autre qu'une restriction des droits populaires qu'on veut nous imposer ici et je vous invite, dès lors, au nom du groupe libéral, à refuser l'urgence.

Fischer-Hägglingen: Ich kann mich Herrn Leuba anschliessen. Auch wir haben sehr grosse Vorbehalte gegen das Dringlichkeitsrecht. Wenn wir uns die letzten Dringlichkeitsübungen vor Augen halten – ich denke an diejenige bei der Krankenkasse und an diejenige, welche wieder ins Haus steht –, müssen wir nachträglich feststellen, dass Dringlichkeitsübungen sehr schlechte Übungen sind und meistens negative Folgen für die weitere Gesetzgebung haben. Das ist die eine Seite.

Die andere Seite, auf die ich auch aufmerksam machen möchte: Wir dürfen den Stimmbürger im Hinblick auf die zukünftigen Abstimmungen nicht «vertäuben»; denn ich glaube, dass wir im nächsten Jahr sehr wichtige Abstimmungen haben, die auch für die Bundeskasse interessant sind. Ich denke an die Vignette, an die Weiterführung der Schwerverkehrsabgabe, und ich denke vor allem an die Finanzordnung. Wenn wir im nächsten Jahr diese drei Abstimmungen gewinnen wollen – die sehr wichtig für den zukünftigen Finanzhaushalt sind –, dürfen wir dem Stimmbürger nicht vormachen, dass wir ihm seine Rechte nehmen. Der Stimmbürger hat einen Anspruch darauf, dass man in dieser Angelegenheit auch ihn befragt. Wenn er uns das Okay gibt, hat der Bundesrat seine 20 Rappen, und wenn er sie nicht bekommt, müssen wir für andere Einnahmen sorgen.

Ich bitte Sie, der Dringlichkeit nicht zuzustimmen.

Bonny, Berichterstatter: Ich schliesse an das Votum von Kollege Ernst Leuenberger an. Er hat vom Nebel im Bundesratsszimmer gesprochen. Ich kann Ihnen versichern, dass bei unserer Beratung im Kommissionszimmer kein Nebel herrschte. Es herrschte solche Transparenz, dass es die Kommission zustande brachte – das ist auch eine Art Schwarzpeterspiel –, bei den beiden einzigen Abstimmungen, die wir hatten, einen Stichentscheid des Präsidenten zu provozieren!

Ganz kurz zusammengefasst: Es gibt meines Erachtens drei Gründe, die für, und vier, die gegen die Dringlichkeit sprechen. Die Vorteile wären:

1. Es kämen rasch 800 Millionen Franken in die Bundeskasse.
2. Die Drohung mit dem Referendum der Auto-Partei, unbekümmert um die Höhe des Zuschlags, hat natürlich dazu geführt, dass man sagt: Wir wollen an den «Schermen» bringen, was man noch an den «Schermen» bringen kann.
3. Das Budgetdefizit 1993 würde von 3,2 Milliarden auf 2,4 Milliarden Franken reduziert.

Die vier Gründe, die gegen die Dringlichkeit sprechen, sind:

1. Eine allgemeine Skepsis gegenüber dem Institut der dringlichen Bundesbeschlüsse – im Zusammenhang damit die Erkenntnis, dass die Voraussetzungen für dringliche Beschlüsse nicht gegeben sind. Die eingetretene Wende zum Schlechten ist nicht zuletzt auch auf eine allzu optimistische Finanzplanung zurückzuführen.

2. Es wäre ein falsches Signal, gegenüber der Öffentlichkeit ganz eindeutig die Einnahmenererschliessung und nicht das Sparen in den Vordergrund zu rücken.

3. Es wird ein Fait accompli für die später bevorstehende Volksabstimmung geschaffen, welches diese sehr stark belasten könnte. Diese negative Vorbelastung der Volksmeinung wäre um so schlimmer, als wir genau wissen, dass wir diese zusätzlichen Treibstoffgelder nicht nur für 1993, sondern auch für 1994 und 1995 dringend nötig haben.

4. In diesem Zusammenhang gäbe es auch eine Gefährdung für die kommende Abstimmung über die Bundesfinanzordnung.

Diese vier Punkte haben mich bewogen, gegen die Dringlichkeit zu entscheiden.

Ich bitte Sie im Namen der Kommissionsmehrheit – die allerdings sehr knapp ausgefallen ist –, gegen die Dringlichkeit zu stimmen.

M. Borel François, rapporteur: Vous avez entendu des arguments pour et contre l'urgence en langue allemande. Etant donné l'heure tardive, je dirai simplement que les porte-parole des groupes PDC, Parti radical, UDC et Parti libéral ont annoncé qu'ils voteraient contre l'urgence. Je vous prédis donc que la majorité du conseil va refuser l'urgence, ce qui correspond à ce que vous recommandez votre commission.

Bundesrat **Stich**: Ich möchte ganz klar sagen, dass ich selber keine Freude am dringlichen Bundesbeschluss habe. Von mir aus gesehen wäre dies nicht nötig gewesen.

Herr Oehler, man kann Konjunkturprognosen kritisieren; ich teile da Ihre Auffassung. Aber Sie können nicht sagen, dass sich das Finanzdepartement in den Voraussagen in der Finanzplanung getäuscht habe. Wenn nicht die richtigen Schlüsse gezogen worden sind, ist das nicht mein Fehler, Herr Oehler!

Welche Konsequenzen hat das? Warum kam man am Schluss dazu, die Dringlichkeit zu beantragen? Wir haben eine Motion gehabt, die verlangte, eine Milliarde einzusparen. Sie werden in der Budgetdebatte beweisen können, wie Sie das machen. Wenn die Dringlichkeit nicht beschlossen wird und wir keine Kürzung im Strassenbau vornehmen, heisst das, dass das Budgetdefizit von 2,5 Milliarden auf etwa 3,6 Milliarden ansteigt. Dann haben Sie die Möglichkeit zu zeigen, wo Sie kürzen können, was der Bundesrat nicht kann.

Natürlich gibt es immer wieder Möglichkeiten. Sie hatten z. B. die Möglichkeit, Nachtragskredite bei der Milchrechnung abzulehnen. Das wäre möglich gewesen. Die Auswirkung: Man hätte sofort den Milchpreis ändern müssen, um das wieder hereinzuholen. Etwas anderes gibt es nicht. Man kann nirgends kürzen, ohne dass es irgend jemand spürt, ohne dass irgend etwas passiert. Das sollten Sie bedenken. Deshalb kam der Bundesrat zum Schluss, dass – wenn wir kein Referendum hätten – dieses Gesetz, mit 20 Rappen oder mit 25 Rappen, im Januar in Kraft treten könnte. Aber mit der Möglichkeit des Referendums ist das nicht möglich.

Sie übernehmen die Verantwortung, dass wir im nächsten Jahr in etwa eine Milliarde Franken weniger Einnahmen haben. Diese Verantwortung liegt bei Ihnen. Sie übernehmen die Verantwortung dafür, dass Sie für diese Milliarde weniger Einnahmen dann im nächsten Jahr vielleicht 70, 80 Millionen Franken mehr Zins bezahlen müssen. Dann können Sie auch wieder kommen und den Bundesrat bitten, Kürzungen vorzunehmen, weil wir nicht so grosse Zuwachsraten wollen. Wir haben die höchsten Zuwachsraten bei den Zinsausgaben. Die wachsen am raschesten, und die kann ich leider nicht kürzen. Aber das sind die Gründe, die wir hatten.

Natürlich kann man sagen, der Bundesrat habe kein Fingerspitzengefühl und benehme sich wie der Elefant im Porzellanladen. Auch der Bundesrat – und der Finanzminister – weiss, dass im nächsten Jahr über eine Finanzordnung abzustimmen ist. Er weiss, dass über die Schwerverkehrsabgabe und die Vignette abzustimmen ist. Er weiss auch, dass man vielleicht über Lenkungsabgaben abstimmen müsste, wenn eine solche Vorlage kommen sollte.

Glauben Sie im Ernst, dass es mit einer Finanzpolitik, wie Sie sie betreiben – indem Sie beim Benzin finden, 25 Rappen seien nicht möglich, 20 Rappen genügen –, denkbar sei, dass das Volk beispielsweise zu einer Mehrwertsteuer ja sagt, wo immerhin etwa 2,5 Milliarden Franken umverlagert werden? Sie sollten auch ein bisschen Fingerspitzengefühl haben! Glauben Sie, dass wir im nächsten Jahr in der Lage sind, beispielsweise bei der Warenumsatzsteuer die Freiliste zu kürzen – was zwingend ist, wenn wir den Haushaltsausgleich schaffen wollen?

Ich sehe im Moment wenig andere Möglichkeiten. Es gibt noch andere, die mithelfen könnten; darüber werden wir schon nachdenken. Aber insgesamt werden wir nicht darum herumkommen, die Freiliste zu kürzen. Glauben Sie, dass es sehr angenehm sein wird, das vor dem Volk zu vertreten? Glauben Sie, dass das Volk dann das Gefühl hat, Sie hätten beim Benzinentscheid besonders viel Fingerspitzengefühl gehabt? Ich denke nicht. Aber nach den Fraktionserklärungen stelle ich fest, dass wir wohl keine sehr grosse Chance haben, mit der Dringlichkeit durchzukommen. Die Verantwortung für das Budget liegt bei Ihnen; ich werde dem Bundesrat die nötigen Anträge für die nächste Sitzung stellen.

*D. Bundesgesetz über die Erhöhung des Treibstoffzollens
D. Loi fédérale concernant l'augmentation des droits d'entrée sur les carburants*

Präsident: Mit Ihrem Entscheid, auf Beschluss Dbis nicht einzutreten, sind die Absätze 2 und 3 von Artikel 3 in Entwurf D gemäss Antrag der Kommission angenommen, und wir können den Entwurf D gesamthaft verabschieden.

*Art. 3 Abs. 2, 3 – Art. 3 al. 2, 3
Angenommen – Adopté*

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes	122 Stimmen
Dagegen	33 Stimmen

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 23.10 Uhr
La séance est levée à 23 h 10*

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Nichteintreten)	102 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Eintreten)	57 Stimmen

Bundeshaushalt. Sanierungsmassnahmen 1992

Finances fédérales. Mesures d'assainissement 1992

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.038
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.09.1992 - 15:00
Date	
Data	
Seite	1854-1896
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 614

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.